



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 17 JUIN 2026
GEMEENTERAAD VAN 17 JUNI 2026

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Hassan Rahali, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Catherine Moureaux, *Bourgmestre /Burgemeester* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi, Mohammed Kalandar, Oumar Diallo, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Ahmed El Khannouss, Jamel Azaoum, Olivier Mahy, Hassan Ouassari, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Hind Addi, Yassine Akki, Khalil Boufraquech, Didier Fabien Willy Milis, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Hamza Zibouh, Harmony Deknudt, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Ibrahima Bah, Mohamed Arabi, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Mohamed El Hamouti, Maria Vindevoghel, Nouhaila El Akrouch, Khalid El Jaidi El Qazouy, Mohamad Chehade, Matteo Kopriva, Valérie Loseke Nembalemba, Asma Boutaarourt, Cloë Machuelle, Marie De Leener, Arno Vervaeet, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Marijke Aelbrecht, *Secrétaire f.f./Wvd. Secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Rachid Mahdaoui, Michaël Vossaert, Ali Syed, Nouhéb Belghith, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

17.06.2026/A/0001

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative au parvis Saint-Jean-Baptiste.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne jointe.

Monsieur le Président,

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Je souhaite attirer votre attention sur la situation préoccupante des terrasses Horeca situées sur la place Saint-Jean-Baptiste, à Molenbeek-Saint-Jean.

La place Saint-Jean-Baptiste est aujourd'hui largement encombrée : plusieurs établissements occupent une partie importante de l'espace public, allant parfois jusqu'à empiéter sur des emplacements correspondant à deux ou trois places de stationnement, avec des chaises et des tables installées sur la voie publique.

Cette occupation massive pose des problèmes concrets pour les usagers. Les personnes avec poussettes, les personnes à mobilité réduite, les piétons, ainsi que les usagers vulnérables, se retrouvent parfois contraints de se faufiler dans des passages étroits ou au milieu des terrasses. Cette situation peut générer un sentiment d'inconfort, voire d'insécurité, notamment pour certaines jeunes femmes et pour les familles.

À cela s'ajoutent également des comportements inappropriés dans l'espace public : certaines personnes sont allongées par terre, parfois dans des postures indécentes, sans respect suffisant pour les riverains, les familles et les passants. L'espace public doit rester un lieu accessible, propre, sécurisé et respectueux pour tous.

Je rappelle que la réglementation est claire. Conformément à l'article 46 du règlement général de police de Molenbeek, il est interdit d'entraver, même partiellement, la progression des passants. Par ailleurs, le règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises impose que toute occupation de l'espace public garantisse la sécurité et la commodité de passage.

En outre, le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, notamment son article 98, impose que toute installation soit autorisée et ne compromette ni la sécurité ni l'usage normal de l'espace public. Selon l'article 8 du règlement communal relatif aux terrasses, les exploitants doivent également être en mesure de présenter leur autorisation à tout moment. L'article 9 du même règlement prévoit, quant à lui, la possibilité de retirer immédiatement les installations en infraction.

Dès lors, je souhaiterais obtenir des réponses précises aux questions suivantes :

Les extensions importantes de terrasses constatées sur la place Saint-Jean-Baptiste, notamment celles installées sur des emplacements de parking, font-elles bien l'objet d'autorisations spécifiques et conformes ?

Des contrôles ont-ils été effectués récemment sur cette place afin de vérifier le respect des autorisations délivrées ? Si oui, quels en ont été les résultats ?

Des mesures ont-elles déjà été prises en cas de non-respect des autorisations, notamment le retrait d'installations en infraction ?

La commune estime-t-elle que la situation actuelle sur la place Saint-Jean-Baptiste est conforme à la réglementation applicable ?

Si ce n'est pas le cas, quelles actions concrètes seront prises à court terme, même provisoirement, afin de garantir un passage libre, sécurisé, accessible et digne pour les piétons, les personnes à

mobilité réduite, les poussettes et les habitants du quartier ?

Je comprends que certaines actions puissent être en cours de préparation et que les démarches administratives prennent du temps. Toutefois, entre-temps, les riverains continuent à subir ces dysfonctionnements au quotidien. Cela donne le sentiment que les règles, les lois et les consignes ne sont plus suffisamment respectées.

Que devient Molenbeek si chacun s'approprie l'espace public sans contrôle ni sanction ?

Je vous remercie d'avance pour votre attention, ainsi que pour les réponses et le suivi concret que vous pourrez apporter à cette situation.

Veillez agréer, Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie betreffende het Sint-Jan-Baptist
voorplein.**

De Raad neemt kennis.

17.06.2026/A/0002 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Questions d'actualité.**

Le point est retiré de l'ordre du jour, aucune question d'actualité n'a été déposée.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Actualiteitsvragen.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald, geen enkel actualiteitsvraag werd ingediend.

Mohamed Arabi quitte la séance / verlaat de zitting.

17.06.2026/A/0003 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Points déposés en urgence.**

1. Enseignement francophone - Approbation du projet d'école - Ecole 13

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'article 67 § 1er du Décret du 24 juillet 1997 précité dispose que :
« *Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.*

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs;

2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;

3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;

4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.

Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.

Dans l'enseignement fondamental, le projet d'établissement établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre l'élève, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire et le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical. [...] » ;

Vu la circulaire 9541 du 4 juillet 2025 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2025-2026 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « *dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son projet éducatif et son projet pédagogique. Chaque école élabore quant à elle son projet d'établissement* » ;

Considérant que ce nouveau projet est l'aboutissement d'une démarche participative impliquant les différents intervenants de l'école ;

Considérant que le nouveau projet d'école a été approuvé par le Conseil de Participation de l'école n°13 en sa séance du 18 février 2025 une première fois et que sa mise à jour a été validée lors du Conseil de Participation de juin 2026.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le nouveau projet d'école de l'Ecole fondamentale francophone n°13 – *L'Ecole Qui Bouge*, approuvé en Conseil de Participation de l'école, en sa séance du 18 février 2025 et de juin 2026 ;

Article 2 :

De joindre un exemplaire de ce projet d'école à la présente.

2. Enseignement francophone - Modification du R.O.I. des écoles et du règlement de travail cadre de l'enseignement fondamental ordinaire - Adaptation de l'horaire hebdomadaire.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Considérant que la Fédération Wallonie-Bruxelles compte rendre obligatoire l'ajout d'une 29^e période dans l'horaire hebdomadaire des élèves (horaire de 28 périodes actuellement) ;

Considérant que l'intégration de cette 29^e période devait être rendue obligatoire il y a 2 années scolaires déjà, mais le pouvoir subsidiant a postposé cette mise en application ;

Considérant que la mise en application de cette 29^e période est prévue pour la rentrée 2027-2028 ;

Considérant toutefois que le groupe de travail a mis en évidence d'autres éléments de l'horaire qui devaient être modifiés ;

Considérant que le groupe de travail est constitué d'un membre de la Cellule Pédagogique, d'un membre de l'Instruction Publique et d'une délégation de directions (maternelles et primaires) ;

Considérant donc que le nouvel horaire ne porte que sur ces « autres » adaptations et n'intègre donc pas encore la 29^e période, celle-ci n'étant pas encore obligatoire par la FWB ;

Considérant que le projet de nouvel horaire :

a été validé à l'unanimité par les directions, en ayant consulté parallèlement leurs équipes ;

a été validé par la CoPaLoc, en séance du 18 mai 2026 et par échanges de mails ;

Considérant que les 3 syndicats-enseignement ont également sondé leurs affiliés ;

Considérant que l'horaire actuel et le futur nouvel horaire sont repris en pièces jointes ;

Considérant que les principales modifications portent sur :
un début de journée décalé de 10 minutes ;

le retrait du temps de récréation de l'après-midi, qui n'est appliqué nulle part.

Considérant que l'approbation de ce nouvel horaire doit impérativement avoir lieu lors du Conseil du mois de juin 2026, afin de pouvoir être d'application dès la rentrée 2026-2027 ;

Considérant qu'une fois le nouvel horaire validé, une communication sera faite aux parents et aux membres du personnel, avant la fin de l'année scolaire en cours, afin que les parents et les membres du personnel soient avertis des modifications.

DECIDE

Article unique

De valider le nouvel horaire hebdomadaire, dont les documents sont repris en pièces jointes.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Punten ingediend bij hoogdringendheid.

1. Franstalig onderwijs - Goedkeuring van de schoolprojecten nr. 13.

DE RAAD,

Gelet op het Decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren die nodig zijn om deze te verwezenlijken;

Gelet op het opvoedkundig en pedagogisch project van het Inrichtend Bestuur van

Sint-Jans-Molenbeek; Overwegende dat artikel 67, §1 van voormeld Decreet van 24 juli 1997 bepaalt dat: “Het schoolproject bepaalt het geheel van pedagogische keuzes en bijzondere concrete acties die het onderwijsteam van de instelling wenst uit te voeren in samenwerking met alle actoren en partners bedoeld in artikel 69, §2, om de opvoedkundige en pedagogische projecten van het inrichtend bestuur te verwezenlijken. Het schoolproject wordt uitgewerkt rekening houdend met: 1° de leerlingen die in de instelling zijn ingeschreven, hun culturele en sociale kenmerken, hun behoeften en hun mogelijkheden in het proces van het verwerven van competenties en kennis; 2° de verwachtingen van de leerlingen en hun ouders inzake beroepsprojecten en verdere studies; 3° de sociale, culturele en economische omgeving van de school; 4° de natuurlijke omgeving, de wijk, de stad of het dorp waarin de school gevestigd is. Wanneer het gaat om een instelling voor gewoon onderwijs, bepaalt het schoolproject de pedagogische keuzes en de prioritaire acties die worden uitgevoerd om de integratie van leerlingen met specifieke behoeften te bevorderen, na voorafgaand overleg met het basisoverlegcomité voor de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de lokale paritaire commissie voor de officiële onderwijsinstellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of de lokale overleginstanties, of bij gebrek daaraan de vakbondsafvaardigingen voor de vrije onderwijsinstellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Het schoolproject is een instrument om de algemene en bijzondere doelstellingen van het decreet evenals de vereiste competenties en kennis te bereiken. In het basisonderwijs bepaalt het schoolproject de wijze waarop de communicatie wordt bevorderd tussen de leerling, de personen belast met het ouderlijk gezag of die juridisch of feitelijk de voogdij uitoefenen over de minderjarige die aan de leerplicht onderworpen is, en het onderwijzend personeel, het opvoedkundig hulp personeel en het psychologisch, sociaal en paramedisch personeel. [...]”;

Gelet op omzendbrief 9541 van 4 juli 2025 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs voor het schooljaar 2025-2026;

Overwegende dat de voormelde omzendbrief bepaalt dat “met inachtneming van de doelstellingen van het Missiedecreet, elk inrichtend bestuur zijn opvoedkundig project en pedagogisch project bepaalt. Elke school werkt op haar beurt haar schoolproject uit”; Overwegende dat dit nieuwe project het resultaat is van een participatieve aanpak waarbij de verschillende betrokkenen van de school werden betrokken;

Overwegende dat het nieuwe schoolproject een eerste keer werd goedgekeurd door de Participatieraad van school nr. 13 tijdens de zitting van 18 februari 2025 en dat de actualisering ervan werd gevalideerd tijdens de Participatieraad van juni 2026.

BESLIST:

Artikel 1:

Het nieuwe schoolproject van de Franstalige basisschool nr. 13 – L’Ecole Qui Bouge, goedgekeurd door de Participatieraad van de school tijdens de zitting van 18 februari 2025 en juni 2026, goed te keuren;

Artikel 2:

Een exemplaar van dit schoolproject als bijlage bij deze beslissing te voegen.

2. Franstalige onderwijs - Wijziging van het schoolreglement (R.O.I.) van de scholen en van het kaderarbeidsreglement van het gewoon basisonderwijs - Aanpassing van het wekelijkse uurrooster.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren om deze te verwezenlijken;

Overwegende dat de Federatie Wallonië-Brussel de toevoeging van een 29ste lesuur in het wekelijkse uurrooster van de leerlingen verplicht wil maken (momenteel bedraagt het uurrooster 28 lesuren);

Overwegende dat de invoering van dit 29ste lesuur reeds twee schooljaren geleden verplicht had moeten worden, maar dat de subsidiërende overheid de toepassing ervan heeft uitgesteld; Overwegende dat de invoering van dit 29ste lesuur voorzien is voor het schooljaar 2027-2028;

Overwegende echter dat de werkgroep andere elementen van het uurrooster heeft vastgesteld die eveneens aangepast moesten worden; Overwegende dat de werkgroep bestaat uit een lid van de Pedagogische Cel, een lid van het Openbaar Onderwijs en een delegatie van directies (kleuter- en lagere scholen);

Overwegende bijgevolg dat het nieuwe uurrooster enkel betrekking heeft op deze "andere" aanpassingen en dus nog geen rekening houdt met het 29ste lesuur, aangezien dit nog niet verplicht is opgelegd door de FWB;

Overwegende dat het ontwerp van het nieuwe uurrooster: • unaniem werd goedgekeurd door de directies, na gelijktijdig overleg met hun teams; • werd goedgekeurd door de CoPaLoc tijdens de vergadering van 18 mei 2026 en via e-mailuitwisselingen; Overwegende dat de drie onderwijsvakbonden eveneens hun leden hebben geraadpleegd;

Overwegende dat het huidige uurrooster en het toekomstige nieuwe uurrooster als bijlagen zijn opgenomen;

Overwegende dat de belangrijkste wijzigingen betrekking hebben op: • een met 10 minuten verschoven begin van de schooldag; • het schrappen van de namiddagpauze, die nergens wordt toegepast.

Overwegende dat de goedkeuring van dit nieuwe uurrooster noodzakelijkerwijs moet plaatsvinden tijdens de Raadszitting van juni 2026, zodat het vanaf de start van het schooljaar 2026-2027 van toepassing kan zijn;

Overwegende dat, zodra het nieuwe uurrooster is goedgekeurd, vóór het einde van het lopende schooljaar een mededeling zal worden gedaan aan de ouders en de personeelsleden, zodat zij op de hoogte worden gebracht van de wijzigingen.

BESLUIT :

Enig artikel

Het nieuwe wekelijkse uurrooster goed te keuren, waarvan de documenten als bijlagen zijn opgenomen.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Khalil Boufraquech entre en séance / treedt in zitting.

Josiane Dostie quitte la séance / verlaat de zitting.

Saliha Raiss quitte la séance / verlaat de zitting.

Ahmed El Khannouss quitte la séance / verlaat de zitting.

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting.

Mohamed El Hamouti quitte la séance / verlaat de zitting.

17.06.2026/A/0004

Département Finances

Finances - Budget communal de l'exercice 2026 - Arrêt de crédits provisoires pour le 3ème trimestre 2026 - Report du 20/05/2026.

LE CONSEIL,

Considérant que le budget communal de l'exercice 2026 ne sera pas voté par le Conseil communal et approuvé par la tutelle avant le 30 juin 2026 ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de voter des crédits provisoires, afin d'assurer la bonne marche de l'administration, conformément à l'article 14 du Règlement Général de la Comptabilité Communale ;

Considérant que ces crédits provisoires ne pourront excéder, par mois, le douzième du crédit budgétaire de l'exercice précédent ;
Considérant que cette restriction n'est pas applicable aux dépenses relatives à la rémunération du personnel communal et au paiement des primes d'assurances et des taxes ;
Considérant que les crédits provisoires ne concernent que les dépenses relatives au budget ordinaire et excluent, de ce fait, l'engagement de dépenses relatives au budget extraordinaire ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 7 mai 2026 ;

DECIDE :

Article unique :
D'arrêter les crédits provisoires pour le 3ème trimestre 2026.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 28 votes positifs, 6 abstentions.

Departement Financiën

Financiën - Gemeentebegroting van het dienstjaar 2026 - Vaststelling van voorlopige kredieten voor het derde trimester 2026 - Uitstel van 20/05/2026.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeentebegroting van het dienstjaar 2026 niet aan de Gemeenteraad zal voorgelegd worden voor 30 juni 2026 ;
Overwegende dat het nodig is voorlopige kredieten te stemmen teneinde de goede werking van de gemeente te garanderen, overeenkomstig artikel 14 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit;
Overwegende dat deze voorlopige kredieten mogen, per maand, niet meer bedragen dan een twaalfde van het begrotingskrediet van het vorige dienstjaar;
Overwegende dat deze beperking niet van toepassing is op de uitgaven betreffende de wedden van het gemeentepersoneel en het betalen van verzekeringspremies en belastingen;
Overwegende dat de voorlopige kredieten alleen betrekking hebben op de uitgaven van de gewone dienst en dat hierdoor de uitgaven betreffende de buitengewone dienst niet mogen aangewend worden;
Op voorstel van het College van burgemeester en Schepenen d.d. 7 mei 2026

BESLUIT:

Enig artikel:
Voorlopige kredieten vast te stellen voor het derde trimester 2026.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 28 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

Hassan Rahali quitte la séance / verlaat de zitting.
Taoufik Hamzaoui préside la séance / zit de zitting voor.

Taxes communales - Taxe sur l'occupation temporaire du domaine public - Exercices 2026 à 2030 - Renouvellement et modification.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement Général de Police de la commune ;

Vu le règlement de la taxe sur l'occupation temporaire du domaine public, établi par décision du Conseil communal du 19 juin 2024 pour les exercices 2024 à 2025 inclus;

Considérant que le domaine public est par nature affecté à l'usage de tous ; que si un particulier ou une entreprise souhaite occuper momentanément et de manière précaire une portion de ce domaine pour des raisons légitimes ou appropriées, il lui appartient d'en demander l'autorisation à l'autorité communale compétente ;

Considérant que le droit exclusif d'occupation procure un avantage financier ou économique certain pour son bénéficiaire ;

Considérant, en outre, que l'exercice de ce droit exclusif emporte pour la collectivité locale des frais de surveillance ou de sécurité ;

Considérant qu'une procédure unique et simplifiée assurera une prévisibilité et une sécurité optimale pour les riverains d'une part et facilitera les activités entrepreneuriales sur le territoire communal d'autre part ;

Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables en fonction de la durée de l'occupation du domaine public sollicitée par le redevable ;

Considérant qu'il convient toutefois de prévoir des hypothèses d'exonération de la présente taxe, notamment lorsque l'occupation du domaine public est effectuée dans le cadre d'une mission légale ou réglementaire d'une personne de droit public et dans le but de défendre ou de promouvoir l'intérêt général ;

Vu la situation financière de la commune et la nécessité d'assurer un équilibre budgétaire ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier ce règlement-taxe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

Il est établi, pour les exercices 2026 à 2030 inclus, une taxe sur l'occupation temporaire du domaine public.

Sont visées par le présent règlement les situations suivantes : le placement de conteneurs simples et/ou de conteneurs bureaux sur le domaine public, le placement d'échafaudages et/ou de tours empiétant ou surplombant le domaine public, le placement de grues (mobiles, tours ou chantiers) sur le domaine public, les installations de zones de chantier sur le domaine public, les réservations de zones de stationnement à l'occasion d'un déménagement ou d'une livraison de mobilier.

Article 2 :

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

-Domaine public : ensemble des biens affectés directement à l'usage du public ainsi que tous les biens affectés à la poursuite d'une mission de service public,

notamment :

- la voie publique, entendue comme toute voie ouverte à la circulation sur terre du public en général même si cette voie est une impasse et en ce compris les accotements, les trottoirs, les passages aériens et souterrains pour piétons, les chemins et servitudes de passage;
- les espaces verts (squares, parcs, jardins publics,...) ;
- les plaines et aires de jeu publiques.

-Chantier : zone où des travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de rénovation d'immeubles ou d'autres travaux aux bâtiments sont exécutés et où il est possible de stocker des matériaux de construction, des conteneurs, des silos, des grues et autres objets nécessaires à l'exécution des travaux.

-Conteneur de débris : conteneur fermé ou ouvert destiné à amener ou évacuer des matériaux de construction ou autres à l'occasion de travaux ou autres activités.

-Conteneur à usage divers : conteneur fermé éventuellement pourvu de portes et fenêtres, pour y héberger notamment un réfectoire, une salle de réunion de chantier, une installation sanitaire ou un commerce temporaire dans le cadre de transformations en cours.

-Mobilier : ensemble des meubles destinés à l'usage personnel et à l'aménagement d'une habitation.

-Superficie taxable : superficie totale d'occupation effective du domaine public. La superficie taxable correspond soit à la superficie d'occupation telle que reprise dans l'autorisation accordée par l'autorité communale, soit à la superficie d'occupation effective calculée et notifiée par l'administration communale dans l'hypothèse où cette occupation est effectuée sans autorisation ou que la superficie occupée dans les faits dépasse celle accordée initialement.

1. Occupation temporaire du domaine public par des chantiers à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation ou de rénovation d'immeubles ou d'autres travaux aux bâtiments.

Article 3 :

La taxe est calculée sur base de la superficie occupée du domaine public.

Pour le calcul de la superficie taxable, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

Le taux de la taxe est fixé à 4,00 EUR par m² et par jour ou fraction de jour.

L'imposition ne peut être inférieure à 100,00 EUR.

Lorsqu'une grue est placée à l'intérieur de la zone de chantier installée sur le domaine public, la taxe prévue à l'article 5 est due, indépendamment de la taxe due en vertu du présent article.

La demande d'occupation de l'espace public telle que visée à l'article 7 du présent règlement doit être sollicitée auprès du service Signalisation par voie électronique (signalisation.1080@molenbeek.irsient.be) ou sur place (sur rendez-vous), au moins 30 jours ouvrables avant le début de l'occupation.

La taxe est recouvrée par voie de rôle.

Le redevable reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

2. Occupation temporaire du domaine public à l'occasion du placement de conteneurs de débris ou de conteneurs à usages divers.

Article 4 :

Le taux de la taxe sur les conteneurs est fixé à 41,00 EUR par jour et par conteneur de débris d'un volume égal ou inférieur à 15 m³.

Le taux de la taxe sur les conteneurs est fixé à 103,00 EUR par jour et par

conteneur de débris d'un volume supérieur à 15 m³.

Le taux de la taxe sur les conteneurs est fixé à 103,00 EUR par jour et par conteneur à usages divers.

La demande d'occupation de l'espace public telle que visée à l'article 7 du présent règlement doit être introduite au guichet du Service Signalisation ou par voie électronique (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), au moins 5 jours ouvrables avant le début de l'occupation.

La taxe est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant toute occupation effective du domaine public, contre remise d'une preuve de paiement.

3. **Occupation temporaire du domaine par des échafaudages, grues-tours, grues, lifts et autres dispositifs dont l'implantation permet de surplomber le domaine public à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation ou de rénovation d'immeubles ou autres travaux aux bâtiments.**

Article 5 :

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- 4,00 EUR par mètre courant d'échafaudage, par jour.

-123,00 EUR par jour pour une grue-tour ou une grue.

-72,00 EUR par jour pour une grue dont seule la flèche est susceptible de surplomber le domaine public.

-36,00 EUR par jour pour un lift.

La demande d'occupation de l'espace public telle que visée à l'article 7 du présent règlement doit être introduite au guichet du Service Signalisation ou par voie électronique (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), au moins 10 jours ouvrables avant le début de l'occupation, sauf en ce qui concerne le placement d'une grue-tour ou d'une grue pour lequel un délai de 30 jours ouvrables est exigé.

La taxe est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant toute occupation effective du domaine public, contre remise d'une preuve de paiement.

4. **Occupation temporaire du domaine public à l'occasion d'un déménagement ou d'une livraison de mobilier.**

Article 6 :

L'occupation temporaire du domaine public à l'occasion d'un déménagement ou d'une livraison de mobilier nécessite la réservation d'une zone de stationnement de vingt mètres de long.

Le taux de la taxe est fixé à 31,00 EUR par jour, quel(s) que soi(en)t le(s) dispositif(s) éventuellement placés dans la zone de stationnement réservée afin d'effectuer ou faciliter le déménagement ou la livraison de mobilier.

La demande d'occupation de l'espace public telle que visée à l'article 7 du présent règlement doit être introduite au guichet du Service Signalisation ou par voie électronique (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), au moins 5 jours ouvrables avant le début de l'occupation.

La taxe est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant toute occupation effective du domaine public, contre remise d'une preuve de paiement.

5. **Dispositions communes**

Article 7 :

Toute occupation du domaine public visée par le présent règlement doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable.

Outre l'identité du requérant, cette demande mentionne la raison d'être de l'occupation, sa durée, sa localisation précise, ainsi que la superficie qu'il est prévu d'occuper en cas d'installation d'une zone de chantier.

Le redevable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa demande en fournissant

tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés par l'administration communale à cet effet.

L'occupation temporaire du domaine public ne pourra débiter qu'après qu'une autorisation ait été délivrée par l'autorité communale compétente.

L'autorisation reste valable jusqu'à son terme ou jusqu'à sa révocation.

L'autorisation délivrée par la commune ainsi que la preuve de paiement de la taxe doivent pouvoir être présentées lors de tout contrôle.

Toute demande de prolongation de l'occupation doit être introduite auprès de la commune au moins 3 jours avant la fin de l'occupation initialement autorisée.

En cas de modification de la base imposable, une nouvelle demande devra être faite le jour même ou le premier jour ouvrable qui suit cette modification.

Article 8:

En cas d'occupation de l'espace public sans autorisation préalable de l'autorité communale compétente, le taux de la taxe sera doublé.

Article 9 :

La taxe est due par la personne, physique ou morale, titulaire de l'autorisation d'occupation dûment délivrée par l'autorité communale.

En cas d'occupation de l'espace public sans obtention préalable de l'autorisation requise en exécution du présent règlement, la taxe est due par la personne, physique ou morale, qui occupe effectivement l'espace public.

Dans l'hypothèse où l'occupation temporaire de la voie publique n'a pas fait l'objet d'une demande d'autorisation, le titulaire du droit réel sur l'immeuble au profit duquel l'occupation est effectuée est considéré comme étant le redevable de la taxe.

Lorsque l'occupation est liée à la réalisation de travaux de bâtisse, l'entrepreneur de ceux-ci, s'il n'est pas le titulaire de l'autorisation, est solidairement et indivisiblement tenu au paiement de la taxe avec le maître de l'ouvrage et à défaut avec le titulaire du droit réel sur le bien.

Article 10 :

Sont exemptées du paiement de la taxe :

- a. les occupations du domaine public réalisées par un organisme public dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien du domaine public ;
- b. les occupations du domaine public réalisées pour le compte de la Commune ou du C.P.A.S. de Molenbeek-Saint-Jean ;
- c. les sociétés régionales ou locales agréées ayant pour objet la construction ou la location de logements sociaux, ou les constructions affectées au logement ;
- d. l'Etat, les provinces, la région de Bruxelles-Capitale, Citydev.brussels, la SLRB et les communes, pour les constructions affectées au logement.

Article 11 :

La taxe est due à partir du premier jour de l'occupation du domaine public jusqu'au jour de la notification par écrit à l'administration communale de la cessation de cette occupation.

Toute journée entamée est comptée dans son entièreté.

Article 12 :

La taxe est due sans que le redevable puisse revendiquer un quelconque droit de concession ou de servitude sur le domaine public. Il lui incombera de supprimer ou de réduire l'usage accordé à la première injonction de l'autorité communale. A défaut pour lui de se plier à pareille injonction, l'autorité communale y fera procéder d'office aux frais du redevable.

Le retrait de l'autorisation délivrée ou la renonciation au bénéfice de celle-ci par le redevable n'entraîne pour ce dernier aucun droit à l'obtention d'une indemnité quelconque ou à la restitution du montant des taxes qu'il aurait déjà payées.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance de l'espace public occupé. Cette occupation se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation.

L'application de la taxe ou les exemptions visées à l'article 10 sont faites sans préjudice de l'obtention des autorisations administratives ou de police requises et

sous réserve du respect des droits des tiers.

Article 13 :

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée. Lorsque la taxe est enrôlée, le redevable de l'imposition reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 14 :

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 15 :

Le paiement de la taxe due en exécution du présent règlement ne dispense aucunement le redevable du paiement de toute autre taxe ou redevance communale due pour d'autres motifs et notamment de la redevance due à la commune en contrepartie de services techniques rendus par elle.

Article 16 :

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

Article 17 :

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 18 :

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 19:

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2026 le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 19 juin 2024.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de tijdelijke bezetting van het openbaar domein - Dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op de artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd ;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk gewest;

Gelet op het Algemeen Politiereglement van de gemeente;

Gelet op het belastingsreglement op de tijdelijke bezetting van het openbaar domein gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 19 juni 2024 voor de dienstjaren 2024 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat het openbaar domein natuurlijkerwijze bestemd is voor gebruik door allen; dat indien een particulier of een privaatrechtelijke onderneming kortstondig en met het oog op preciaire bezetting, op grond van legitieme of geëigende redenen, een deel van dit domein wil innemen, deze laatste hiervoor de bevoegde gemeentelijke overheid om een machtiging dient te verzoeken;

Overwegende dat het exclusieve gebruiksrecht een zeker financieel of economisch voordeel verschaft aan de gebruiker;

Overwegende, bovendien, dat de uitoefening van dit exclusieve recht voor de lokale collectiviteit bewakings- of beveiligingskosten met zich meebrengt;

Overwegende dat een unieke en vereenvoudigde procedure enerzijds voorspelbaarheid en optimale veiligheid voor de bewoners meebrengt, en anderzijds de ondernemingsactiviteiten op het gemeentelijk grondgebied vergemakkelijkt;

Overwegende dat de inning van de belasting bedoeld in dit reglement een billijke verdeling van de fiscale last verzekert tussen de verschillende belastingplichtigen in functie van de duur van de bezetting van het openbaar domein verzocht door de belastingplichtige;

Overwegende echter dat er moet overgegaan worden tot hypothesen van vrijstellingen van deze belasting, met name wanneer de bezetting van het openbaar domein uitgevoerd wordt in het kader van een wettelijke of reglementaire opdracht van een persoon van publiek recht en met de bedoeling om het algemeen nut te verdedigen en te promoten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente en de noodzaak om een budgettair evenwicht te verzekeren;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te wijzigen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1:

Er wordt voor de dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen, een belasting geheven voor de tijdelijke bezetting van het openbaar domein.

De volgende situaties worden bedoeld door dit reglement: de plaatsing van simpele containers en/of containers voor kantoorgebouwen op het openbaar domein, de plaatsing van stellingen en/of torenkranen of die zich uitbreiden tot het openbaar domein of er over hangen, de plaatsing van kranen (mobiele, torenkranen of werven) op het openbaar domein, installaties van werfzones op het openbaar

domein, reservaties van parkeerzones ter gelegenheid van een verhuizing of een levering van meubilair.

Artikel 2:

Voor de toepassing van dit reglement, verstaan we onder:

- **Openbaar domein:** het geheel van de goederen rechtstreeks of onrechtstreeks bestemd voor openbaar gebruik alsook alle goederen bedoeld voor de opvolging van een opdracht van openbare dienstverlening, met name:

- de openbare weg, te weten iedere weg toegankelijk voor het bovengronds verkeer in het algemeen, zelfs indien deze weg doodlopend is en met inbegrip van de bermen, de trottoirs, de voetgangersbruggen en -tunnels, de paden en erfdienstbaarheden;
- de groene ruimten (squares, parken, openbare tuinen, ...);
- de publiek toegankelijke speelpleinen en -tuinen.

- **Werk:** zone waar bouw-, afbraak-, verbouwings-, transformatie-, renovatiewerken aan gebouwen of andere werken aan gebouwen uitgevoerd worden en waar het mogelijk is om bouwmaterialen, containers, silo's, kranen en andere voorwerpen nodig voor de uitvoering van de werken op te bergen.

- **Afvalcontainers:** gesloten of open container bestemd om bouw- of andere materialen naartoe te brengen of af te voeren naar aanleiding van werkzaamheden of andere activiteiten.

- **Containers voor divers gebruik:** gesloten container eventueel voorzien van deuren en ramen, om er met name een refter, een vergaderzaal voor de werf, een sanitaire installatie of een tijdelijke handel te installeren in het kader van de veranderingen die aan de gang zijn.

- **Meubilair:** het geheel van de meubels bestemd voor persoonlijk gebruik en inrichting van een woning.

- **Belastbare oppervlakte:** totale oppervlakte van de effectieve bezetting van het openbaar domein. De belastbare oppervlakte komt overeen hetzij met de oppervlakte van de bezetting zoals hernomen in de toelating toegekend door de gemeentelijke overheid, hetzij met de oppervlakte van de effectieve bezetting berekend en betekend door het gemeentebestuur in de veronderstelling dat deze bezetting uitgevoerd wordt zonder toelating of dat de feitelijk gebruikte oppervlakte deze overschrijdt die oorspronkelijk toegelaten werd;

1. Tijdelijke bezetting van het openbaar domein door werfplaatsen naar aanleiding van bouw-, afbraak-, verbouwings-, transformatie- of renovatiewerken van gebouwen of andere werken aan gebouwen.

Artikel 3:

De belasting wordt berekend op basis van de bezette oppervlakte van het openbaar domein.

Voor de berekening van de belastbare oppervlakte, wordt iedere fractie van de vierkante meter geteld als één eenheid.

De aanslagvoet van de belasting is vastgelegd op 4,00 EUR per m² en per dag of fractie van de dag.

De heffing kan niet lager bedragen dan 100,00 EUR.

Wanneer een kraan wordt geplaatst binnen de werfzone geïnstalleerd op het openbaar domein, is de belasting voorzien in artikel 5 verschuldigd, onafhankelijk van de verschuldigde belasting krachtens dit artikel.

De aanvraag voor de bezetting van de openbare ruimte zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement moet ingediend worden bij de dienst Signalisatie op elektronische manier (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be) of ter plaatse (op afspraak), minstens 30 werkdagen vóór het begin van de bezetting.

De belasting wordt geïnd via inkohiering.

De belastingplichtige ontvangt, kosteloos, een aanslagbiljet. De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

2. Tijdelijke bezetting van het openbaar domein naar aanleiding van de

plaatsing van afvalcontainers of containers voor divers gebruik.

Artikel 4:

Het tarief van de belasting op container wordt vastgesteld op 41,00 EUR per dag en per afvalcontainer van 15 m³ of minder.

Het tarief van de belasting op containers wordt vastgesteld op 103,00 EUR per dag en per afvalcontainer van meer dan 15 m³.

Het tarief van de belasting op containers wordt vastgesteld op 103,00 EUR per dag en per container voor divers gebruik.

De aanvraag voor het gebruik van de openbare ruimte zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement dient ingediend te worden aan het loket van de Dienst Signalisatie of elektronisch (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), minstens 5 werkdagen vóór het begin van het gebruik.

De belasting dient betaald te worden in contanten, minstens 3 werkdagen vóór iedere effectieve bezetting van het openbaar domein, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

3. Tijdelijke bezetting van het domein door stellingen, torenkranen, kranen, liften en andere inrichtingen waarvan de installatie het toelaat over het openbaar domein te hangen naar aanleiding van bouw-, afbraak-, verbouwings-, transformatie- of renovatiewerken van gebouwen of andere werken aan gebouwen.

Artikel 5:

De aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld als volgt:

- 4,00 EUR per lopende meter stelling, per dag.

- 123,00 EUR per dag voor een torenkraan of een kraan.

- 72,00 EUR per dag voor een kraan waarvan enkel de arm over het openbaar domein kan uitsteken.

- 36,00 EUR per dag voor een lift.

De aanvraag voor de bezetting van de openbare ruimte zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement dient ingediend te worden aan het loket van de Dienst Signalisatie of elektronisch (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), minstens 10 werkdagen vóór het begin van de bezetting, behalve wat betreft de plaatsing van een torenkraan of een kraan waarvoor een termijn van 30 werkdagen vereist wordt.

De belasting dient betaald te worden in contanten minstens 3 werkdagen vóór iedere effectieve bezetting van het openbaar domein, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

4. Tijdelijke bezetting van het openbaar domein voor een verhuizing of een levering van meubilair.

Artikel 6:

De tijdelijke bezetting van het openbaar domein naar aanleiding van een verhuizing of een levering van het meubilair vereist de reservatie van een parkeerzone van twintig meter lang.

De aanslagvoet van de belasting is vastgesteld op 31,00 EUR per dag, ongeacht de eventueel geplaatste inrichting(en) in de parkeerzone gereserveerd teneinde de verhuizing of de levering van meubilair uit te voeren of te vergemakkelijken.

De aanvraag voor het gebruik van de openbare ruimte zoals bedoeld in artikel 7 van dit reglement dient ingediend te worden aan het loket van de Dienst Signalisatie of elektronisch (signalisation.1080@molenbeek.irisnet.be), minstens 5 werkdagen vóór het begin van de bezetting.

De belasting dient betaald te worden in contanten ten minstens 3 werkdagen vóór iedere effectieve bezetting van het openbaar domein, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

5. Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 7:

Iedere bezetting van het openbaar domein bedoeld in dit reglement dient het voorwerp uit te maken van een voorafgaande aanvraag tot toelating.

Naast de identiteit van de verzoeker, vermeldt deze aanvraag de reden voor de bezetting, de duur ervan, de precieze locatie, alsook de oppervlakte die voorzien wordt in geval van installatie van een werfzone.

De belastingplichtige dient de eventuele controle van zijn aanvraag te vergemakkelijken door de indiening van alle documenten en inlichtingen die hem hiervoor zouden gevraagd worden door het gemeentebestuur.

De tijdelijke bezetting van het openbaar domein kan enkel beginnen na levering van een toelating door de bevoegde gemeentelijke overheid.

De toelating blijft geldig tot het einde of de herroeping ervan.

De geleverde toelating door de gemeente alsook het betalingsbewijs van de belasting dienen te kunnen voorgelegd worden bij iedere controle.

Iedere aanvraag tot verlenging van de bezetting dient minstens 3 dagen vóór het einde van de oorspronkelijke toegelaten bezetting ingediend te worden bij de gemeente.

In geval van de wijziging aan de belastbare basis, dient een nieuwe aanvraag opgemaakt te worden op de dag zelf of op de eerste werkdag die volgt op deze wijziging.

Artikel 8:

In geval van gebruik van de openbare ruimte zonder voorafgaande toestemming van de bevoegde gemeentelijke overheid, zal het belastingtarief verdubbeld worden.

Artikel 9:

De belasting is verschuldigd door de fysieke of rechtspersoon, houder van de toelating voor het gebruik, behoorlijk geleverd door de gemeentelijke overheid.

In geval van het gebruik van de openbare ruimte zonder het voorafgaand verkrijgen van de vereiste toestemming in uitvoering van dit reglement, is de belasting verschuldigd door de fysieke of morele persoon die de openbare ruimte effectief gebruikt.

In de veronderstelling dat het tijdelijk gebruik van de openbare weg niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een aanvraag tot toelating, wordt de houder van het zakelijk recht op het gebouw ten voordele van wie het gebruik wordt uitgevoerd, beschouwd als zijnde de belastingplichtige.

Wanneer het gebruik te maken heeft met de uitvoering van bouwwerken, wordt de ondernemer van deze werken, indien hij niet de houder is van de toelating, solidair en ondeelbaar gehouden voor de betaling van de belasting met de bouwheer en bij gebrek met de houder van het zakelijk recht op het goed.

Artikel 10:

Zijn vrijgesteld van de betaling van de belasting:

- a) de bezettingen van het openbaar domein door een openbare instelling in het kader van een beveiligings- of onderhoudsopdracht van het openbare domein;
- b) de bezettingen van het openbaar domein voor de rekening van de Gemeente of het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;
- c) de gewestelijke of plaatselijke erkende ondernemingen die als doelstelling de bouw of verhuur van sociale woningen hebben, of de bouwwerken bestemd als woning;
- d) de Staat, de provincies, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Citydev.brussels, de BGHM en de gemeentes, voor de bouwwerken bestemd als woning.

Artikel 11:

De belasting is verschuldigd vanaf de eerste dag van de bezetting van het openbaar domein tot de dag van de schriftelijke betekening aan het gemeentebestuur van de stopzetting van deze bezetting.

Iedere begonnen dag telt voor een volledige dag.

Artikel 12:

De belasting is verschuldigd zonder dat de belastingplichtige ongeacht welk concessierecht of recht op erfdiensbaarheid op het openbaar domein kan eisen. Hij heeft de plicht om de toegekende bezetting in te trekken of te reduceren bij het

eerste bevel van de gemeentelijke overheid. Bij gebrek vanwege hem om zich te schikken naar dergelijk bevel, gaat de gemeentelijke overheid er ambtshalve over op kosten van de belastingplichtige.

De intrekking van de geleverde toelating of het afstand doen van het gebruik ervan door de belastingplichtige leidt voor deze laatste niet tot het recht op het verkrijgen van ongeacht welke schadevergoeding of de terugbetaling van het bedrag van de belastingen die hij reeds zou betaald hebben.

De betaling van de belasting leidt, voor de gemeente, niet tot een bijzondere verplichting van toezicht op de bezette openbare ruimte. Deze bezetting gebeurt op risico van en onder de verantwoordelijkheid van de begunstigde van de toelating.

De toepassing van de belasting of de vrijstellingen bedoeld in artikel 10 gebeuren zonder afbreuk te doen aan het verkrijgen van administratieve toelatingen of toelatingen door de politie, vereist en onder voorbehoud van de naleving van de rechten van derden.

Artikel 13:

Wanneer de inning niet in contanten kan uitgevoerd worden, wordt de belasting ingekohierd. Wanneer de belasting ingekohierd wordt, ontvangt de belastingplichtige, kosteloos, een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 14:

Bij gebrek aan betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrest op de voorziene aanslagvoet inzake directe belastingen verschuldigd, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op deze van het einde van de termijn.

Artikel 15:

De betaling van de verschuldigde belasting in uitvoering van dit reglement stelt de belastingplichtige niet vrij van alle andere gemeentelijke belastingen of retributies verschuldigd voor andere redenen en met name de retributie verschuldigd aan de gemeente in ruil voor de technische dienstverlening.

Artikel 16:

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

Artikel 17:

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 18

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;

- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 19:

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2026, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 19 juni 2024.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0006

Département Finances

Taxes communales - Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2027, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2026 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE:

Article 1^{er}

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2027.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2027 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2026 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2027.

Artikel 2:

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0007

Direction Prévention

Prévention - Prolongation Plan Stratégiques de Sécurité et de Prévention 2026.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil des ministres du 5 décembre 2025 de prolonger le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention d'une année et ce, jusqu'au 31 décembre 2026 (AR du 17 décembre 2025) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 2026 qui précise les modalités pratiques (qui incluent les modifications du plan) de la prolongation d'une année du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention ;

Considérant que sous peine d'irrecevabilité, les communes doivent présenter leur plan pour l'année 2026 le 15 mai 2026 au plus tard;

Considérant que les communes sont tenues d'utiliser le modèle de plan en version Excel fourni par l'administration ;

Considérant que le dossier contient la décision du Conseil Communal approuvant le projet soumis ;

Considérant que si le conseil communal n'est pas en mesure de donner son approbation à la date limite du 15 mai 2026 une décision du Collège des Bourgmestre et Echevins « sous réserve d'approbation par le Conseil Communal » peut être rendue par anticipation. La notification du Conseil Communal doit ensuite être transmise à l'administration dans les meilleurs délais ;

Considérant que pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean, il y a lieu de confirmer que les plans 2026 seront prolongés mais que le nom du Secrétaire faisant fonction doit être modifié par rapport à l'édition précédente;

Considérant que le dossier composé du fichier Excel et de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 05 2026 (réf : #012/13.05.2026/B/0067#) a déjà été transmis par voie électronique avec la mention « « sous réserve d'approbation par le Conseil Communal » et qu'il y a dès lors lieu de soumettre celui-ci à l'approbation du Conseil Communal ;

Considérant qu'il y a lieu de mentionner Mme Aelbrecht Marijke comme Secrétaire faisant fonction ;

Considérant que le dossier doit être envoyé par voie électronique uniquement, par mail à sliv@ibz.be;

DECIDE :

Article 1^{er} :

D'approuver la prolongation du PSSP actuel pour l'année 2026 selon le formulaire annexé à la présente délibération mais que le nom du Secrétaire faisant fonction doit être modifié et qu'il y a lieu de mentionner Mme Aelbrecht Marijke pour ladite fonction;

Article 2 :

De transmettre par voie électronique le dossier accompagné de la présente décision du Conseil dans les meilleurs délais ;

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Directie Preventie

Preventie - Verlenging van het Strategisch Plan voor Veiligheid en Preventie 2026.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 5 december 2025 om het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan met één jaar te verlengen tot 31 december 2026 (Koninklijk Besluit van 17 december 2025);

Gelet op het Ministerieel Besluit van 30 april 2026, dat de modaliteiten (met inbegrip van de planwijzigingen) voor de verlenging met één jaar van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan bepaalt;

Overwegende dat de gemeenten, op straffe van onontvankelijkheid, hun plan voor 2026 ten laatste op 15 mei 2026 moeten indienen;

Overwegende dat de gemeenten verplicht zijn de Excel-versie van het modelplan te gebruiken dat door de administratie ter beschikking wordt gesteld;

Overwegende dat het dossier de beslissing van de Gemeenteraad bevat die het ingediende project goedkeurt;

Overwegende dat, als de Gemeenteraad zijn goedkeuring niet kan geven voor de deadline van 15 mei 2026, een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen "onder voorbehoud van goedkeuring door de Gemeenteraad" vervroegd kan worden gegeven. Overwegende dat voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek bevestigd moet worden dat de plannen voor 2026 verlengd worden, maar dat de naam van de waarnemend secretaris gewijzigd moet worden ten opzichte van de vorige editie;

Overwegende dat het dossier, bestaande uit het Excel-bestand en het besluit van het College van burgemeester en schepenen van 13 mei 2026 (ref.: #012/13.05.2026/B/0067#) reeds elektronisch is verzonden met de vermelding

“onder voorbehoud van goedkeuring door de gemeenteraad” en dat het derhalve aan de gemeenteraad ter goedkeuring moet worden voorgelegd;
Overwegende dat mevrouw Aelbrecht Marijke moet worden vermeld als waarnemend secretaris;
Overwegende dat het dossier uitsluitend elektronisch moet worden verzonden, per e-mail naar sliv@ibz.be;

BESLUIT:

Artikel 1:

Om de verlenging van het huidige SVPP voor het jaar 2026 goed te keuren volgens het aan deze beraadslaging gehechte formulier, met dien verstande dat de naam van de waarnemend secretaris voor genoemde functie wordt veranderd in mevrouw Aelbrecht Marijke;

Artikel 2:

Om het dossier, vergezeld van dit besluit van de Raad, zo spoedig mogelijk elektronisch door te sturen;

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0008

Direction Prévention

Prévention - Cession à la zone de police 5340 Bruxelles-Ouest du système de caméras de surveillance installé sur le territoire communal.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 instaurant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) ;

Considérant que la Commune a procédé à l'installation sur son territoire d'un système de caméras de surveillance destiné à renforcer la sécurité publique ;

Considérant que l'exploitation opérationnelle de ce réseau de vidéosurveillance relève des missions de la Zone de police ;

Considérant la volonté des parties d'organiser la cession de propriété de ce matériel à la Zone de police ;

Considérant que cette volonté procède d'un souci d'harmonisation de ses dispositifs de sécurité ; que l'intégration que va ainsi permettre cette cession vise à :

- Centraliser la gestion des systèmes de vidéoprotection ;
- Améliorer l'efficacité opérationnelle et les temps de réaction ;
- Uniformiser les infrastructures techniques au sein du VMS régional ;
- Rationaliser les coûts d'entretien et de modernisation

Considérant que le transfert prévu par la présente convention s'inscrit dans une logique de mutualisation des moyens, conforme au principe de coopération intercommunale consacré notamment par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ; qu'il faut, à cet égard, souligner que les caméras remplissent une mission de sécurité publique ; que leur gestion centralisée par la zone est de nature à garantir l'efficacité policière ;

Considérant que les autres communes composant la zone de police procèdent concomitamment à la cession à la zone de police du réseau de caméras de

vidéosurveillance situé sur chacun de leurs territoires respectifs ;

Considérant que la cession réalisée par la présente convention vise à garantir la pérennité du réseau de caméras de vidéosurveillance dans un cadre opérationnel cohérent et sécurisé, sous la responsabilité de l'autorité policière compétente ;

Considérant que le matériel dont la cession est envisagée par la commune, au bénéfice de la Zone de Police 5340, est sans conteste affecté à l'exercice d'une mission de service public ;

Qu'au vu de la jurisprudence et de la doctrine actuelle, il faut considérer que relèvent du domaine public :

- les biens qui y sont affectés par la loi ;
- les biens qui, d'une part, y sont affectés par une décision implicite ou explicite de l'autorité qui en est propriétaire et, d'autre part, servent indistinctement à l'usage de tous ou à un service public ;

Qu'eu égard à cette définition, les caméras de surveillance actuellement propriété de la commune, et installées sur son territoire pour former un réseau de vidéosurveillance, doit être considérées comme relevant de son domaine public dans la mesure où celles-ci sont affectées à l'exercice d'une mission de service public ;

Considérant que principe de la cession envisagée ne paraît pas devoir être contesté ou remis en cause, dès lors qu'elle intervient entre autorités publiques (de la commune vers la Zone de police), et que cette cession ne modifierait pas l'usage auquel les biens meubles concernés sont destinés ;

Que le régime de la domanialité publique implique que les biens qui font partie du domaine public sont indisponibles, ce qui a en principe comme conséquence que ces biens du domaine public ne peuvent être aliénés ; qu'en d'autres termes, en principe, les biens du domaine public ne peuvent être vendus, cédés, ou échangés, la validité de ces opérations étant subordonnée à la désaffectation préalable du bien ;

Que cependant, des biens faisant partie du domaine public d'une autorité peuvent être cédés, sans qu'une décision de désaffectation préalable n'intervienne, lorsque la cession intervient entre personnes de droit public ;

Que cette solution est consacrée par la meilleure doctrine ;

Que l'indisponibilité applicable aux biens du domaine public ne vise en réalité pas les relations entre personnes publiques, et donc les cessions pouvant intervenir entre celles-ci ;

Qu'il faut dès lors admettre que la cession de biens du domaine public non désaffectés peut être envisagée entre personnes de droit public, moyennant le maintien de l'affectation domaniale ; que l'inaliénabilité d'un bien du domaine public n'interdit pas son transfert à une personne publique, à condition qu'il conserve sa destination ;

Que cette exception à la règle de l'inaliénabilité est justifiée par la circonstance que l'opération de cession ainsi visée, qui a ceci de spécifique qu'elle intervient entre personnes de droit public, permet de maintenir le maintien de l'affectation domaniale, c'est-à-dire l'affectation à l'activité de service public ; que l'interdiction d'aliéner un bien du domaine public est précisément justifiée par la circonstance que ce bien est affecté à l'usage de tous, ou à l'exercice d'une mission de service public ; que si l'opération de cession envisagée entre personnes de droit public ne porte pas atteinte à cette affectation, et que le bien, malgré l'opération de cession, est toujours affecté à l'usage de tous ou à l'exercice de la mission de service public concernée, rien ne s'oppose dans ce cas à la cession, et au changement de propriétaire.

Que lorsqu'à l'occasion d'une cession entre personnes de droit public, l'affectation initiale du bien cédé est maintenue par l'acquéreur, l'application du régime de domanialité ne peut constituer un obstacle à la cession du bien, puisque précisément l'usage auquel le bien est destiné demeure inchangé ; que le transfert ou la cession de tels biens peuvent donc être envisagés, sans habilitation législative, ni désaffectation préalable ;

Considérant que cette position n'a pas été remise en cause par l'adoption du nouveau livre 3 du Code civil, « Les biens », qui est entré en vigueur le 1^{er}

septembre 2021 ;

Considérant qu'en faisant application d'une solution admise et justifiée par une doctrine bien établie, et non remise en cause par l'adoption des dispositions du livre 3 du Code civil, entré en vigueur le 1^{er} septembre 2021, il peut être envisagé en l'espèce de procéder à la cession des caméras de surveillance actuellement propriété de la commune, au bénéfice de la Zone de police, sans décision de désaffectation préalable à prendre par les communes, et pour autant que leur affectation à l'exercice de la mission de service à laquelle elles servent actuellement soit maintenue ;

Considérant que la valeur marchande actuelle de l'infrastructure cédée est limitée, compte tenu notamment de son ancienneté, de son amortissement comptable déjà largement entamé, ainsi que de son intégration dans un système technique évolutif nécessitant des investissements réguliers en maintenance et en modernisation ;

Considérant que, par la présente cession, la Zone de police reprend l'ensemble des droits et obligations liés à cette infrastructure, en ce compris les coûts futurs d'entretien, de renouvellement, de mise à niveau technologique et d'exploitation ;

Considérant qu'il s'agit d'un transfert entre personnes morales de droit public, s'inscrivant dans une logique de continuité du service public et de rationalisation des moyens, sans modification de l'affectation des biens ;

Considérant, dès lors, qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, et eu égard à l'intérêt général poursuivi, la cession pour un prix symbolique est justifiée et proportionnée ;

Considérant qu'il y a donc lieu d'approuver le texte de la convention de cession à la Zone de police Bruxelles-Ouest (5340) du système de caméras de surveillance installé sur le territoire communal, joint à la présente décision;

DÉCIDE :

Article 1:

D'approuver la cession de propriété du système communal de caméras de surveillance à la Zone de police Bruxelles-Ouest (5340).

Article 2:

D'approuver la convention de cession de propriété jointe à la présente délibération.

Article 3:

D'autoriser le Collège communal à signer ladite convention.

Article 4:

La présente décision sera transmise à la Zone de police Bruxelles-Ouest (5340) pour exécution.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Directie Preventie

Preventie - Overdracht aan de politiezone 5340 Brussel-West van het bewakingscamerasysteem dat op het gemeentelijk grondgebied is geïnstalleerd.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

Gelet op de Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens (AVG);

Overwegende dat de gemeente op haar grondgebied een bewakingscamerasysteem heeft geïnstalleerd met als doel de openbare veiligheid te versterken;

Overwegende dat de operationele exploitatie van dit videobewakingsnetwerk tot de

taken van de politiezone behoort;

Overwegende de wil van beide partijen om de eigendomsoverdracht van dit materiaal te organiseren en het over te dragen aan de politiezone;

Overwegende dat deze wens voortvloeit uit een streven naar harmonisatie van de veiligheidsvoorzieningen; dat de integratie die deze overdracht mogelijk maakt, tot doel heeft:

- de beheercentralisatie van de videobeschermingssystemen;
- de operationele efficiëntie en reactietijden te verbeteren;
- de technische infrastructuur binnen het regionale VMS te standaardiseren;
- de onderhouds- en moderniseringskosten te optimaliseren.

Overwegende dat de in deze overeenkomst voorziene overdracht past in een logica van middelenverdeling, conform het beginsel van intergemeentelijke samenwerking zoals neergelegd in onder meer de Wet van 5 augustus 1992 op het politieambt; dat in dit verband dient te worden benadrukt dat de camera's een opdracht van openbare veiligheid vervullen; dat hun gecentraliseerd beheer door de politiezone de doeltreffendheid van de politieactie waarborgt;

Overwegende dat de andere gemeenten die de politiezone vormen gelijktijdig de eigendomsoverdracht aan de politiezone van het op hun respectieve grondgebied gelegen videobewakingsnetwerk verwezenlijken;

Overwegende dat de door deze overeenkomst gerealiseerde overdracht tot doel heeft de duurzaamheid van het videobewakingsnetwerk te waarborgen binnen een coherent en beveiligd operationeel kader, onder de verantwoordelijkheid van de bevoegde politieautoriteit ;

Overwegende dat het materiaal waarvan de gemeente de eigendomsoverdracht aan de politiezone 5340 overweegt, ontegensprekelijk is bestemd voor de uitoefening van een opdracht van openbare veiligheid ;

Overwegende dat, volgens de huidige rechtspraak en rechtsleer, tot het openbaar domein behoren :

- de goederen die daartoe bij wet zijn bestemd ;
- de goederen die, enerzijds, door een impliciete of expliciete beslissing van de overheid-eigenaar daartoe zijn bestemd en, anderzijds, rechtstreeks en onmiddellijk dienen voor het algemeen nut of voor een openbare dienst ;

Overwegende dat, gelet op deze definitie, de videobewakingscamera's die thans eigendom zijn van de gemeente en op haar grondgebied zijn aangebracht om een bewakingsnetwerk te vormen, moeten worden beschouwd als behorend tot haar openbaar domein, voor zover zij zijn bestemd voor de uitoefening van een opdracht van openbare dienst ;

Overwegende dat het beginsel van de voorgenomen eigendomsoverdracht niet voor betwisting of ter discussie gesteld lijkt te moeten worden, aangezien deze plaatsvindt tussen publieke overheden (van de gemeente naar de politiezone) en deze overdracht de bestemming van de betrokken roerende goederen niet wijzigt;

Overwegende dat het regime van de openbare domeingoederen impliceert dat goederen die tot het openbaar domein behoren, niet beschikbaar zijn, hetgeen in beginsel tot gevolg heeft dat deze openbare domeingoederen niet kunnen worden vervreemd; dat met andere woorden, in beginsel, openbare domeingoederen niet kunnen worden verkocht, overgedragen of geruild, waarbij de geldigheid van dergelijk rechtshandelingen afhankelijk is van de voorafgaande onttrekking van het goed aan de openbare bestemming;

Overwegende dat goederen die tot het openbaar domein van een overheid behoren, niettemin kunnen worden overgedragen zonder voorafgaande beslissing van onttrekking van het goed aan de openbare bestemming namelijk wanneer de overdracht plaatsvindt tussen publiekrechtelijke rechtspersonen;

Overwegende dat deze oplossing wordt gesteund door de beste rechtsleer;

Overwegende dat de onbeschikbaarheid van openbare domeingoederen in werkelijkheid niet geldt voor rechtsverhoudingen tussen publieke overheden, en dus evenmin voor overdrachten tussen deze;

Overwegende dat bijgevolg moet worden aanvaard dat de overdracht van niet-onttrokken openbare domeingoederen mogelijk is tussen publiekrechtelijke

rechtspersonen, mits het behoud van de openbare bestemming; dat de onvervreemdbaarheid van een openbaar domeingoed een overdracht aan een andere overheid niet in de weg staat, op voorwaarde dat het zijn bestemming behoudt;

Overwegende dat deze uitzondering op het beginsel van onvervreemdbaarheid wordt gerechtvaardigd door de omstandigheid dat de beoogde overdracht, die het specifieke kenmerk heeft dat zij plaatsvindt tussen publieke overheden, het behoud van de openbare bestemming mogelijk maakt, dit wil zeggen de bestemming voor een activiteit van openbare dienst; dat het verbod om een openbaar domeingoed te vervreemden precies wordt gerechtvaardigd door de omstandigheid dat dit goed bestemd is voor het gebruik door allen, of voor de uitoefening van een opdracht van openbare dienst; dat indien de beoogde overdracht tussen publieke overheden geen afbreuk doet aan deze bestemming, en het goed, ondanks de overdracht, nog steeds bestemd is voor het gebruik door allen of voor de uitoefening van de betrokken opdracht van openbare dienst, niets zich in dat geval verzet tegen de overdracht en de wijziging van eigenaar ;

Overwegende dat wanneer, naar aanleiding van een overdracht tussen publieke overheden, de oorspronkelijke bestemming van het overgedragen goed door de verkrijger wordt gehandhaafd, de toepassing van het regime van het openbaar domein geen beletsel kan vormen voor de overdracht van het goed, aangezien het gebruik waarvoor het goed bestemd is, precies ongewijzigd blijft; dat de overdracht van dergelijke goederen bijgevolg kan worden overwogen, zonder wettelijke machtiging, noch voorafgaande onttrekking aan het openbaar domein;

Overwegende dat dit standpunt niet werd herzien door de aanneming van het nieuwe boek 3 van het Burgerlijk Wetboek, "De goederen", dat op 1 september 2021 in werking is getreden;

Overwegende dat, door toepassing te maken van een oplossing die wordt aanvaard en gerechtvaardigd door een gevestigde rechtsleer, en die niet werd herzien door de goedkeuring van de bepalingen van boek 3 van het Burgerlijk Wetboek, "De goederen", dat op 1 september 2021 in werking is getreden, het in casu kan worden overwogen over te gaan tot de overdracht van de bewakingscamera's die thans eigendom zijn van de gemeente, ten voordele van de politiezone, zonder voorafgaande beslissing tot onttrekking aan de openbare bestemming door de gemeenten, en voor zover hun bestemming voor de uitoefening van de opdracht van openbare dienst waarvoor zij thans worden gebruikt, gehandhaafd blijft ;

Overwegende dat de huidige marktwaarde van de overgedragen infrastructuur beperkt is, gelet op haar ouderdom, de reeds gevorderde afschrijving en de nood aan regelmatige investeringen;

Overwegende dat de politiezone alle rechten en verplichtingen overneemt, inclusief toekomstige kosten voor onderhoud, vernieuwing en exploitatie;

Overwegende dat het gaat om een overdracht tussen publieke rechtspersonen zonder wijziging van bestemming;

Overwegende dat, gelet op het algemeen belang, een overdracht tegen symbolische prijs gerechtvaardigd en proportioneel is;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is de tekst goed te keuren van de overeenkomst tot overdracht aan de politiezone Brussel-West (5340) van het bewakingscamerasysteem dat op het grondgebied van de gemeente is geïnstalleerd, zoals gevoegd bij deze beslissing ;

BESLUIT :

Artikel 1:

De eigendomsoverdracht van het gemeentelijk bewakingscamerasysteem aan de politiezone Brussel-West (5340) goed te keuren.

Artikel 2:

De bij deze beslissing gevoegde overeenkomst inzake eigendomsoverdracht goed te keuren.

Artikel 3:

Het College van Burgemeester en Schepenen volmacht te geven genoemde overeenkomst te ondertekenen.

Artikel 4:

Deze beslissing wordt ter uitvoering overgemaakt aan de politiezone Brussel-West

(5340).

De Raad keurt het punt goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Josiane Dostie entre en séance / treedt in zitting.
Saliha Raiss entre en séance / treedt in zitting.
Ahmed El Khannouss entre en séance / treedt in zitting.
Mohamed El Hamouti entre en séance / treedt in zitting.
Amet Gjanaj quitte la séance / verlaat de zitting.
Yassine Akki quitte la séance / verlaat de zitting.
Mohamad Chehade quitte la séance / verlaat de zitting.

17.06.2026/A/0009

Département Services généraux et Démographie
Affaires juridiques - Modification du Règlement communal relatif à l'octroi de subsides adopté lors de la séance du Conseil communal du 23 mai 2018.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, alinéa 1^{er} et 119 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu l'article 124 de la Nouvelle loi communale tel que rétabli par l'article 44 de l'ordonnance du 17 juillet 2020 modifiant la Nouvelle loi communale ;
Considérant que le Règlement communal relatif à l'octroi de subsides adopté lors de la séance du Conseil communal du 23 mai 2018 prévoit actuellement en son chapitre 2 que les demandes de subsides de fonctionnement ainsi que les demandes de subsides ponctuels d'un montant ou d'une valeur égale ou inférieure à 1.500 EUR seront soumises au Collège des Bourgmestre et Echevins et communiquées au conseil communal en sa plus prochaine séance, et que les demandes de subsides ponctuels d'un montant ou d'une valeur supérieure à 1.500 EUR seront soumises au Conseil communal ;
Considérant que depuis le 9 août 2020, l'article 124 de la Nouvelle loi communale permet au Conseil communal de déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins la compétence d'octroyer les subventions jusqu'à 2.500 EUR lorsque leurs bénéficiaires ne sont pas identifiés nominativement au budget, à charge pour celui-ci d'en faire rapport chaque année au Conseil communal ;
Considérant qu'il y a lieu de mettre le Règlement communal relatif à l'octroi de subsides en concordance avec le nouvel article 124 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

De remplacer le texte du chapitre 2 du Règlement communal relatif à l'octroi de subsides adopté lors de la séance du Conseil communal du 23 mai 2018 par le texte suivant :

« Ce règlement s'applique à tous les subsides directement accordés par l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean en faveur d'un bénéficiaire, dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Les demandes de subsides jusqu'à 2.500 EUR, lorsque leurs bénéficiaires ne sont pas identifiés nominativement au budget, seront soumises au Collège des Bourgmestre et Echevins. Chaque année, le Collège des Bourgmestre et Echevins fait rapport au Conseil communal sur les subventions qu'il a octroyées au cours de l'exercice, conformément à l'article 124, § 2 de la Nouvelle loi communale.

Les demandes de subsides d'un montant supérieure à 2.500 EUR seront soumises au Conseil communal.

Le présent règlement ne s'applique qu'aux projets qui sont exempts de tout but de lucre » .

Article 2 :

D'adopter le texte annexé à la présente délibération en tant que version consolidée du Règlement communal relatif à l'octroi de subsides.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 22 votes positifs, 12 votes négatifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Juridische zaken - Wijziging van het gemeentereglement betreffende de toekenning van subsidies, aangenomen in de zitting van de gemeenteraad van 23 mei 2018.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, lid 1 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien artikel 124 van de Nieuwe Gemeentewet, zoals hersteld bij artikel 44 van het ordonnantie van 17 juli 2020 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van subsidies, aangenomen tijdens de zitting van de gemeenteraad van 23 mei 2018, momenteel in hoofdstuk 2 bepaalt dat aanvragen voor exploitatiesubsidies en aanvragen voor eenmalige subsidies met een bedrag gelijk aan of lager dan 1.500 EUR, worden voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen en meegedeeld aan de gemeenteraad tijdens zijn eerstvolgende zitting, en dat aanvragen voor eenmalige subsidies met een bedrag of een waarde van meer dan 1.500 EUR worden voorgelegd aan de gemeenteraad;

Overwegende dat sinds 9 augustus 2020 artikel 124 van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenteraad toestaat de bevoegdheid tot het toekennen van subsidies tot 2.500 EUR te delegeren aan het College van Burgemeester en Schepenen wanneer de begunstigden niet met naam in de begroting zijn vermeld, met de verplichting voor het College om hierover jaarlijks verslag uit te brengen aan de gemeenteraad;

Overwegende dat het gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van subsidies in overeenstemming moet worden gebracht met het nieuwe artikel 124 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1:

De tekst van hoofdstuk 2 van het gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van subsidies, aangenomen tijdens de vergadering van de gemeenteraad van 23 mei 2018, wordt vervangen door de volgende tekst:

“Dit reglement is van toepassing op alle rechtstreekstoegekende subsidies door het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek ten voordele van de begunstigde, binnen de perken van de beschikbare budgettaire kredieten.

Subsidieaanvragen tot 2.500 EUR, wanneer de begunstigden niet nominatief op de begroting worden geïdentificeerd, worden onderworpen aan het College van burgemeester en schepenen. Elk jaar brengt het College van Burgemeester en Schepenen verslag uit aan de Gemeenteraad over de subsidies die het in de loop van het dienstjaar werden toegekend, overeenkomstig artikel 124, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet.

Subsidieaanvragen met een bedrag van meer dan 2.500 EUR worden onderworpen aan de Gemeenteraad.

Dit reglement is enkel van toepassing op de projecten vrijgesteld van elk winsttoegmerk.

Artikel 2:

De aan deze beraadslaging gehechte tekst goed te keuren als een geconsolideerde versie van het gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van subsidies.

Deze beraadslaging zal ter kennis worden gebracht van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die voor Plaatselijke Besturen bevoegd is, in de vormen en binnen de termijnen voorgeschreven door artikel 7 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 22 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen.

17.06.2026/A/0010

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Enseignement francophone - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit
- Déclaration des emplois vacants au 15 avril 2026.

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2^o et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 *bis*, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1^{er} à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 108 à 116, 143 et 149 de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 12 *bis*, §§ 2 et 3, 24, § 2, alinéa 1^{er}, 27 à 30 et 53 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 4, 24, 24 *bis*, 27 *bis*, 27 *ter*, 30 à 35, 98 et 102 du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 56 et 129 du Décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu les articles 1^{er}, 8 à 13, 16, 19, et 21 à 22 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné, lequel fixe les modalités relatives à la communication annuelle de la liste des emplois vacants, et celles des candidatures à la priorité pour les désignations du personnel temporaire de l'enseignement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 par lequel la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné a déterminé les modalités relatives à la communication annuelle de l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants ;

Considérant qu'il résulte des articles 1^{er} et 24 du Décret du 6 juin 1994 précité que les membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement officiel subventionné qui souhaitent faire usage de leur droit à la priorité doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature avant le 31 mai par lettre recommandée adressée au pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité ; que cette priorité est valable pour tous les emplois vacants, ainsi que pour les emplois non-vacants qui donnent lieu à un remplacement pour une période initiale ininterrompue d'au moins quinze semaines ; que la lettre recommandée mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature ; que l'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante ;

Considérant que la circulaire 8884 du 7 avril 2023 a prévu que les actes de candidature ou l'exercice de cette priorité prévu par le décret du 6 juin 1994 pourront également se réaliser par voie électronique ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné prévoit que les candidatures pour l'exercice du droit à la priorité doivent avoir lieu sur base de la liste des emplois déclarés vacants durant l'année scolaire en cours, laquelle est communiquée par le pouvoir organisateur :

- par insertion dans le cahier de communication de chaque établissement d'enseignement, avec obligation pour le personnel de parapher après la prise de connaissance ;
- par affichage de la liste dans la salle des professeurs ;
- par envoi recommandé à tous les enseignants qui n'auront pu être contactés ;

Considérant que l'article 31 du Décret du 6 juin 1994 précité prévoit par ailleurs que chaque année scolaire, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur procède à un appel aux candidats à la nomination définitive en vue de pourvoir les emplois vacants au 15 avril qui précède, et qui demeurent vacants le 1^{er} octobre suivant ; qu'à cette fin, le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel concernés suivant les modalités fixées par les Commissions paritaires locales ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 de la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné dispose que les candidatures à la nomination à titre définitif dans les emplois vacants doivent être introduites avant le 31 mai de l'année en cours, par lettre recommandée adressée à l'Echevin de l'Instruction publique, ou par dépôt contre accusé de réception au Service de l'Instruction publique ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

De déclarer vacants au 15 avril 2026, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les emplois subventionnés suivants :

Académie de Musique et des Arts de la Parole :

- 16 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation musicale ;
- 26 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation instrumentale, spécialité piano ;
- 8 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation instrumentale, spécialité accompagnement au piano ;
- 8 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation instrumentale, spécialité violon ;
- 2 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur d'ensemble instrumentale ;
- 1 période hebdomadaire pour l'emploi de professeur de rythmes musicaux du monde ;
- 11 périodes de surveillant-éducateur ;

Académie de Dessin et des Arts visuels :

- 8 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de photographie ;
- 1 période hebdomadaire pour l'emploi de professeur d'histoire de l'art ;
- 4 périodes de cinéma d'animation ;
- 12 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de dessin ;
- 8 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de pluridisciplinaire ;

Article 2 :

De ratifier la liste des emplois vacants au 15 avril 2026 ainsi que l'appel à candidatures diffusés par le Service de l'Instruction publique pour l'exercice du droit à la priorité du personnel temporaire et pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants au 15 avril 2026, conformément aux modalités fixées par les Protocoles d'accord n° 2 et 3 adoptés le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Fronstalig onderwijs - Secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan -
Verklaring van de vacante betrekkingen op 15 april 2026.**

DE RAAD,

Gezien de artikelen 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2^o en § 2, 129, 162, 163, 187, 188 en 190 van de gecoördineerde Grondwet van 17 februari 1994;

Gezien de artikelen 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 bis, 17 tot en met 23, 54 tot en met 56, 78, 83, § 3, 84 en 95 van de Bijzondere Wet op de institutionele hervormingen van 8 augustus 1980;

Gezien de artikelen 1 tot en met 4, 6 tot en met 8, 32, 33, 38, 39 en 85 van de Bijzondere Wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gezien de artikelen 84 tot en met 102, 108 tot en met 116, 143 en 149 van de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988;

Gezien de artikelen 2, 3, 6 tot en met 8, 13, 14 en 21 van de Ordonnantie van

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien de artikelen 1, 2 en 5 van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 betreffende de toezending aan de Regering van de akten van de gemeentelijke overheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gezien de artikelen 1^{er}, 6 en 7 van het ministerieel besluit van 23 september 2016 van de minister-president van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Lokale Besturen, houdende delegatie aan bepaalde ambtenaren van Brussel Lokale Besturen in het kader van het administratief toezicht op de gemeenten, de intercommunales, de politiezones en de erkende lokale instellingen voor het beheer van de wereldlijke zaken van de eredienst;

Gezien de artikelen 12 *bis*, §§ 2 en 3, 24, § 2, eerste lid, 27 tot en met 30 en 53 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van bepaalde bepalingen van de onderwijswetgeving;

Gezien de artikelen 1^{er}, 2, 13 en 15 van de wet van 30 juli 1963 betreffende de taalregeling in het onderwijs, alsook de artikelen 2, 6 en 70 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten betreffende het taalgebruik in administratieve aangelegenheden;

Gezien de artikelen 1^{er}, 4, 24, 24 *bis*, 27 *bis*, 27 *ter*, 30 tot en met 35, 98 en 102 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs;

Gezien de artikelen 1^{er}, 2, 56 en 129 van het decreet van 2 juni 1998 tot organisatie van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde kunstonderwijs in de secundaire sector met verkort lesrooster;

Gezien de artikelen 1^{er}, 8 tot en met 13, 16, 19 en 21 tot en met 22 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling bij gebrek aan werk, de herplaatsing en de toekenning van een wachtgeldsubsidie in het officiële gesubsidieerde gewone en gespecialiseerde secundair onderwijs, het officiële gesubsidieerde secundair kunstonderwijs met beperkt lesrooster en het officiële gesubsidieerde kunstonderwijs;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 14 maart 1996 tot goedkeuring van het Protocolakkoord nr. 2, aangenomen op 17 mei 1995 door de lokale paritaire commissie voor het gesubsidieerd officieel onderwijs, waarin de voorwaarden zijn vastgelegd voor de jaarlijkse bekendmaking van de lijst met vacatures, en die van de prioritaire sollicitaties voor de aanstelling van tijdelijk onderwijzend personeel;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 14 maart 1996, waarin het Protocolakkoord nr. 3 van 17 mei 1995 wordt goedgekeurd, waarbij de lokale paritaire commissie voor het gesubsidieerd openbaar onderwijs de voorwaarden heeft vastgesteld met betrekking tot de jaarlijkse bekendmaking van de oproep tot het indienen van sollicitaties voor de definitieve benoeming in de vacante functies;

Overwegende dat uit de artikelen 1 en 24 van het bovengenoemde decreet van 6 juni 1994 volgt dat tijdelijke personeelsleden van instellingen voor officieel gesubsidieerd onderwijs die gebruik willen maken van hun recht op voorrang, op straffe van verval voor het betreffende schooljaar, hun sollicitatie vóór 31 mei indienen via een aangetekende brief gericht aan de organiserende instantie waarbij zij een voorrang hebben verworven; dat deze voorrang geldt voor alle vacante functies, alsook voor niet-vacante functies die

aanleiding geven tot een vervanging voor een ononderbroken initiële periode van ten minste vijftien weken; dat de aangetekende brief de functie vermeldt waarop de sollicitatie betrekking heeft; dat het document waarmee de kandidaat zijn voorrang doet gelden, geldig is voor het volgende schooljaar; Overwegende dat circulaire 8884 van 7 april 2023 bepaalt dat sollicitaties of de uitoefening van deze voorrang, zoals voorzien in het decreet van 6 juni 1994, ook elektronisch kunnen plaatsvinden; Overwegende dat het op 17 mei 1995 door de lokale paritaire commissie voor het gesubsidieerd openbaar onderwijs aangenomen protocolakkoord nr. 2 bepaalt dat de sollicitaties voor de uitoefening van het recht op voorrang moeten plaatsvinden op basis van de lijst van vacatures die tijdens het lopende schooljaar zijn gemeld, welke door de organiserende instantie wordt meegedeeld:

- door opname in het communicatieboek van elke onderwijsinstelling, waarbij het personeel verplicht is te paraferen nadat het de inhoud heeft gelezen;
- door de lijst op te hangen in de lerarenkamer;
- door aangetekende verzending naar alle docenten met wie geen contact kon worden opgenomen;

Overwegende dat artikel 31 van het bovengenoemde decreet van 6 juni 1994 bovendien bepaalt dat de organiserende instantie elk schooljaar, in de loop van de maand mei, een oproep doet aan kandidaten voor een definitieve aanstelling om de vacatures te vervullen die op 15 april van dat jaar openstonden en die op 1^{er} oktober daaropvolgend nog steeds vacant zijn; dat de organiserende instantie daartoe jaarlijks de lijst van vacante functies aan de betrokken personeelsleden mededeelt volgens de door de lokale paritaire commissies vastgestelde modaliteiten;

Overwegende dat het akkoordprotocol nr. 3 van 17 mei 1995 van de lokale paritaire commissie voor het gesubsidieerd openbaar onderwijs bepaalt dat de sollicitaties voor een definitieve aanstelling in de vacante functies vóór 31 mei van het lopende jaar moeten worden ingediend, per aangetekende brief gericht aan de schepenen van Onderwijs, of door afgifte tegen ontvangstbewijs bij de Dienst voor Openbaar Onderwijs;

BESLUIT:

Artikel 1:

De volgende gesubsidieerde functies in het kunstonderwijs in het secundair onderwijs met beperkt lesrooster per 15 april 2026 vacant te verklaren:

Academie voor Muziek en Woordkunst:

- 16 lessen per week voor de functie van docent muziek vorming;
- 26 lessen per week voor de functie van docent instrumentale opleiding, specialisatie piano;
- 8 lessen per week voor de functie van docent instrumentale opleiding, specialisatie pianobegeleiding;
- 8 lessen per week voor de functie van docent instrumentale opleiding, specialisatie viool;
- 2 lessen per week voor de functie van docent instrumentale ensembles;
- 1 lesuur per week voor de functie van docent wereldrhythmes;
- 11 lessen als begeleider-opvoeder;

Academie voor Tekenen en Beeldende Kunsten:

- 8 lessuren per week voor de functie van docent fotografie;
- 1 lesuur per week voor de functie van docent kunstgeschiedenis;
- 4 lessuren voor animatiefilm;
- 12 lessuren per week voor de functie van docent tekening;
- 8 lessuren per week voor de functie van docent multidisciplinair;

Artikel 2:

De lijst met vacatures per 15 april 2026 goed te keuren, evenals de oproep tot het indienen van sollicitaties die door de Dienst voor Openbaar Onderwijs is verspreid met het oog op de uitoefening van het voorrangrecht van tijdelijk personeel en de benoeming in vaste dienst voor de vacatures per 15 april 2026, overeenkomstig de bepalingen vastgelegd in de akkoordprotocollen nr. 2 en 3, aangenomen op 17 mei 1995 door de lokale paritaire commissie voor het gesubsidieerd openbaar onderwijs.

Deze beraadslaging zal ter kennis worden gebracht van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die bevoegd is voor lokale overheden, in de vorm en binnen de termijnen voorgeschreven door artikel 7 van de Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0011 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Coordination ATL - Inclusion d'enfants en situation de handicap en activités extrascolaires - Convention de collaboration avec l'asbl Badje.

Le point sera retiré en séance.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Coordination ATL - Integratie van kinderen met een beperking in buitenschoolse activiteiten - Samenwerkingsovereenkomst met de vzw Badje.

Het punt zal tijdens de zitting ingetrokken worden

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

17.06.2026/A/0012 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - IGRETEC - Approbation de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire du 25 juin 2026.

LE CONSEIL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'Intercommunale IGRETEC ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Considérant que la prochaine assemblée générale ordinaire d'IGRETEC se déroulera le 25 juin 2026 à 17h30, boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi, salle Le Cube (7ème étage).

DECIDE :

Article 1 : D'approuver les points 2 à 9 de l'ordre du jour :

- Points 2 et 3, à savoir : Comptes annuels statutaires arrêtés au 31/12/2025 – Comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2025 - Rapport de gestion du Conseil d'administration - Rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes - Rapport spécifique du Conseil d'Administration sur les prises de participations ;
- Point 4 de l'ordre du jour, à savoir : Approbation du rapport du Conseil d'administration au sens de l'article L6421-1 du CDLD ;
- Point 5 de l'ordre du jour, à savoir : Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2025
- Point 6 de l'ordre du jour, à savoir : Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2025
- Point 7 de l'ordre du jour, à savoir : Scission de SORESIC
- Point 8 de l'ordre du jour, à savoir : Tarification In House
- Point 9 de l'ordre du jour, à savoir : Modifications statutaires

Article 2 :

De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance de ce jour.

Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale IGRETEC, Boulevard Mayence 1/1 à 6000 Charleroi.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - IGRETEC - Goedkeuring van de dagorde van de gewone algemene vergadering van 25 juni 2026.

DE RAAD,

Overwegende het lidmaatschap van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek van de Intercommunale IGRETEC;

Gelet op de Code van de Lokale Democratie en de Decentralisatie (CDLD);

Overwegende dat la volgende gewone algemene vergadering van IGRETEC zal plaatsvinden op 25 juni 2026 om 17.30 uur, Boulevard Mayence 1 te 6000 Charleroi, zaal Le Cube (7de verdieping);

BESLUIT:

Artikel 1:

Goedkeuring te hechten aan de punten 2 tot 9 van de agenda:

- Punten 2 en 3, te weten: Statutaire jaarrekening afgesloten op 31/12/2025 –

Geconsolideerde jaarrekening afgesloten op 31/12/2025 - Jaarverslag van de Raad van Bestuur - Verslag van het College van Bedrijfsrevisoren - Specifiek verslag van de Raad van Bestuur over de deelnemingen;

- Punt 4 van de agenda, te weten: Goedkeuring van het verslag van de Raad van Bestuur in de zin van artikel L6421-1 van de CDLD;
- Punt 5 van de agenda, te weten: Kwijting te verlenen aan de leden van de Raad van Bestuur voor de uitoefening van hun mandaat tijdens het boekjaar 2025;
- Punt 6 van de agenda, te weten: Kwijting te verlenen aan de leden van het College van Bedrijfsrevisoren voor de uitoefening van hun mandaat tijdens het boekjaar 2025;
- Punt 7 van de agenda, te weten: Splitsing van SORESIC;
- Punt 8 van de agenda, te weten: In-house tarifiering;
- Punt 9 van de agenda, te weten: Statutenwijzigingen.

Artikel 2:

Haar afgevaardigden op deze vergadering op te dragen zich te schikken naar de wil die de Gemeenteraad in zijn zitting van vandaag heeft geuit.

Een afschrift van dit besluit zal worden toegezonden aan de intercommunale IGRETEC, Boulevard Mayence 1/1 te 6000 Charleroi.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0013 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Assemblée générale extraordinaire du 29 juin 2026 de
VIVAQUA - Approbation des points à l'ordre du jour.

LE CONSEIL,

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale VIVAQUA ;
Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 29 juin 2026 par courrier daté du 13 mai 2026 ;

Vu :

la Nouvelle loi communale, et notamment son article 117 ;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, et notamment son article 62 al. 2 qui prévoit que « Toute modification aux statuts qui entraîne pour les communes des obligations supplémentaires ou une diminution de leurs droits doit faire l'objet d'une délibération des conseils communaux » ;

le Code des sociétés et des associations ;

les statuts sociaux de l'intercommunale VIVAQUA ;

Vu également :

l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire de VIVAQUA du 29 juin 2026 et les documents y annexés ;

Considérant que :

VIVAQUA fait face à des besoins structurels de financement liés à ses missions de service public dans le secteur de l'eau et à un niveau d'endettement important ;
la Région de Bruxelles-Capitale entend renforcer la structure financière de VIVAQUA via une prise de participation au capital à hauteur maximale de 180 millions d'euros ;

HYDRIA apportera à VIVAQUA une branche d'activités comprenant notamment des bassins d'orage et collecteurs, entraînant son entrée dans l'actionnariat ;
ces opérations impliquent des modifications statutaires importantes et une évolution de la gouvernance de la société ;

les communes doivent se prononcer sur ces décisions préalablement à leur adoption en assemblée générale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'ensemble des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire de VIVAQUA du 29 juin 2026, tels que reproduits ci-après :

1. Prise de connaissance du rapport établi conformément à l'article 6:87 du Code des sociétés et des associations par le Conseil d'Administration relatif à la création d'une nouvelle classe d'actions ;
2. Prise de connaissance du rapport établi conformément à l'article 6:87 du Code des sociétés et des associations par le Réviseur ;
3. Approbation de la modification des statuts, y compris la création d'une nouvelle classe d'actions « C » sans émettre des nouvelles actions, sous condition suspensive (i) d'approbation par la tutelle conformément à l'article 87 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, et (ii) de l'obtention d'une décision de non-opposition ou d'autorisation de la ou des autorité(s) de concurrence compétente(s) à la suite de la notification de l'opération de concentration ou, à défaut de décision expresse dans le délai imparti, à l'expiration dudit délai au terme duquel l'absence de décision vaut non-opposition, conformément à la réglementation applicable en matière de contrôle des concentrations ;
4. Approbation de la Région Bruxelles-Capitale et HYDRIA en tant que nouveaux actionnaires de VIVAQUA, à la suite de l'apport en numéraire envisagé par la Région Bruxelles-Capitale après réalisation des conditions suspensives visées dans le point 3 de l'ordre de jour, et de l'apport en nature d'une branche d'activités par HYDRIA à réaliser au 1er janvier 2027, pour un maximum de 290.971 actions à émettre ;
5. Nomination des administrateurs (nouveaux actionnaires) ;
6. Procuration générale pour permettre d'accomplir tout ce qui est nécessaire à la mise en œuvre des décisions de la présente Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 2 :

De charger les représentants de la commune au sein de VIVAQUA de voter conformément à la présente délibération lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 juin 2026.

Article 3 :

De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de veiller à l'exécution de la présente décision.

La présente délibération sera transmise à l'intercommunale précitée et aux délégués communaux.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Buitengewone Algemene Vergadering van 29 juni 2026
van VIVAQUA - Goedkeuring van de dagorde.

DE RAAD,

Overwegende de aansluiting van de Gemeente bij de Intercommunale VIVAQUA;

Overwegende dat de Gemeente bij brief van 13 mei 2026 is uitgenodigd om deel te nemen aan de Buitengewone Algemene Vergadering van aandeelhouders van 29 juni 2026;

Gelet op:

- De Nieuwe Gemeentewet, en met name artikel 117;
- De ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke beheerswijzen en de intercommunale samenwerking, en met name artikel 62, lid 2, dat bepaalt dat "Elke statutenwijziging die voor de gemeenten bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten meebrengt, het voorwerp moet uitmaken van een beraadslaging van de gemeenteraden";
- Het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;
- De statuten van de intercommunale VIVAQUA;

Gelet ook op:

- De agenda van de Buitengewone Algemene Vergadering van VIVAQUA van 29 juni 2026 en de daarbij gevoegde documenten;

Overwegende dat:

- VIVAQUA kampt met structurele financieringsbehoeften die verband houden met haar openbare dienstverleningstaken in de watersector en met een aanzienlijke schuldenlast;
- Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de financiële structuur van VIVAQUA wil versterken via een kapitaalparticipatie van maximaal 180 miljoen euro;
- HYDRIA een activiteitentak met onder meer stormbekkens en collectoren zal inbrengen in VIVAQUA, wat leidt tot haar intrede in het aandeelhouderschap;
- Deze verrichtingen belangrijke statutenwijzigingen en een evolutie

in het bestuur van de vennootschap met zich meebrengen;

- De gemeenten zich over deze beslissingen moeten uitspreken voorafgaand aan de aanneming ervan op de algemene vergadering;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST:

Artikel 1:

De totaliteit van de punten op de agenda van de Buitengewone Algemene Vergadering van VIVAQUA van 29 juni 2026 goed te keuren, zoals hierna overgenomen:

1. Kennisname van het verslag opgesteld overeenkomstig artikel 6:87 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen door de Raad van Bestuur betreffende de oprichting van een nieuwe aandelenklasse;
2. Kennisname van het verslag opgesteld overeenkomstig artikel 6:87 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen door de Commissaris;
3. Goedkeuring van de statutenwijziging, met inbegrip van de oprichting van een nieuwe aandelenklasse "C" zonder uitgifte van nieuwe aandelen, onder de opschortende voorwaarde (i) van goedkeuring door de toezichhoudende autoriteit overeenkomstig artikel 87 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke beheerswijzen en de intercommunale samenwerking, en (ii) van het verkrijgen van een besluit van niet-inverzetstelling of van vergunning door de bevoegde mededingingsautoriteit(en) naar aanleiding van de aanmelding van de concentratieoperatie of, bij gebrek aan een uitdrukkelijk besluit binnen de gestelde termijn, na het verstrijken van de genoemde termijn waarna het uitblijven van een besluit staat voor een niet-inverzetstelling, overeenkomstig de toepasselijke regelgeving inzake het toezicht op concentraties;
4. Goedkeuring van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en HYDRIA als nieuwe aandeelhouders van VIVAQUA, naar aanleiding van de geplande inbreng in geld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest na vervulling van de opschortende voorwaarden bedoeld in punt 3 van de agenda, en van de inbreng in natura van een activiteitentak door HYDRIA te realiseren op 1 januari 2027, voor een maximum van 290.971 uit te geven aandelen;
5. Benoeming van de bestuurders (nieuwe aandeelhouders);
6. Algemene volmacht om alles te doen wat nodig is voor de uitvoering van de beslissingen van deze Buitengewone Algemene Vergadering.

Artikel 2:

De vertegenwoordigers van de gemeente binnen VIVAQUA op te dragen om te

stemmen in overeenstemming met deze beraadslaging tijdens de Buitengewone Algemene Vergadering van 29 juni 2026.

Artikel 3:

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van dit besluit.

Deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de bovengenoemde intercommunale en aan de gemeentelijke afgevaardigden.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0014 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Marchés publics - Prise de connaissance des délibérations du Collège - Article
234§3 de la Nouvelle Loi communale - Report du 20/05/2026.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale (Région de Bruxelles-Capitale) du 4 juin 1988 ;
Vu l'article 234, §3 de la nouvelle loi communale stipulant que "Le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 EUR. Dans le cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance " ;

EST INFORME DES DECISIONS SUIVANTES DU COLLEGE :

Séance du 09/04/2026 : Service des Marchés Publics - Marché stock de travaux (à bordereau de prix) relatif au placement et à l'entretien des marquages routiers en voirie communale sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour une période de 2 ans - Marché public réalisé par procédure négociée sans publication préalable - Montant estimé de la dépense : 70.000,00 EUR TVAC par an (TVA 21%) à l'article 4230/741/52 du budget extra-ordinaire 2026 et financée à 100% par emprunts.

Séance du 16/04/2026 : Service des Marchés Publics - Marché de services relatif à la désignation d'un auteur de projet (bureau d'études) pour des missions d'études de réaménagement de voiries et d'espaces urbains - CDC 26.004 - Fixation des conditions et approbation des documents du marché - Marché public réalisé par procédure négociée sans publicité - Montant estimé de la dépense : 134.475,00 EUR HTVA (montant de TVA 21%), soit 162.714,75 EUR TVAC par an à l'article 4211/731-60 du budget extra-ordinaire 2026 et financée par emprunts à 100 %.

Le Conseil est informé.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Overheidsopdrachten - Kennisname van beraadslagingen van het College -
Artikel 234§3 van de Nieuwe Gemeentewet - Uitstel van 20/05/2026.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) van 4 juni 1988 ;
Gelet op art. 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat bepaalt : "het College van Burgemeester en Schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 143.000 EUR. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het College van

Burgemeester en Schepenen" ;

WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE VOLGENDE COLLEGEBSLUITEN :

Zitting van 09/04/2026 : Dienst Overheidsopdrachten – Stockopdracht voor werken (tegen prijslijst) betreffende de plaatsing en het onderhoud van de wegmarkeringen op de gemeentelijke wegen op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor een periode van twee jaar – Overheidsopdracht geplaatst via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Geraamd bedrag van de uitgave : 70.000,00 EUR Incl. BTW per jaar (BTW 21%) op artikel 4230/741/52 van de buitengewone begroting 2026 en voor 100% door leningen gefinancierd.

Zitting van 16/04/2026 : Dienst Overheidsopdrachten – Overheidsopdracht voor diensten betreffende de aanstelling van een ontwerper (studiebureau) voor studieopdrachten inzake de herinrichting van wegen en stedelijke ruimten – Bestek 26.004 – Vaststelling van de voorwaarden en goedkeuring van de opdrachtdocumenten– Overheidsopdracht geplaatst via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Geraamd bedrag van de uitgave : 134.475,00 EUR excl. btw (BTW 21%), hetzij 162.714,75 EUR incl. btw per jaar op artikel 4211/731-60 van de buitengewone begroting 2026 en voor 100% door leningen gefinancierd.

De Raad wordt geïnformeerd.

17.06.2026/A/0015

Département Infrastructures et Développement urbain

Marchés publics - Prise de connaissance des délibérations du Collège - Article 234§3 de la Nouvelle Loi communale.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale (Région de Bruxelles-Capitale) du 4 juin 1988 ;
Vu l'article 234, §3 de la nouvelle loi communale stipulant que "Le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 EUR. Dans le cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance " ;

EST INFORME DES DECISIONS SUIVANTES DU COLLEGE :

Séance du 28/05/2026 : Service des Marchés Publics - Marché de services (à bordereau de prix) relatif à la location de poubelles d'hygiène féminine et de distributeurs d'essuie-mains pour une durée de 48 mois - Marché public réalisé par procédure négociée sans publicité - Montant estimé de la dépense : 29.750,00 EUR HTVA, soit 36.000,00 EUR TVAC par an aux articles 1040/125/06, 7350/125-06, 7626/125/48, 7660/125/06 et 7670/125/06, 7640/125-06 du budget ordinaire 2026.

Séance du 28/05/2026 : Service des Marchés Publics - Marché de services (à prix global) relatif à la location de vêtements de travail pour le personnel du service de la propreté publique et du charroi pour une durée de 4 ans (2026-2030) - Marché public réalisé par procédure négociée sans publicité - Montant estimé de la dépense : 22.314,05 EUR HTVA (TVA de 21%), soit 27.000,00 EUR TVAC par an ou 108.000,00 EUR TVAC pour 4 ans à l'article 8750/124-05 du budget ordinaire 2026.

Le Conseil est informé.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Overheidsopdrachten - Kennisname van beraadslagingen van het College - Artikel 234§3 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) van 4 juni 1988 ;
Gelet op art. 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat bepaalt : "het College van Burgemeester en Schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 140.000 EUR. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen" ;

WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE VOLGENDE COLLEGEBSLUITEN :

Zitting van 28/05/2026 : Dienst Overheidsopdrachten – Opdracht (tegen prijslijst) voor diensten betreffende de huur van hygiënebakken voor dames en handdoekdispensers voor een periode van 48 maanden – Overheidsopdracht geplaatst via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Geraamd bedrag van de uitgave : 29.750,00 EUR excl. btw (BTW 21%) hetzij 36.000,00 EUR incl. btw per jaar op artikelen 1040/125/06, 7350/125-06, 7626/125/48, 7660/125/06 et 7670/125/06, 7640/125-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2026.

Zitting van 28/05/2026 : Dienst Overheidsopdrachten – Overheidsopdracht voor diensten (tegen globale prijs) betreffende de verhuur van werkkleding voor het personeel van de diensten Openbare Reiniging en Wagenpark voor een periode van 4 jaar (2026-2030) – Overheidsopdracht geplaatst via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Geraamd bedrag van de uitgave : 22.314,05 EUR excl. btw (BTW van 21%), hetzij 27.000,00 EUR incl. btw per jaar of 108.000,00 EUR incl. btw voor 4 jaren op artikel 8750/124-05 van de gewone begroting van het dienstjaar 2026.

De Raad wordt geïnformeerd.

17.06.2026/A/0016

Département Infrastructures et Développement urbain

Marché public de travaux relatif au remplacement de la cabine haute tension au Château du Karreveld sis à Molenbeek-Saint-Jean - CDC 26.015 - Approbation des documents du marché et fixation des conditions du marché - Report du 20/05/2026.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer la cabine haute tension au Château du Karreveld sis à Molenbeek-Saint-Jean ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain en collaboration avec le service des Propriétés communales ;

Considérant que conformément à l'article 41 de la loi du 17 juin 2016, une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée pour ce marché de travaux ;

Considérant que la dépense pour le présent marché peut être estimée à 161.200,00 EUR HTVA ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 7620/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026, sous réserve d'approbation du budget communal 2026 par le Conseil communal et la Tutelle, financés par emprunts ;

DÉCIDE :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain en collaboration avec le service des Propriétés communales pour le marché de travaux relatif au remplacement de la cabine haute tension au château du Karreveld sis à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2 :

De passer le marché de travaux par la procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41 de la Loi du 17 juin 2016 ;

Article 3 :

D'approuver la dépense estimée à 161.200,00 EUR HTVA, sous réserve d'approbation du budget communal 2026 par le Conseil communal et la Tutelle, financés par emprunts.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Overheidsopdracht voor werken betreffende de vervanging van de
hoogspanningscabine in het Karreveldkasteel gelegen te Sint-Jans-Molenbeek -
Bestek 26.015 - Goedkeuring van de documenten van de opdracht en vaststelling
van de voorwaarden van de opdracht - Uitstel van 20/05/2026.

DE RAAD,

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gezien het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Overwegende dat de hoogspanningscabine in het Karreveldkasteel, gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, moet worden vervangen;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht namelijk het bestek en de bijlagen die hiertoe werden opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling in samenwerking met de dienst Gemeentelijke eigendommen;

Overwegende dat deze opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking kan gelanceerd worden in overeenstemming met artikel 41 van de wet van 17 juni 2016 ;

Overwegende dat de uitgave voor de huidige opdracht wordt geraamd op 161.200,00 EUR excl. BTW ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn in artikel 7620/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2026 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid, gefinancierd door leningsgelden ;

BESLIST :

Artikel 1 :

De documenten van de opdracht, namelijk het bestek en de bijlagen die door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling in samenwerking met de dienst Gemeentelijke eigendommen werden opgesteld voor de overheidsopdracht voor werken betreffende de vervanging van de hoogspanningscabine in het Karreveldkasteel gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren ;

Artikel 2 :

Deze opdracht voor werken op te starten via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41 van de wet van 17 juni 2016 ;

Artikel 3 :

De uitgave, geraamd op 161.200,00 EUR excl. BTW, god te keuren, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2026 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid, gefinancierd door leningsgelden.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Amet Gjanaj entre en séance / treedt in zitting.

Yassine Akki entre en séance / treedt in zitting.

Catherine Moureaux quitte la séance / verlaat de zitting.

Hind Addi quitte la séance / verlaat de zitting.

Didier-Charles Van Merris quitte la séance / verlaat de zitting.

Khalid El Jaidi El Qazouy quitte la séance / verlaat de zitting.

Valérie Loseke Nembalemba quitte la séance / verlaat de zitting.

17.06.2026/A/0017

Département Infrastructures et Développement urbain

Marchés publics - Marché de services relatif à la location, l'implémentation et la maintenance d'un logiciel/d'une plateforme digitale de gestion administrative, financière et de communication des frais scolaires et extrascolaires des écoles communales (fr et nl) molenbeekoises ainsi que des inscriptions scolaires des écoles communales francophones de la commune de Molenbeek-Saint-Jean - Fixation et approbation des conditions du marché, du mode de passation, du cahier des charges et ses annexes - Report du 20/05/2026.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché de services relatif à la location, l'implémentation et la maintenance d'un logiciel/d'une plateforme digitale de gestion administrative, financière et de communication des frais scolaires et extrascolaires des écoles communales (fr et nl) molenbeekoises ainsi que des inscriptions

scolaires des écoles communales francophones de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Vu les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 288.512,00 EUR HTVA, soit 349.100,00 EUR TVAC;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par la procédure concurrentielle avec négociation ;

Considérant que conformément à l'article 38, § 1, 1° d) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, une procédure concurrentielle avec négociation est autorisée pour ce marché de services ;

Considérant que ce marché est conclu pour une période allant de fin 2026 à fin août 2031;

Considérant que les crédits permettant cette dépense seront prévus aux articles suivants : 7220/123/13, 7222/123/13 et 7610/123/13 du budget ordinaire de l'exercice 2026 et des exercices suivants, sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 et suivants par le Conseil Communal et l'autorité de Tutelle ;

D E C I D E:

Article 1:

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et les annexes pour le marché de services relatif à la location, l'implémentation et la maintenance d'un logiciel/d'une plateforme digitale de gestion administrative, financière et de communication des frais scolaires et extrascolaires des écoles communales (fr et nl) molenbeekoises ainsi que des inscriptions scolaires des écoles communales francophones de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2:

De passer ce marché de services par la procédure concurrentielle avec négociation conformément à l'article 38, § 1, 1° d) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3:

D'approuver la dépense pour ce marché estimée à 288.512,00 EUR HTVA, soit 349.100,00 EUR TVAC, dont les crédits nécessaires seront prévus aux articles 7220/123/13, 7222/123/13 et 7610/123/13 du budget ordinaire de l'exercice 2026 et des exercices suivants, sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 et suivants par le Conseil Communal et l'autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 21 votes positifs, 3 votes négatifs, 7 abstentions.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Overheidsopdrachten - Opdracht voor diensten met betrekking tot de huur, de implementatie en het onderhoud van software/van een digitaal platform voor het administratieve, financiële en communicatieve beheer van de school- en buitenschoolse kosten van de gemeentelijke scholen (frans- en nederlandstalig) in Molenbeek, alsook voor de inschrijvingen bij de franstalige gemeentelijke scholen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, van de gunningswijze, van het bestek en de bijlagen - Uitstel van 20/05/2026.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten ;

Gelet op het Koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten inzake overheidsopdrachten en concessies, en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde werken, leveringen, diensten en concessies ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een opdracht voor diensten met betrekking tot de huur, de implementatie en het onderhoud van software/van een digitaal platform voor het administratieve, financiële en communicatieve beheer van de school- en buitenschoolse kosten van de gemeentelijke scholen (frans- en nederlandstalig) in Molenbeek, alsook voor de inschrijvingen bij de franstalige gemeentelijke scholen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, te lanceren ;
Gezien de documenten van de opdracht, namelijk het bestek en de bijlagen ;
Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 288.512,00 EUR exclusief btw bedraagt, hetzij 349.100,00 EUR inclusief btw ;

Overwegende dat wordt voorgesteld om de opdracht te plaatsen via een mededingingsprocedure met onderhandeling ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 38, § 1, 1° d) van de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten, een mededingingsprocedure met onderhandeling is toegestaan voor deze opdracht voor diensten ;

Overwegende dat deze opdracht wordt gesloten voor een periode gaande van eind 2026 tot eind augustus 2031 ;

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze uitgave zullen voorzien worden in de volgende artikelen: 7220/123/13, 7222/123/13 en 7610/123/13 van de gewone begroting van het dienstjaar 2026 en van de volgende dienstjaren, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 en volgende door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid ;

BESLUIT :

Artikel 1

De documenten van de opdracht goed te keuren, namelijk het bestek en de bijlagen voor de opdracht voor diensten met betrekking tot de huur, de implementatie en het onderhoud van software/van een digitaal platform voor het administratieve, financiële en communicatieve beheer van de school- en buitenschoolse kosten van de gemeentelijke scholen (frans- en nederlandstalig) in Molenbeek, alsook voor de inschrijvingen bij de franstalige gemeentelijke scholen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Artikel 2

Deze opdracht voor diensten te gunnen via een mededingingsprocedure met onderhandeling overeenkomstig artikel 38, § 1, 1° d) van de wet van 17 juni 2016 ;

Artikel 3

De uitgave voor deze opdracht, geraamd op 288.512,00 EUR excl BTW, ofwel 349.100,00 EUR inclusief btw, goed te keuren, waarvoor de nodige kredieten zullen voorzien worden in de artikelen 7220/123/13, 7222/123/13 en 7610/123/13 van de gewone begroting van het dienstjaar 2026 en van de volgende dienstjaren, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 en volgende door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 21 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

17.06.2026/A/0018

Département Infrastructures et Développement urbain
Marchés publics - Marché de services (mixte) relatif à l'entretien et à la réparation des installations HVAC des bâtiments et logements communaux pour une période de 4 ans - Fixation et approbation des conditions du marché, du mode de passation, du cahier des charges et ses annexes.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché de services relatif à l'entretien et à la réparation des installations HVAC des bâtiments et logements communaux;

Considérant que les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ont été établis par le service des Marchés publics en collaboration avec le service des propriétés communales ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 600.420,00 EUR HTVA, soit 726.509,00 EUR TVAC sur 4 ans;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par la procédure ouverte ;

Considérant que conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, une procédure ouverte est autorisée pour ce marché de services ;

Considérant que ce marché est conclu pour une période de 4 ans;

Considérant que les crédits permettant cette dépense seront prévus aux articles suivants : 9220/125/06, 7220/125/06, 8440/125/06, 7620/125/06, 7624/125/06, 1040/125/06, 8750/125/06, 7660/125/06, 4210/125/06, 7670/125/06, 8780/125/06, 7640/125/06, 8710/125/06 et 8420/125/06 du budget ordinaire de l'exercice 2026 et des exercices suivants, sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 et suivants par le Conseil Communal et l'autorité de Tutelle ;

D E C I D E:

Article 1:

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et les annexes pour le marché de services relatif à l'entretien et à la réparation des installations HVAC des bâtiments et logements communaux;

Article 2:

De passer ce marché de services par la procédure ouverte conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3:

D'approuver la dépense pour ce marché estimée à 600.420,00 EUR HTVA, soit 726.509,00 EUR TVAC sur 4 ans, dont les crédits nécessaires seront prévus aux articles: 9220/125/06, 7220/125/06, 8440/125/06, 7620/125/06, 7624/125/06, 1040/125/06, 8750/125/06, 7660/125/06, 4210/125/06, 7670/125/06, 8780/125/06, 7640/125/06, 8710/125/06 et 8420/125/06 du budget ordinaire de l'exercice 2026 et des exercices suivants, sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 et suivants par le Conseil Communal et l'autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Overheidsopdrachten - Opdracht voor diensten (gemengde prijsvaststelling) betreffende het onderhoud en de herstelling van hvac-installaties in gemeentelijke gebouwen en woningen - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, van de gunningswijze, van het bestek en de bijlagen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten ;

Gelet op het Koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten inzake overheidsopdrachten en concessies, en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde werken, leveringen, diensten en concessies ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een opdracht voor diensten betreffende het onderhoud en de herstelling van hvac-installaties in gemeentelijke gebouwen en woningen te lanceren;

Overwegende dat de documenten van de opdracht, namelijk het bestek en de bijlagen, werden opgesteld door de dienst overheidsopdrachten in samenwerking met de dienst gemeentelijke eigendommen;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 600.420,00 EUR exclusief btw bedraagt, hetzij 726.509,00 EUR inclusief btw voor 4 jaar;

Overwegende dat wordt voorgesteld om de opdracht te plaatsen via een openbare procedure;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten, een openbare procedure is toegestaan voor deze opdracht voor diensten;

Overwegende dat deze opdracht wordt gesloten voor een periode van 4 jaar;

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze uitgave zullen voorzien worden in de volgende artikelen: 9220/125/06, 7220/125/06, 8440/125/06, 7620/125/06, 7624/125/06, 1040/125/06, 8750/125/06, 7660/125/06, 4210/125/06, 7670/125/06, 8780/125/06, 7640/125/06, 8710/125/06 en 8420/125/06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2026 en van de volgende dienstjaren, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 en volgende door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid ;

BESLUIT :

Artikel 1

De documenten van de opdracht goed te keuren, namelijk het bestek en de bijlagen voor de opdracht voor diensten betreffende het onderhoud en de herstelling van hvac-installaties in gemeentelijke gebouwen en woningen;

Artikel 2

Deze opdracht voor diensten te gunnen via een openbare procedure overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016;

Artikel 3

De uitgave voor deze opdracht, geraamd op 600.420,00 EUR excl BTW, ofwel 726.509,00 EUR inclusief btw voor 4 jaar, goed te keuren, waarvoor de nodige kredieten zullen voorzien worden in de artikelen : 9220/125/06, 7220/125/06, 8440/125/06, 7620/125/06, 7624/125/06, 1040/125/06, 8750/125/06, 7660/125/06, 4210/125/06, 7670/125/06, 8780/125/06, 7640/125/06, 8710/125/06 en 8420/125/06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2026 en van de volgende dienstjaren, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 en volgende door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Département Infrastructures et Développement urbain
Marchés Publics - Marché de travaux relatif à l'extension et à l'aménagement des écoles communales « la Rose des Vents » et « Windroos » à Molenbeek-Saint-Jean, comprenant la création d'entrées, d'une cour et d'un pavillon extrascolaire, situés rue de Courtrai 34-36 et 50, dans le cadre du contrat école - Fixation et approbation des conditions du marché, du mode de passation, du cahier des charges et ses annexes.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché de travaux relatif à l'extension et à l'aménagement des écoles communales « la Rose des Vents » et « Windroos » à Molenbeek-Saint-Jean, comprenant la création d'entrées, d'une cour et d'un pavillon extrascolaire, situés rue de Courtrai 34-36 et 50, dans le cadre du contrat école;

Considérant que des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes, ont été établis ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à :

- 799.450,52 EUR HTVA, soit 847.417,56 EUR TVAC pour la tranche ferme;

- 101.106,66 EUR HTVA, soit 107.173,06 EUR TVAC pour la tranche conditionnelle ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par la procédure ouverte ;

Considérant que conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, une procédure ouverte est autorisée pour ce marché de travaux ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense seront prévus à l'article 9303/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026, sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 par le Conseil Communal et l'autorité de Tutelle ;

D E C I D E:

Article 1:

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et les annexes pour le marché de travaux relatif à l'extension et à l'aménagement des écoles communales « la Rose des Vents » et « Windroos » à Molenbeek-Saint-Jean, comprenant la création d'entrées, d'une cour et d'un pavillon extrascolaire, situés rue de Courtrai 34-36 et 50, dans le cadre du contrat école;

Article 2:

De passer ce marché de travaux par la procédure ouverte conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Article 3:

D'approuver la dépense pour ce marché estimée à 900.557,18 EUR HTVA, soit 954.590,62 EUR TVAC, dont les crédits nécessaires seront prévus à l'article 9303/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 par le Conseil Communal et l'autorité de Tutelle, financée de la manière suivante:

- 871.159,45 EUR par les subsides de Perspective Brussels (DC n° 661/2024);

- 83.431,17 EUR par emprunts

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 31 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Overheidsopdrachten - Opdracht voor werken voor de uitbreiding en inrichting van de gemeentelijke scholen « La Rose des Vents » en « Windroos » in Sint-Jans-Molenbeek, met inbegrip van de creatie van ingangen, een binnenplaats en een buitenschools paviljoen, gelegen Kortrijkstraat 34-36 en 50, in het kader van het programma « Schoolcontract » – Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, van de gunningswijze, van het bestek en de bijlagen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten ;
Gelet op het Koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;
Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten inzake overheidsopdrachten en concessies, en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde werken, leveringen, diensten en concessies ;
Overwegende dat het noodzakelijk is om een opdracht voor werken voor de uitbreiding en inrichting van de gemeentelijke scholen « La Rose des Vents » en « Windroos » in Sint-Jans-Molenbeek, met inbegrip van de creatie van ingangen, een binnenplaats en een buitenschools paviljoen, gelegen Kortrijkstraat 34-36 en 50, in het kader van het programma « Schoolcontract » te lanceren;
Overwegende dat de documenten van de opdracht, namelijk het bestek en de bijlagen, werden opgesteld ;
Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht:
- 799.450,52 EUR exclusief btw bedraagt, hetzij 847.417,56 EUR inclusief btw voor het vaste gedeelte;
- 101.106,66 EUR exclusief btw bedraagt, hetzij 107.173,06 EUR inclusief btw voor het voorwaardelijke gedeelte;
Overwegende dat wordt voorgesteld om de opdracht te plaatsen via een openbare procedure;
Overwegende dat overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten, een openbare procedure is toegestaan voor deze opdracht voor werken;
Overwegende dat de nodige kredieten voor deze uitgave zullen voorzien worden in artikel 9303/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid ;

BESLUIT :

Artikel 1

De documenten van de opdracht goed te keuren, namelijk het bestek en de bijlagen voor de opdracht voor werken voor de uitbreiding en inrichting van de gemeentelijke scholen « La Rose des Vents » en « Windroos » in Sint-Jans-Molenbeek, met inbegrip van de creatie van ingangen, een binnenplaats en een buitenschools paviljoen, gelegen Kortrijkstraat 34-36 en 50, in het kader van het programma « Schoolcontract »;

Artikel 2

De opdracht voor werken te gunnen via een openbare procedure overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016;

Artikel 3

De uitgave voor deze opdracht, geraamd op 900.557,18 EUR excl BTW, ofwel 954.590,62 EUR inclusief btw, goed te keuren, waarvoor de nodige kredieten zullen voorzien worden in artikel 9303/731/60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2026 onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2026 door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid, gefinancierd als volgt:

- 871.159,45 EUR door de subsidies van Perspective Brussels (VR nr 661/2024)
- 83.431,17 EUR door leningsgelden

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0020

Département Infrastructures et Développement urbain

Marché de travaux relatif à la reprise et à l'achèvement des travaux de transformation partielle de l'école communale « School 1 » - Aménagement du sous-sol et des combles et finalisation de l'escalier de secours extérieur - Rue de Courtrai 52, 1080 Molenbeek-Saint-Jean - CDC 26-003 - Réestimation de la dépense et Modification des documents du marché.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 234 §1 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu la décision du Conseil communal du 22 avril 2026 relative au lancement du marché ;

Considérant que l'estimation initiale de ce marché est d'un montant de 195.824,48 EUR HTVA, soit 207.574,00 EUR TVAC (6%);

Considérant que l'évolution défavorable du contexte économique international et les incertitudes liées à la situation géopolitique au Moyen-Orient ont un impact sur les coûts de production, d'approvisionnement et de transport ;

Considérant que les crédits nécessaires seront prévus à l'article 7220/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 sous réserve de l'approbation du budget communal 2026 par le Conseil communal et l'Autorité de tutelle et qu'ils seront financés à 100 % par emprunts;

Considérant qu'il y a donc lieu de réestimer la dépense pour ce marché;

Considérant que les documents relatifs au plan de santé et de sécurité ont été omis de la décision de lancement ;

Considérant que le métré en français et en néerlandais n'était pas le même suite à l'oubli de certains postes ;

Considérant que les clauses techniques du marché se sont révélées incomplètes, notamment en ce qui concerne les dispositions relatives à la stabilité des ouvrages ;

Considérant que compte tenu de ce qui précède, le service technique du Département Infrastructures et Développement Urbain a adapté ces deux documents importants du marché ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les documents du marché dans ce sens ;

DECIDE :

Article 1 :

De réestimer la dépense du marché de travaux relatif à la reprise et à l'achèvement des travaux de transformation partielle de l'école communale « School 1 » - Aménagement du sous-sol et des combles et finalisation de l'escalier de secours extérieur - Rue de Courtrai 52 à un montant de 225.824,15 EUR HTVA, soit 239.373,65 EUR TVAC (6%) dont les crédits nécessaires seront prévus à l'article 7220/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 sous réserve d'approbation du budget communal 2026 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle, financés à 100 % par emprunts.

Article 2 :

D'approuver les modifications des documents du marché pour le marché de travaux relatif à la reprise et à l'achèvement des travaux de transformation partielle de l'école communale « School 1 » - Aménagement du sous-sol et des combles et finalisation de l'escalier de secours extérieur - Rue de Courtrai 52.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Opdracht voor werken betreffende de herneming en de voltooiing van de gedeeltelijke verbouwingswerken van de gemeenteschool « School 1 » - Inrichting van de kelderverdieping en de zolderruimte, evenals de voltooiing van de externe noodtrap - Kortrijkstraat 52, 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Bestek 26-003 - Herschatting van de uitgave en Wijziging van de documenten van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 234, §1;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gezien de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, sommige opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 22 april 2026 betreffende de lancering van de opdracht;

Overwegende dat de initiële raming van deze opdracht wordt vastgesteld op 195.824,48 EUR excl.btw, of 207.574,00 EUR incl btw (6%) ;

Overwegende dat de ongunstige evolutie van de internationale economische context en de onzekerheden in verband met de geopolitieke situatie in het Midden-Oosten een impact hebben op de productie-, bevoorradings- en transportkosten ;

Overwegende dat de nodige kredieten zullen voorzien worden op artikel 7220/723-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2026 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende Overheid, gefinancierd voor 100% met leningsgelden ;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht dus opnieuw moet worden geraamd;

Overwegende dat de documenten met betrekking tot het gezondheids- en veiligheidsplan niet werden opgenomen als bijlage bij de beslissing tot lancering van de opdracht;

Overwegende dat de Franstalige en Nederlandstalige meetstaat niet identiek waren wegens het ontbreken van bepaalde posten;

Overwegende dat de technische clausules van de opdracht onvolledig bleken te zijn, met name wat betreft de bepalingen inzake de stabiliteit van de bouwwerken;

Overwegende dat, gelet op het voorgaande, de technische dienst van het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling deze twee belangrijke opdrachtdocumenten heeft aangepast;

Overwegende dat de opdrachtdocumenten in die zin moeten gewijzigd worden ;

BESLUIT:

Artikel 1 :

De uitgave voor de opdracht voor werken betreffende de herneming en de voltooiing van de gedeeltelijke verbouwingswerken van de gemeentelijke school "School 1" – inrichting van de kelder en de zolder en afwerking van de buitennoodtrap –Kortrijkstraat 52 opnieuw te ramen op een bedrag van 225.824,15 EUR exclusief btw, hetzij 239.373,65 EUR inclusief btw (6%) waarvoor de nodige kredieten zullen voorzien zijn op artikel 7220/723-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2026 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende Overheid, 100% door leningen gefinancierd.

Artikel 2 :

De gewijzigde documenten van de opdracht voor de overheidsopdracht voor werken betreffende de herneming en de voltooiing van de gedeeltelijke verbouwingswerken van de gemeenteschool « School 1 » - Inrichting van de kelderverdieping en de zolderruimte, evenals de voltooiing van de externe noodtrap - Kortrijkstraat 52, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0021

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse

Petite Enfance - Spectacles d'éveil culturel et artistique (ONE) 2026 - Convention avec La Bibliocyclette ASBL.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 sur les attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1er, 1°, d), i), selon lequel les prestations artistiques uniques ne sont pas soumises à une mise en concurrence ;

Vu l'appel à projets lancé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) visant à soutenir financièrement l'organisation de représentations de spectacles à destination des milieux d'accueil de la petite enfance pour l'année 2026 ;

Considérant qu'il est prévu dans le projet pédagogique des crèches, suite aux souhaits émis par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, de faire participer les tout-petits à des activités diverses, tant intérieures qu'extérieures, culturelles, ludiques ou éducatives ;

Vu la décision du Collège du 05.02.2026 autorisant la candidature à l'appel à projets de l'ONE pour les spectacles d'éveil culturel et artistique (2026) ;
Vu la décision du Collège du 09.04.2026 / extrait 110369 autorisant l'engagement de la dépense de 300 €, dont 150 € prévus pour le spectacle « Les Paniers » présenté par La Bibliocyclette ASBL à la crèche « Louise Lumen » ;
Considérant que le service Petite Enfance a introduit les demandes de candidature dans les délais pour les quatre crèches ;
Considérant le courriel du 26.03.2026 de l'ONE – service Cellule Conseil-Projets-Support (CPS) Éveil Culturel et Artistique – nous informant que la crèche "Louise Lumen" a été retenu pour bénéficier du spectacle « Les Paniers » par La Bibliocyclette ASBL ;
Considérant que le spectacle a un coût de 150 € pour la commune par représentation lorsqu'il est assuré par deux artistes ou plus ;
Considérant que l'ONE intervient directement auprès de l'ASBL à concurrence d'un montant de 530 €, sans intervention financière de la commune pour cette part ;
Considérant que le spectacle « Les Paniers » par La Bibliocyclette ASBL est animé par deux artistes qui aura lieu le 19 juin 2026 dans la crèche "Louise Lumen " ;
Vu que les crèches « Reine Fabiola » et « Les Petites Alouettes » disposent déjà d'une décision du Conseil communal du 22.04.2026 pour leur spectacle ;
Considérant que la crèche « Les Petits Poucets » bénéficiera également d'un spectacle via une autre ASBL ;

DECIDE:

Article unique

D'approuver les conventions d'éveil culturel et artistique 2026, subventionnées par l'ONE, pour la crèche « *Louise Lumen* », ci-annexées.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Kinderopvang - Culturele en artistieke ontluikingsvoorstellingen (ONE) 2026 -
Overeenkomst met La Bibliocyclette vzw.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1°, d), i), volgens hetwelk unieke artistieke prestaties niet onderworpen zijn aan mededinging ;

Gelet op de projectoproep gelanceerd door het Office de la Naissance et de l'Enfance (Office de la Naissance et de l'Enfance) met als doel de organisatie van voorstellingen voor kinderopvangvoorzieningen voor het jaar 2026 financieel te ondersteunen ;

Gezien in het pedagogisch project van de kinderdagverblijven, in overeenstemming met de wensen van het Office de la Naissance et de l'Enfance, is voorzien dat jonge kinderen deelnemen aan diverse activiteiten, zowel binnen als buiten, cultureel, speels of educatief ;

Gelet op de beslissing van het College van 05.02.2026 waarbij de kandidatuur voor de projectoproep van de ONE voor culturele en artistieke opvoedingsvoorstellingen (2026) werd goedgekeurd ;

Gelet op de beslissing van het College van 09.04.2026 / uittreksel 110369 waarbij de vastlegging van de uitgave van 300 € werd goedgekeurd, waarvan 150 € voorzien is voor de voorstelling « Les Paniers » gebracht door La Bibliocyclette ASBL in het kinderdagverblijf « Louise Lumen » ;

Gezien de dienst Kinderopvang de kandidaturen binnen de gestelde termijnen heeft ingediend voor de vier kinderdagverblijven;

Gezien de e-mail van 26.03.2026 van de ONE – dienst Cel Advies-Projecten-Ondersteuning

(CPS) Culturele en Artistieke Ontwikkeling – waarin wordt meegedeeld dat het kinderdagverblijf « Louise Lumen » werd geselecteerd om de voorstelling « Les Paniers » van La Bibliocyclette ASBL te ontvangen ;
Gezien dat de kostprijs van de voorstelling ten laste van de gemeente 150 € per voorstelling bedraagt wanneer deze door twee of meer artiesten wordt verzorgd ;
Gezien dat het ONE rechtstreeks tussenkomt ten aanzien van de ASBL voor een bedrag van 530 €, zonder financiële tussenkomst van de gemeente voor dit deel;
Gezien de voorstelling « Les Paniers », gebracht door La Bibliocyclette ASBL en uitgevoerd door twee artiesten, zal plaatsvinden op 19 juni 2026 in het kinderdagverblijf « Louise Lumen » ;
Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 22.04.2026 voor de kinderdagverblijven « Reine Fabiola » en « Les Petites Alouettes » betreffende hun voorstelling ;
Gezien het kinderdagverblijf « Les Petits Poucets » eveneens een voorstelling zal ontvangen via een andere vzw ;

BESLUIT :

Enig artikel

De overeenkomsten inzake culturele en artistieke opvoeding 2026, gesubsidieerd door de ONE, voor het kinderdagverblijf « Louise Lumen », zoals opgenomen in bijlage, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0022

Département Développement Durable et Espaces Publics
Développement durable - Fonds Jeunesse et Action pour le Climat de Bloomberg
Philanthropies - Approbation des termes de subventionnement de Bloomberg
Philanthropies - Approbation de l'appel à projet.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale qui dispose que « Le conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal ; il délibère sur tout autre objet qui lui est soumis par l'autorité supérieure » ;

Vu la déclaration de politique communale pour la législature 2024-2030 et en particulier ses axes dans les domaines du climat et de la jeunesse, dont les mesures de :

- renforcer les lieux d'expression et d'engagement des jeunes, en collaboration avec les acteurs locaux (écoles, associations, secteur culturel),
- renforcer les acteurs de la jeunesse dans la poursuite de leurs missions,
- développer des actions concrètes en faveur de la jeunesse, telles que l'organisation d'événements gratuits dans l'espace public, de projets pilote, d'activités qualitatives, l'accompagnement des jeunes, etc,
- réaliser une expérience un budget participatif à destination des associations ou groupements d'habitants pour l'amélioration des espaces publics de proximité ;

Considérant l'importance exprimée par les jeunes molenbeekoïses et bruxelloises de la Youth Coalition de Molenbeek for Brussels 2030 pour les thématiques, et leur volonté de s'impliquer activement dans ce domaine (voir le Manifesto Youth Coalition en Annexe 1) ;

Considérant que près 30% de la population molenbeekoïse est âgée de moins de

25 ans ;

Vu l'adoption par le Conseil communal, en sa séance du 19 novembre 2025, du Plan Action Climat, lequel reprend une cinquantaine d'actions concernant la jeunesse et les moins de 24 ans ;

Considérant l'urgence climatique et la nécessité de sensibiliser les publics jeunes à l'enjeu climatique ;

Considérant les objectifs du Conseil des Jeunes;

Considérant la nécessité de soutenir le monde associatif et éducatif par des moyens concrets ;

Considérant que ce projet est cohérent avec les projets et le Plan Action Climat portés par le service Développement Durable ;

Considérant le programme de subventionnement de Bloomberg Philanthropies intitulé « Fonds Jeunesse et Action pour le Climat » ayant pour but de soutenir les villes du monde à encourager les jeunes à s'approprier les questions climatiques et à agir en ce sens ;

Considérant que le Fonds Jeunesse et Action pour le Climat propose un subside de 50.000 dollars américains (USD) (équivalent à 42.498.94 (EUR 1 = USD 1.1765 en date du 11/05/2026 selon la banque centrale européenne) pour

- « Donner aux villes les moyens de s'associer à la jeunesse pour élaborer et mettre en œuvre des solutions aux défis climatiques locaux.

- Créer des passerelles permettant aux idées de la jeunesse de passer de la phase de contribution à celle de mise en œuvre, en accord avec les priorités de la ville.

- Renforcer la capacité et les structures durables des villes pour favoriser l'engagement des jeunes.

- Renforcer la confiance entre les villes et les jeunes résidents grâce à une collaboration et à des résultats tangibles »,

Ce qui se traduira concrètement par le soutien financier destiné à soutenir des projets climatiques dirigés par et pour les jeunes ;

Considérant les délais serrés pour introduire l'intention de candidature en janvier 2026 (dont une copie du formulaire en ligne est repris en Annexe 2) ;

Vu l'accord de principe du Bourgmestre ff et des Echevin-e-s concerné-e-s pour l'introduction de la candidature en janvier 2026, ainsi que la déclaration d'engagement signée par le Bourgmestre ff en janvier 2026, reprise en Annexe 3 ;

Vu la décision favorable datant d'avril 2026 de Bloomberg Philanthropies à notre intention de candidature reprise en Annexe 4 ;

Considérant la charte du programme Fonds Jeunesse et Actions pour le Climat reprise en Annexe 5, qui définit entre autres les conditions du subside, étapes du programme ainsi que les conditions requises pour que les organisations et associations soient éligibles à pouvoir solliciter un subside dans le cadre du subventionnement Bloomberg Philanthropies ;

Considérant que l'octroi de ce subside est conditionné à la participation directe et active de Mme la Bourgmestre, notamment via la valorisation publique des projets, la participation à certains événements clés et l'encouragement de la participation des jeunes ;

Considérant les délais contraignants imposés par le programme, tels que définis dans la charte, dont :

- Le lancement d'une campagne de communication pendant l'été,

- Une ouverture des appels à projets au plus tard le 4 septembre et une clôture de ces derniers au plus tard le 16 octobre 2026,

- Le décaissement des fonds avant le 13 novembre 2026,

- Un achèvement des projets avant le 15 avril 2027 et une annonce des résultats le 22 avril 2027,

- Une remise du rapport final et financier le 14 mai 2027 ;

Considérant que la convention de subvention (*grant agreement*) ne sera pas transmise avant 5 semaines par le pouvoir subsidiant ;

Considérant que l'absence de tenue de Conseils Communaux dans les deux mois à venir justifie que la présente délibération soit adoptée lors de la séance du 17 juin 2026 ;

Considérant qu'une campagne nationale de communication, comprenant le lancement de l'appel à projets à destination des organisations, sera menée de

manière coordonnée dans l'ensemble des villes belges retenues;
Considérant que le budget prévisionnel total du projet s'élève à 42.498,94 euros (en date du 11/05/2026) issus du subside et qu'aucun engagement sur fond propre n'est demandé ;
Considérant que les frais de taux de change seront pris en charge par le pouvoir subsidiant ;
Considérant qu'un deuxième subside de 42.498,94 euros (en date du 11/05/2026) pourra être octroyé en 2027 si les critères du projet sont respectés et que les résultats sont considérés comme performants ;
Considérant que la recette de 42.498,94 euros (en date du 11/05/2026) issue du subside sera perçue sur la période 2026 et que la dépense de 42.498,94 euros (en date du 11/05/2026) sera faite sur la période 2026;
Considérant que dans la droite de ligne du subventionnement Bloomberg Philanthropies, l'appel à projet suivant a été établi en conformité des termes de la charte (voir Annexe 5) ;
Considérant qu'il y a lieu d'approuver les termes dudit appel à projet et d'autoriser le collège des bourgmestre et échevins à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'en permettre l'exécution ;

DÉCIDE :

Article 1

D'approuver la participation de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au programme « Fonds Jeunesse et Action pour le Climat » porté par Bloomberg Philanthropies sous parrainage fiscal de Rockefeller Philanthropy Advisors.

Article 2

D'approuver les différentes étapes reprises dans la charte du programme Fonds Jeunesse et Actions pour le Climat reprise en Annexe 5, de les mettre en œuvre et de soutenir et encourager les différents services impliqués dans sa mise en œuvre.

Article 3

D'accepter le subside correspondant à 42.498,94 euros (sur base du taux de change de référence de la Banque centrale européenne du 11 mai 2026), et par conséquent d'inscrire la somme de 42.498,94 euros à l'article de recette 8792/485-48 ; 8.499,79 euros à l'article de dépenses 8792/124-48 et 33.999.15 euros à l'article de dépenses 8792/332-02, et ce pour l'exercice 2026.

Article 4

D'autoriser le Collège à signer la Convention de Subventionnement avec le pouvoir subsidiant et de poser tous les actes utiles en vue de son exécution.

Article 5

D'autoriser le Collège à approuver l'appel à projet à adresser aux associations dont l'objet social correspond aux conditions requises établies par le subventionnement Bloomberg Philanthropies.

Article 6

De charger le Collège des Bourgmestre et Échevin•e•s de lancer l'appel à projet au 28 aout.

Article 7

D'inviter le Collège à lui faire rapport quant à l'exécution du présent subventionnement lors d'un Conseil communal.

Article 8

D'inviter le Collège à participer aux diverses démarches requises par le pouvoir subsidiant, notamment les réunions visant expressément le/la Bourgmestre et/ou les Echevin-e-s.

Copie de la présente aux services Jeunesse, Service Communication et Service Finance.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Duurzame ontwikkeling - Het Bloomberg Philanthropies Youth and Climate
Action Fund - Goedkeuring van de subsidievoorwaarden van Bloomberg
Philanthropies - Goedkeuring van de projectoproep.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet, waarin wordt bepaald dat “de gemeenteraad alle aangelegenheden van gemeentelijk belang regelt; hij beraadslaagt over alle andere aangelegenheden die hem door de hogere autoriteit worden voorgelegd”;

Gelet op de gemeentelijke beleidsverklaring voor de legislatuur 2024-2030 die onder andere doelstellingen, de volgende bevat betreffend klimaat en jeugd, waaronder de volgende maatregelen:

- het versterken van de plekken waar jongeren zich kunnen uiten en engageren, in samenwerking met lokale actoren (scholen, verenigingen, de culturele sector),
- het versterken van de jeugdactoren bij het uitvoeren van hun taken,
- het ontwikkelen van concrete acties ten behoeve van de jeugd, zoals het organiseren van gratis evenementen in de openbare ruimte, proefprojecten, kwalitatieve activiteiten, begeleiding van jongeren, enz.,
- het uitvoeren van een proef met een participatief budget voor verenigingen of bewonersgroepen ter verbetering van de lokale openbare ruimtes;

Overwegende het belang dat de jongeren uit Molenbeek en Brussel van de Youth Coalition van Molenbeek for Brussels 2030 hechten aan deze thema's, en hun bereidheid om zich op dit gebied actief in te zetten (zie het Manifesto Youth Coalition in bijlage 1);

Overwegende dat bijna 30% van de bevolking van Molenbeek jonger is dan 25 jaar; Gelet op goedkeuring door de Gemeenteraad van 19 november 2025, van het Klimaatactieplan, dat een vijftigtal acties bevat met betrekking tot jongeren en personen jonger dan 24 jaar;

Overwegende de klimaatcrisis en de noodzaak om jongeren bewust te maken van de klimaatuitdaging;

Overwegende de doelstellingen van de Jeugdraad;

Overwegende de noodzaak om het verenigingsleven en het onderwijs op concrete wijze te ondersteunen;

Overwegende dat dit project aansluit bij de projecten en het Klimaatactieplan van de dienst Duurzame Ontwikkeling;

Overwegende het subsidieprogramma van Bloomberg Philanthropies, getiteld “Youth Climate Action Fund”, dat tot doel heeft steden wereldwijd te ondersteunen bij het stimuleren van jongeren om zich klimaatkwesties eigen te maken en hiernaar te handelen;

Overwegende dat het “Youth Climate Action Fund” een subsidie van 50.000 Amerikaanse dollar (USD) aanbiedt (gelijk aan 42.498,94 euro (1 EUR = 1,1765 USD op 11/05/2026 volgens de Europese Centrale Bank) om:

- “Steden de middelen te geven om samen met jongeren oplossingen voor lokale klimaatuitdagingen te ontwikkelen en uit te voeren,
- Bruggen te slaan waardoor ideeën van jongeren de overstap kunnen maken van de ideefase naar de uitvoeringsfase, in overeenstemming met de prioriteiten van de stad,
- De capaciteit en duurzame structuren van steden versterken om de betrokkenheid van jongeren te bevorderen,
- Het vertrouwen tussen steden en jonge inwoners versterken door middel van samenwerking en tastbare resultaten”,

dit zal concreet neerkomen op financiële steun voor klimaatprojecten die door en voor jongeren worden geleid;

Overwegende de krappe termijnen voor het indienen van de

kandidaatstellingsverklaring in januari 2026 (waarvan een kopie van het onlineformulier is opgenomen in bijlage 2);

Gelet op het principeakkoord van de waarnemend burgemeester en de betrokken schepenen over de indiening van de kandidatuur in januari 2026, alsook op de door de waarnemend burgemeester in januari 2026 ondertekende verbintenisverklaring, opgenomen in bijlage 3;

Gelet op het positieve besluit van Bloomberg Philanthropies van april 2026 met betrekking tot onze aanvraag, zoals opgenomen in bijlage 4;

Overwegende het reglement van het programma “Youth Climate Action Fund” in bijlage 5, waarin onder meer de voorwaarden voor de subsidie, de fasen van het programma en de vereisten zijn vastgelegd waaraan organisaties en verenigingen moeten voldoen om in aanmerking te komen voor een subsidie in het kader van de subsidie van Bloomberg Philanthropies;

Overwegende het feit dat de toekenning van deze subsidie afhankelijk is van de directe en actieve betrokkenheid van de burgemeester, met name door middel van publieke promotie van de projecten, deelname aan bepaalde belangrijke evenementen en het stimuleren van de participatie van jongeren;

Overwegende de strikte termijnen die door het programma worden opgelegd, zoals vastgelegd in het charter, waaronder:

- De lancering van een communicatiecampagne in de zomer,
- De start van de projectoproepen uiterlijk op 4 september en de sluiting ervan uiterlijk op 16 oktober 2026,
- De uitbetaling van de middelen vóór 13 november 2026,
- De voltooiing van de projecten vóór 15 april 2027 en de bekendmaking van de resultaten op 22 april 2027,
- De indiening van het eind- en financieel verslag op 14 mei 2027;

Overwegende het feit dat de subsidieovereenkomst (grant agreement) pas over vijf weken door de subsidieverstrekker zal worden toegezonden;

Overwegende het feit dat er de komende twee maanden geen gemeenteraadsvergaderingen plaatsvinden, is het gerechtvaardigd dat dit besluit tijdens de vergadering van 17 juni 2026 wordt aangenomen;

Overwegende het feit dat een nationale communicatiecampagne, met inbegrip van de lancering van de projectoproep voor organisaties, op gecoördineerde wijze zal worden gevoerd in alle geselecteerde Belgische steden;

Overwegende het feit dat het totale geraamde budget van het project 42.498,94 euro bedraagt (per 11/05/2026), afkomstig uit de subsidie, en dat er geen eigen inbreng wordt gevraagd;

Overwegende het feit dat de wisselkoerskosten ten laste komen van de subsidieverstrekker;

Overwegende het feit dat in 2027 een tweede subsidie van 42.498,94 euro (per 11/05/2026) kan worden toegekend indien aan de projectcriteria wordt voldaan en de resultaten als succesvol worden beschouwd;

Overwegende het feit dat de opbrengst van 42.498,94 euro (gedateerd 11/05/2026) uit de subsidie zal worden geïnd in de periode 2026 en dat de uitgave van 42.498,94 euro (gedateerd 11/05/2026) zal worden gedaan in de periode 2026;

Overwegende het feit dat, in het verlengde van de subsidie van Bloomberg Philanthropies, de volgende projectoproep is opgesteld in overeenstemming met de bepalingen van het charter (zie bijlage 5);

Overwegende het feit dat de voorwaarden van genoemde projectoproep moeten worden goedgekeurd en dat het college van burgemeester en schepenen moet worden gemachtigd om alle nodige maatregelen te nemen om de uitvoering ervan mogelijk te maken;

BESLUIT:

Artikel 1

De deelname van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan het programma “Youth Climate Action Fund”, dat wordt geleid door Bloomberg Philanthropies en fiscaal wordt gesponsord door Rockefeller Philanthropy Advisors, goed te keuren.

Artikel 2

De verschillende stappen uit het handvest van het programma “Youth Climate

Action Fund" (bijlage 5) goed te keuren, deze uit te voeren en de verschillende diensten die bij de uitvoering ervan betrokken zijn, te ondersteunen en aan te moedigen.

Artikel 3

De subsidie van 42.498,94 euro (op basis van de referentiewisselkoers van de Europese Centrale Bank van 11 mei 2026) te aanvaarden en bijgevolg het bedrag van 42.498,94 euro op te nemen in ontvangstenpost 8792/485-48; 8.499,79 euro op uitgavenpost 8792/124-48 en 33.999,15 euro op uitgavenpost 8792/332-02, en dit voor het begrotingsjaar 2026.

Artikel 4

Het College te machtigen om de subsidieovereenkomst met de subsidieverstrekende instantie te ondertekenen en alle nodige handelingen te verrichten met het oog op de uitvoering ervan.

Artikel 5

Het College te machtigen om de projectoproep goed te keuren die zal worden gericht aan verenigingen waarvan de statutaire doelstelling voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgesteld in het kader van de subsidie van Bloomberg Philanthropies.

Artikel 6

Het College van de burgemeester en schepenen te belasten met het lanceren van de projectoproep op 28 augustus.

Artikel 7

Het College te verzoeken tijdens een gemeenteraadsvergadering verslag uit te brengen over de uitvoering van deze subsidie.

Artikel 8

Het College te verzoeken deel te nemen aan de diverse stappen die door de subsidieverstrekende instantie worden vereist, met name de vergaderingen die specifiek gericht zijn op de burgemeester en/of de schepenen.

Kopie van dit document aan de afdelingen Jeugd, Communicatie en Financiën.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0023

Département Développement Durable et Espaces Publics
Mobilité - Journée sans voiture du 20 septembre 2026 - Règlement
d'administration intérieure - Report du 20/05/2026.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses –articles 117 et 119 ;

Vu l'accord conclu entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que chaque année a généralement lieu au moins une « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

DECIDE:

Article unique:

L'accord conclu pour chaque édition de la journée sans voiture entre le bourgmestre de la

commune de Molenbeek-Saint-Jean et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 31 votes positifs.

**Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Mobiliteit - Zonder wagen in de stad op 20 september 2026 - Reglement van
inwendig bestuur - Uitsel van 20/05/2026.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikelen 117 en 119;
Gelet op het akkoord tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;
Overwegende dat er ieder jaar minstens één "autoloze dag" plaatsvindt;
Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;
Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;
Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;
Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT:

Enig artikel:

Het akkoord dat voor elke editie van de autoloze dag gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0024 **Département Développement Durable et Espaces Publics
Mobilité - Projet « Molendigue » - Molenbeek historique - Accord de principe
entre la Commune et la Région - Validation de la concertation citoyenne.**

Le point sera retiré en séance.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

**Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Mobiliteit - Project "Molenbeekkaai" - Historisch Molenbeek -
Principesakkoord tussen de Gemeente en het Gewest - Validatie van de
burgerparticipatie.**

Het punt zal tijdens de zitting ingetrokken worden.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement urbain - Terrain sis à l'angle des avenues Carl Requette et des Amandiers (parcelle 183A) - Ratification de l'adjudication - Report du 20/05/2026.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment son article 117 ;

Vu sa délibération du 24 septembre 2025 décidant de procéder à la vente publique du terrain cadastré 4ème Division, section C, n°183A, sis à l'angle des avenues Carl Requette et des Amandiers, et de fixer le prix de départ à 170.000 € ;

Vu sa délibération du 17 décembre 2025 approuvant le projet de cahier des charges établi par Maître Charles Huylebrouck, notaire à Bruxelles, relatif à la vente publique du terrain visé ci-dessus via la plateforme Biddit ;

Considérant que ce cahier des charges a été signé le 2 février 2026 ;

Considérant que les enchères se sont tenues du 2 mars 2026 au 10 mars 2026 ;

Considérant que le procès-verbal d'adjudication dressé par Maître Charles Huylebrouck, notaire à Bruxelles, a été signé en date du 16 mars 2026 (ci-annexé) ;

Considérant que le terrain en question a été adjugé à la SRL ECO-CITY pour un montant de 170.000 € ;

Considérant que ce montant correspond au prix de départ fixé par le Conseil communal ;

Considérant qu'il y a lieu de ratifier l'adjudication intervenue ;

DÉCIDE :

Article unique :

De ratifier l'adjudication du terrain cadastré 4ème Division, section C, n°183A, sis à l'angle des avenues Carl Requette et des Amandiers, pour un montant de 170.000 €

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Terrein gelegen op de hoek van de Carl Requettelaan en de Amandelboomlaan (perceel 183A) - Bekrchtiging van de toewijzing - Uitstel van 20/05/2026.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op zijn beraadslaging van 24 september 2025 waarbij werd beslist over te gaan tot de openbare verkoop van het terrein kadastraal gekend als 4de Afdeling, sectie C, nr. 183A, gelegen op de hoek van de Carl Requettelaan en de Amandelboomlaan, en tot het vaststellen van de startprijs op 170.000 € ;

Gelet op zijn beraadslaging van 17 december 2025 waarbij het ontwerp van lastenboek opgesteld door Meester Charles Huylebrouck, notaris te Brussel, met betrekking tot de openbare verkoop van het hierboven vermelde terrein via het platform Biddit werd goedgekeurd ;

Overwegende dat dit lastenboek werd ondertekend op 2 februari 2026 ;

Overwegende dat de biedingen plaatsvonden van 2 maart 2026 tot 10 maart 2026 ;

Overwegende dat het proces-verbaal van toewijzing opgesteld door Meester Charles Huylebrouck, notaris te Brussel, werd ondertekend op 16 maart 2026 (bijgevoegd) ;

Overwegende dat het betrokken terrein werd toegewezen aan de BV ECO-CITY voor een bedrag van 170.000 € ;

Overwegende dat dit bedrag overeenstemt met de door de Gemeenteraad vastgestelde startprijs ;

Overwegende dat het aangewezen is om de uitgevoerde toewijzing te bekrachtigen ;

BESLIST :

Enig artikel :

De toewijzing van het terrein kadastraal gekend als 4de Afdeling, sectie C, nr. 183A, gelegen op de hoek van de Carl Requettelaan en de Amandelboomlaan, voor een bedrag van 170.000 € te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0026

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Rénovation Urbaine n°6 "Autour de Simonis" - Octroi des subsides.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 6 « Autour de Simonis » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 octroyant une subvention de 700.000 € à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation des actions « vie collective et sociétale » communales pour le CRU 6 « Autour de Simonis » ;

Vu la décision du Collège en dates du 9 mars 2023 et du 15 mai 2025 d'approuver notamment la sélection des projets dans le cadre du CRU 6 pour l'action communale A.3.a ;

Vu l'approbation par le Collège en sa séance du 30/12/2025 du projet lauréat de l'artiste Meyso pour l'action intercommunale A.3.c ;

Considérant que, vu la spécificité de l'action A.1 "Chercheur d'emploi" et les compétences requises, les Communes de Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean ont décidé de déléguer cette action aux ASBL Mission Locale de Molenbeek et Service Emploi de Koekelberg ;

Considérant que la Mission Locale de Molenbeek est dès lors bénéficiaire du budget CRU de 254.920,00 euros prévu pour cette opération ;

Appel #1 - Action communale A.3.a

Porteur.euse de projet	Nom du projet	Budget accordé
Bonnevie	Valorisation des habitants du quartier autour des économies d'énergie	90.000,00€
Collectif Alpha	À vélo dans mon quartier, pour mon quartier	111.000,00€
Samen voor morgen	Molenbeek's playground	60.000,00€
Habitant.e.s	Compost de quartier avenue Jean Dubrucq	6.000,00€

Appel #3 - Action communale A.3.a

ASBL	Projet	Montant accepté
Communa ASBL	Youyou	40.000,00 €
Dallas ASBL	Jardin Tazieaux	45.000,00 €

ASBL	Projet	Montant accepté
Samen Voor Mogen ASBL	Molenbeek Playground 2.0	45.000,00 €
SJM Gandhi	Gandhi, La jeunesse en action	30.000,00 €
Mission Locale	EnChantiers	50.000,00 €
Bonnevie ASBL	Le BEABA de ma conso	40.000,00 €

Action Intercommunale A.3.c

Meyso	Fresque Montagne aux Anges 21	15.000,00€
-------	-------------------------------	------------

Opération intercommunale A.1

Mission Locale	Mokolab - Chercheur d'emploi	254.920,00€
----------------	------------------------------	-------------

DECIDE :

Article unique :

d'approuver l'octroi des subsides pour les projets suivants :

Appel #1 - Action communale A.3.a

Porteur.euse de projet	Nom du projet	Budget accordé
Bonnevie	Valorisation des habitants du quartier autour des économies d'énergie	90.000,00€
Collectif Alpha	À vélo dans mon quartier, pour mon quartier	111.000,00€
Samen voor morgen	Molenbeek's playground	60.000,00€
Habitant.e.s	Compost de quartier avenue Jean Dubrucq	6.000,00€

Appel #3 - Action communale A.3.a

ASBL	Projet	Montant accepté
Communa ASBL	Youyou	40.000,00 €
Dallas ASBL	Jardin Tazieaux	45.000,00 €
Samen Voor Mogen ASBL	Molenbeek Playground 2.0	45.000,00 €
SJM Gandhi	Gandhi, La jeunesse en action	30.000,00 €
Mission Locale	EnChantiers	50.000,00 €
Bonnevie ASBL	Le BEABA de ma conso	40.000,00 €

Action Intercommunale A.3.c

Meyso	Fresque Montagne aux Anges 21	15.000,00€
-------	-------------------------------	------------

Opération intercommunale A.1

Mission Locale	Mokolab - Chercheur d'emploi	254.920,00€
----------------	------------------------------	-------------

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling -
Stadsvernieuwingscontract nr. 6 'Rondom Simonis' - Toekenning van de subsidies.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 maart 2022 tot goedkeuring van het programma van het ‘Stadsvernieuwingscontract – Rondom Simonis’;

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 maart 2022 tot toekenning van een subsidie van 700.000 € aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van gemeentelijke acties ter ondersteuning van activiteiten op het gebied van maatschappelijke cohesie en gemeenschapsleven voor het SVC6 “Rondom Simonis”;

Gezien het besluit van het College van 9 maart 2023 en 15 mei 2025 om onder meer de selectie van projecten in het kader van SVC6 voor de gemeentelijke actie A.3.a goed te keuren;

Gezien de goedkeuring door het College tijdens zijn vergadering van 30/12/2025 van het winnende ontwerp van de kunstenaar Meyso voor de intergemeentelijke actie A.3.c;

Overwegende dat, gezien het specifieke karakter van actie A.1 “Werkzoekende” en de vereiste competenties, de gemeenten Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek hebben besloten deze actie te delegeren aan de vzw's Mission Locale de Molenbeek en Service Emploi de Koekelberg;

Overwegende dat de Mission Locale de Molenbeek bijgevolg begunstigde is van het CRU-budget van 254.920,00 euro dat voor deze operatie is voorzien;

Oproep#1 - Gemeentelijk actie A.3.a

VZW	Project	Toegekend budget
Bonnevie	Valorisation des habitants du quartier autour des économies d'énergie	90.000,00€
Collectif Alpha	À vélo dans mon quartier, pour mon quartier	111.000,00€
Samen voor morgen	Molenbeek's playground	60.000,00€
Habitant.e.s	Compost de quartier avenue Jean Dubrucq	6.000,00€

Appel #3 - Gemeentelijk actie A.3.a

VZW	Project	Toegekend budget
Communa ASBL	Youyou	40.000,00 €
Dallas ASBL	Jardin Tazieaux	45.000,00 €
Samen Voor Mogen ASBL	Molenbeek Playground 2.0	45.000,00 €
SJM Gandhi	Gandhi, La jeunesse en action	30.000,00 €
Mission Locale	EnChantiers	50.000,00 €
Bonnevie ASBL	Le BEABA de ma conso	40.000,00 €

Intergemeentelijk actie A.3.c

Meyso	Fresque Montagne aux Anges 21	15.000,00€
-------	-------------------------------	------------

Intergemeentelijk actie A.1

Mission Locale	Mokolab - Chercheur d'emploi	254.920,00€
----------------	------------------------------	-------------

BESLUIT:

Enig artikel:

de toekenning van de subsidies voor de volgende projecten goed te keuren:

Appel #1 - Gemeentelijk actie A.3.a

VZW	Project	Toegekend budget
Bonnevie	Valorisation des habitants du quartier autour des économies d'énergie	90.000,00€
Collectif Alpha	À vélo dans mon quartier, pour mon quartier	111.000,00€

Samen voor morgen	Molenbeek's playground	60.000,00€
Habitant.e.s	Compost de quartier avenue Jean Dubrucq	6.000,00€

Appel #3 - Gemeentelijk actie A.3.a

VZW	Project	Toegekend budget
Communa ASBL	Youyou	40.000,00 €
Dallas ASBL	Jardin Tazieaux	45.000,00 €
Samen Voor Mogen ASBL	Molenbeek Playground 2.0	45.000,00 €
SJM Gandhi	Gandhi, La jeunesse en action	30.000,00 €
Mission Locale	EnChantiers	50.000,00 €
Bonnevie ASBL	Le BEABA de ma conso	40.000,00 €

Intergemeentelijk actie A.3.c

Meyso	Fresque Montagne aux Anges 21	15.000,00€
-------	-------------------------------	------------

Intergemeentelijk actie A.1

Mission Locale	Mokolab - Chercheur d'emploi	254.920,00€
----------------	------------------------------	-------------

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0027

**Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement Urbain - Politique de la Ville
2021-2025 - Approbation de l'octroi de subsides.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale (Région de Bruxelles-Capitale) du 4 juin 1988 ;
Vu la décision du 5 mars 2020 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la durée du programme pluriannuel 2021-2025 "Politique de la Ville par le développement des quartiers" à 5 ans et fixant le montant à octroyer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean à 8.236.768,36 EUR;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune de Molenbeek-Saint-Jean du 15.10.2020 décidant e.a.:

- Article 1 : De prendre connaissance du programme Politique de la Ville 2021-2025 établi par le Département Infrastructures et Développement Urbain, d'approuver le contenu du programme et de le faire sien;

Vu la décision du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 décembre 2020 approuvant le programme pluriannuel 2021-2025 "Politique de la Ville par le développement des quartiers" de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;
Vu la décision du Conseil Communal du 20.01.2021 décidant :

- *Article 1:*
De prendre connaissance du programme Politique de la Ville 2021-2025 établi par le Département Infrastructures et Développement Urbain et approuvé par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;
- *Article 2:*

D'approuver la convention pour la période allant du 1 0 décembre 2020 au 9 décembre 2025 relative à la "Politique de la Ville par le développement des quartiers 2021-2025".

Vu la décision du Conseil Communal du 24.02.21 décidant "De prendre connaissance et d'approuver les conventions entre la Commune et les associations bénéficiaires : Molenbeek Sport asbl, Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE), La J asbl, JES Stadlabo vzw, le Centre Communautaire Maritime Asbl, Molenbeek Formation, la Mission Locale de Molenbeek-St-Jean asbl, vzw Buurthuis Bonnevie - Maison de Quartier Bonnevie asbl" ;

Vu la décision du Conseil Communal du 18.05.22 décidant :

- Article 1 :
De prendre connaissance et d'approuver la fiche projet pour le projet "2.4. Activités et animations dans et autour de l'espace Saint-Rémy" ;
- Article 2 :
De prendre connaissance et d'approuver la convention entre la Commune et Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE)

Considérant les convention annexées au Conseil Communal du 24.02.21 dont les informations financières sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Projet	Porteur	2021	2022	2023	2024	2025
1.6. Hall des sports Mohammed Ali	Service Sport de la Commune	110.250,64 EUR	110.250,64 EUR	23.400,97 EUR	0	0
1.7. animateurs socio-sportifs Quartiers Maritime et Decock	MOVE	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR
2.1. Animations autour du parc Menin - Etangs Noirs	La J	24.000 EUR	24.000 EUR	24.000 EUR	22.000 EUR	22.210 EUR
2.4. La poursuite du développement du quartier Saint-Remi	MOVE	0	106.000 EUR	130.316,85 EUR	132.000 EUR	134.000 EUR
2.5 Actions collectives et citoyennes dans le quartier maritime via le CCM	CCM	27.000 EUR	33.000 EUR	35.000 EUR	35.000 EUR	35.136 EUR
3.1 Espace de Formation Belvue	Molenbeek Formation	50.428 EUR	50.428 EUR	50.428 EUR	50.428 EUR	50.428 EUR
3.2 Projet ISP – pavage & rénovation de bâtiments	Mission Locale de Molenbeek	47.428 EUR	47.428 EUR	47.428 EUR	47.428 EUR	47.428 EUR
3.3 Guidances énergétiques	Bonnevie	11.318,80 EUR	24.470,80 EUR	25.237,80 EUR	26.027,80 EUR	27.568,80 EUR
3.4. SAMPA accompagnement psychologique des primo-arrivants	MOVE	46.547 EUR	46.547 EUR	46.547 EUR	46.547 EUR	46.547 EUR

Considérant que ces dépenses sont couvertes à 100% par le subsidie «Politique de la Ville par le développement des quartiers 2021-2025 » ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver l'octroi des subsides "Politique de la Ville 2021-2025" aux associations partenaires sur base de la répartition annuelle suivante :

Projet	Porteur	2021	2022	2023	2024	2025
1.6. Hall des sports Mohammed Ali	Service Sport de la Commune	110.250,64 EUR	110.250,64 EUR	23.400,97 EUR	0	0
1.7. Animateurs socio-sportifs Quartiers Maritime et Decock	MOVE	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR
2.1. Animations autour du parc Menin - Etangs Noirs	La J	24.000 EUR	24.000 EUR	24.000 EUR	22.000 EUR	22.210 EUR
2.4. La poursuite du développement du quartier Saint-Remi	MOVE	0	106.000 EUR	130.316,85 EUR	132.000 EUR	134.000 EUR
2.5 Actions collectives et citoyennes dans le quartier maritime via le CCM	Centre Communautaire Maritime	27.000 EUR	33.000 EUR	35.000 EUR	35.000 EUR	35.136 EUR
3.1 Espace de Formation Belvue	Molenbeek Formation	50.428 EUR	50.428 EUR	50.428 EUR	50.428 EUR	50.428 EUR
3.2 Projet ISP – pavage & rénovation de bâtiments	Mission Locale de Molenbeek	47.428 EUR	47.428 EUR	47.428 EUR	47.428 EUR	47.428 EUR
3.3 Guidances énergétiques	Bonnevie	11.318,80 EUR	24.470,80 EUR	25.237,80 EUR	26.027,80 EUR	27.568,80 EUR
3.4. SAMPA accompagnement psychologique des primo-arrivants	MOVE	46.547 EUR	46.547 EUR	46.547 EUR	46.547 EUR	46.547 EUR

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Stadsbeleid 2021-2025 - Goedkeuring van de toekenning van subsidies.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) van 4 juni 1988 ;

Gezien het besluit van 5 maart 2020 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarbij de looptijd van het meerjarenprogramma 2021-2025 "Stadsbeleid door wijkontwikkeling" op 5 jaar wordt vastgesteld en het aan de

gemeente Sint-Jans-Molenbeek toe te kennen bedrag op 8.236.768,36 EUR ;
Gezien het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van 15 oktober 2020 waarin onder meer wordt beslist :

- Artikel 1 : Kennis te nemen van het programma Stadsbeleid 2021-2025, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, de inhoud van het programma goed te keuren en het zich eigen te maken ;

Gezien het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 december 2020 tot goedkeuring van het meerjarenprogramma 2021-2025 "Stadsbeleid door wijkontwikkeling" van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;
Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 waarin wordt beslist :

- Artikel 1 : Kennis te nemen van het programma Stadsbeleid 2021-2025, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling en goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;
- Artikel 2 : De overeenkomst goed te keuren voor de periode van 1 december 2020 tot en met 9 december 2025 betreffende het "Stadsbeleid door wijkontwikkeling 2021-2025".

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 24 februari 2021 waarin wordt beslist „kennis te nemen van en in te stemmen met de overeenkomsten tussen de gemeente en de begunstigde verenigingen : Molenbeek Sport vzw, Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE), La J vzw, JES Stadlabo vzw, het Centre Communautaire Maritime vzw, Molenbeek Formation, de Mission Locale van Molenbeek-St-Jean vzw, vzw Buurthuis Bonnevie - Maison de Quartier Bonnevie vzw" ;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 18 mei 2022 waarin wordt beslist :

- Artikel 1 : Kennis te nemen van en goedkeuring te verlenen aan de projectfiche voor het project "2.4. Activiteiten en animatie in en rond de Saint-Rémy-ruimte" ;
- Artikel 2 : Kennis te nemen van en goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst tussen de gemeente en Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE)

Gezien de overeenkomsten die als bijlage bij de gemeenteraad van 24 february 2021 zijn gevoegd en waarvan de financiële gegevens in de onderstaande tabel zijn opgenomen :

Project	Projectleider	2021	2022	2023	2024	2025
1.6. Sporthal Mohammed Ali	Sportdienst van de Gemeente	110.250,64 EUR	110.250,64 EUR	23.400,97 EUR	0	0
1.7. Animateurs socio-sportifs Quartiers Maritime et Decock	MOVE	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR
2.1. Animations autour du parc Menin - Etangs Noirs	La J	24.000 EUR	24.000 EUR	24.000 EUR	22.000 EUR	22.210 EUR
2.4. La poursuite du développement du quartier Saint-Remi	MOVE	0	106.000 EUR	130.316,85 EUR	132.000 EUR	134.000 EUR

2.5 Actions collectives et citoyennes dans le quartier maritime via le CCM		27.000 EUR	33.000 EUR	35.000 EUR	35.000 EUR	35.136 EUR
3.1 Espace de Formation Belvue	Molenbeek Formation	50.428 EUR	50.428 EUR	50.428 EUR	50.428 EUR	50.428 EUR
3.2 Projet ISP – pavage & rénovation de bâtiments	Mission Locale de Molenbeek	47.428 EUR	47.428 EUR	47.428 EUR	47.428 EUR	47.428 EUR
3.3 Guidances énergétiques	Bonnevie	11.318,80 EUR	11.824.470,80 EUR	25.237,80 EUR	26.027,00 EUR	27.827.568,80 EUR
3.4. SAMPA accompagnement psychologique des primo-arrivants	MOVE	46.547 EUR	46.547 EUR	46.547 EUR	46.547 EUR	46.547 EUR

Overwegende dat deze uitgaven voor 100% worden gedekt door de subsidie „Stedelijk beleid door wijkontwikkeling 2021-2025“ ;

BESLUIT :

Enige artikel :

De toekenning van subsidies in het kader van het “Stadsbeleid 2021-2025” aan de partnerverenigingen goed te keuren op basis van de volgende jaarlijkse verdeling :

Project	Projectleider	2021	2022	2023	2024	2025
1.6. Sporthal Mohammed Ali	Sportdienst van de Gemeente	110.250,64 EUR	110.250,64 EUR	23.400,97 EUR	0	0
1.7. Animateurs socio-sportifs Quartiers Maritime et Decock	MOVE	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR	195.925,18 EUR
2.1. Animations autour du parc Menin - Etangs Noirs	La J	24.000 EUR	24.000 EUR	24.000 EUR	22.000 EUR	22.210 EUR
2.4. La poursuite du développement du quartier Saint-Remi	MOVE	0	106.000 EUR	130.316,85 EUR	132.000 EUR	134.000 EUR
2.5 Actions collectives et citoyennes dans le quartier maritime via le CCM		27.000 EUR	33.000 EUR	35.000 EUR	35.000 EUR	35.136 EUR
3.1 Espace de Formation Belvue	Molenbeek Formation	50.428 EUR	50.428 EUR	50.428 EUR	50.428 EUR	50.428 EUR
3.2 Projet ISP – pavage & rénovation de bâtiments	Mission Locale de Molenbeek	47.428 EUR	47.428 EUR	47.428 EUR	47.428 EUR	47.428 EUR
3.3 Guidances énergétiques	Bonnevie	11.318,80 EUR	11.824.470,80 EUR	25.237,80 EUR	26.027,00 EUR	27.827.568,80 EUR

3.4. SAMPA					
accompagnement	MOVE	46.547	46.547	46.547	46.547
psychologique des		EUR	EUR	EUR	EUR
primo-arrivants					

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Hassan Ouassari entre en séance / treedt in zitting.

17.06.2026/A/0028

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché de travaux relatif à l'entretien, la réfection du revêtement hydrocarboné des voiries, des trottoirs et espaces publics ainsi que la plantation d'arbres sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean - CDC 23.006 - LOT 2 - Modification du mode de financement de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège du 28 décembre 2023 décidant e.a. :

Article 1 : De prendre connaissance du rapport d'analyse des offres établi par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché public de travaux relatif à l'entretien, la réfection du revêtement hydrocarboné des voiries, trottoirs et espaces publics (lot 1) ainsi que la plantation d'arbres sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean (lot 2), et de le faire sien ;

Article 4 : Sur base du rapport d'analyse, de sélectionner les soumissionnaires suivants pour le lot 2 :

- 1) KRINKELS nv, Weverstraat 39, 1840 Londerzeel - BE0821.547.933
- 2) LES ENTREPRISES MELIN sa, Chaussée Provinciale 85-87, 1341 Ottignies - BE0401.491.710
- 3) NUTONS sa, Rue des Praules 9, 5030 Gembloux - BE0422918317

Article 5: Sur base du rapport d'analyse, d'écarter pour irrégularité substantielle l'offre des soumissionnaires suivants dans le cadre du lot 2, dont les prix pour certains postes sont considérés comme anormaux, l'offre de :

- LES ENTREPRISES MELIN sa (Chaussée Provinciale, 85-87 - 1341 Ottignies - BE0401.491.710) ;

Article 9 : Pour le lot 2, d'engager la dépense pour un montant de 28 .051,55 EUR TVAC et financée par emprunts dont les crédits nécessaires sont prévus à l'article 4210/735/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 au nom de : KRINKELS nv (Weverstraat 39, 1840 Londerzeel - BE0821547933);

Considérant que le numéro de l'engagement est le 3959/2025 (et que les années précédentes, l'engagement portait les numéros 6865/2024 et 22419/2023);

Considérant que la marge n'a pas dû être utilisée dans le cadre de ce marché et que dès lors il restait un montant à cet engagement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 2021 accordant un subside à la Commune de Molenbeek d'un montant de 563.144,00 € dans le cadre du programme de rénovation urbaine "Contrat École Toots Thielemans" ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 décembre 2021 approuvant les

termes de la convention (ci-annexée) entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale qui règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire, étant la Commune de Molenbeek, d'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le subside octroyé de 563.144,00 € est réparti entre les opérations d'investissement, et d'actions socio-économiques de la façon suivante:

Opération d'investissement - Parvis de l'École : 258.297,00 €;

Opération d'actions socio-économiques: 304.847,00 €;

Considérant que le subside de 258.297,00 € (DC 2099/2021) concerne le parvis de l'école et couvre aussi bien les études que tous types de travaux, comprenant les plantations, notamment:

- Les études (MFM attribué à Zamponi) pour un montant de 33.688,82 EUR TVAC;
- Les travaux voiries par Eurovia via le marché stock pour un montant de 168.642,24 EUR TVAC;
- Les travaux liés au déplacement de la station Villo par JCDecaux (engagement du 7/11/24) pour un montant de 10.118,62 EUR TVAC;
- Les travaux de création et installation du mobilier (MFM attribué à Recyclart) pour un montant de 35.947,89 EUR TVAC;
- Les travaux de plantations par Krinkels via le marché stock pour un montant de 9.900 EUR TVAC;

Considérant que les plantations étaient la dernière étape car il fallait attendre la bonne période pour pouvoir planter;

Considérant que tous ces travaux peuvent donc être financés par le subside (DC2099/2021) ;

Considérant que la dépense de 9.900,00 EUR pour les travaux par Krinkels peuvent être mis sur l'engagement (n° de l'engagement 3959/2025) qui avait initialement été financé par emprunts ;

Considérant qu'en conséquence un montant de 9.900,00 EUR a été emprunté en trop dans ce dossier (sur un total de 28.051,55 EUR d'emprunts);

Considérant que cet emprunt a déjà été consolidé et qu'en conséquence la demande d'emprunts prévue au budget de 2026 peut être diminuée;

Vu l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

De modifier le mode de financement de ladite dépense de 9.900,00 EUR pour les plantations dans le cadre du marché attribué à Krinkels en le mettant sur le subside du contrat école Toots Thielemans (DC2099/2021) et non sur emprunts et de diminuer en conséquence la demande d'emprunts prévue au budget 2026 en tenant compte de ce montant.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Opdracht voor werken met betrekking tot het onderhoud, de vernieuwing van de koolwaterstofcoating van de wegen, stoepen en openbare ruimtes alsook de aanplanting van bomen op de wegen en openbare ruimtes van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek - Bestek 23.006 - Perceel 2 - Wijziging van de wijze van financiering van de uitgave.

DE RAAD,

Gezien de beslissing van het college van 28 december 2023 waarin werd beslist :

Artikel 1 : Kennis te nemen van het rapport met de analyse van de offertes, opgesteld door de Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, voor de openbare aanbesteding van werken met betrekking tot het onderhoud en de herstelling van de asfaltverharding van wegen, trottoirs en openbare ruimten (perceel 1) en de aanplant van bomen langs de wegen en in de openbare ruimten van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek (perceel 2), en dit goed te keuren;

Artikel 4: Op basis van het analyseverslag de volgende inschrijvers voor perceel 2 selecteren:

- 1) KRINKELS nv, Weverstraat 39, 1840 Londerzeel - BE0821547933
- 2) LES ENTREPRISES MELIN sa, Chaussée Provinciale 85-87, 1341 Ottignies - BE0401491710
- 3) NUTONS sa, Rue des Praules 9, 5030 Gembloux - BE0422918317

Artikel 5 : Op basis van het analyseverslag wordt het bod van de volgende inschrijvers voor perceel 2 wegens wezenlijke onregelmatigheden afgewezen, aangezien de prijzen voor bepaalde posten als abnormaal worden beschouwd, namelijk het bod van:

- LES ENTREPRISES MELIN sa, Chaussée Provinciale 85-87, 1341 Ottignies - BE0401491710

Artikel 9 : Voor perceel 2, de uitgave goed te keuren voor een bedrag van 28.051,55 EUR incl. btw, gefinancierd met leningen, waarvan de benodigde kredieten zijn opgenomen op artikel 4210/735/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 ten gunste van: KRINKELS nv (Weverstraat 39, 1840 Londerzeel - BE0821547933) ;

Overwegende dat het nummer van de vastlegging 3959/2025 is (en dat de jaren ervoor de vastlegging nummers 6865/2024 en 22419/2023 doreg);

Overwegende dat de marge in het kader van deze opdracht niet is gebruikt en dat er bijgevolg nog een bedrag openstond op deze vastlegging;

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 9 december 2021 tot toekenning van een subsidie aan de gemeente Molenbeek ten bedrage van 563.144,00 € in het kader van het stadsvernieuwingsprogramma "Toots Thielemans-Schoolcontract";

Gezien het besluit van de gemeenteraad van 22 december 2021 tot goedkeuring van de bepalingen van de overeenkomst (bijgevoegd) tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarin de voorwaarden worden vastgelegd voor de toekenning aan de begunstigde, namelijk de gemeente Molenbeek, van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de toegekende subsidie van 563.144,00 € als volgt is verdeeld over investeringsprojecten en socio-economische acties:

- Investeringsproject - Voorplein van de school: 258.297,00 €;
- Sociaal-economisch project: 304.847,00 €;

Overwegende dat de subsidie van 258.297,00 € (DC 2099/2021) betrekking heeft op het voorplein van de school en zowel de studies als alle soorten werkzaamheden dekt, met inbegrip van de beplanting, met name:

- De studies (MFM toegewezen aan Zampone) voor een bedrag van 33.688,82 EUR incl. btw;
- De wegenwerken door Eurovia via de raamopdracht voor een bedrag van 168.642,24 EUR incl. btw;
- De werken in verband met de verplaatsing van het Villo-station door JCDecaux (vastlegging van 7/11/24) voor een bedrag van 10.118,62 EUR incl. btw;
- De werkzaamheden voor het ontwerpen en plaatsen van het straatmeubilair (MFM toegekend aan Recyclart) voor een bedrag van 35.947,89 EUR incl. btw;
- De beplantingswerkzaamheden door Krinkels via de raamopdracht voor een bedrag van 9.900 EUR incl. btw;

Overwegende dat het aanplanten de laatste stap was, omdat er op het juiste moment moest worden gewacht om te kunnen planten;
Overwegende dat al deze werkzaamheden dus met de subsidie kunnen worden gefinancierd (DC2099/2021);
Overwegende dat de uitgave van 9.900,00 EUR voor de werkzaamheden door Krinkels kan worden gezet op de vastlegging (nummer van de vastlegging 3959/2025) die oorspronkelijk door leningsgelden werd gefinancierd;
Overwegende dat daardoor een bedrag van 9.900,00 EUR te veel is geleend in dit dossier (op een totaal van 28.051,55 EUR aan leningsgelden);
Overwegende dat deze lening al is geconsolideerd en dat bijgevolg de gevraagde leningen voorzien in de begroting van 2026 kunnen worden verminderd;
Gezien artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enige Artikel :

De financieringswijze van de genoemde uitgave van 9.900,00 EUR voor de beplantingswerkzaamheden, in het kader van de opdracht toegewezen aan Krinkels, te wijzigen door deze te financieren via de subsidie van het Toots Thielemans-schoolcontract (DC2099/2021) en niet via leningen en bijgevolg de gevraagde leningen in de begroting van 2026 te verminderen met dit bedrag.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0029

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de quartier
Étangs Noirs - Appels à projets des actions 3.5 'Un quartier convivial' et 3.6 'Un quartier durable' - Approbation de l'octroi de subsides.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale (Région de Bruxelles-Capitale) du 4 juin 1988 ;
Vu l'approbation du projet de programme du Contrat de Quartier Durable 'Etangs Noirs' et du rapport d'incidences environnementales, ainsi que les annexes réalisées par PTArchitecten SPRL, par le Conseil en sa séance du 23 février 2022 ;
Vu l'approbation du programme du Contrat de Quartier Durable 'Etangs Noirs' par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 23 juin 2022 ;
Considérant que ledit programme prévoit les actions 3.5 Appel à projets 'Un quartier convivial' et 3.6 Appel à projets 'Un quartier durable', pour lesquelles les porteurs de projets doivent encore être désignés ;
Vu la décision du Conseil Communal du 14.09.2022 décidant :

- *Article unique : D'approuver les règlements pour les actions 3.5 Appel à projets 'Un quartier convivial' et 3.6 Appel à projets 'Un quartier durable', joints en annexe, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Etangs Noirs.*

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 01.12.2022 décidant e.a.:

- *D'approuver l'avis du jury et de sélectionner les projets suivants:*
 - 7.500,00 € pour le projet "Festival l'éléphant dans l'Etang Noir" au nom de Jonas APERS
 - 7.500,00 € pour le projet "Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK"

au nom de Jan VERHEYDEN

- 4.700,00 € pour le projet "PlanteVoisine - Buurtplant" au nom de Jonathan TEUNS

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 26.10.2023 décidant e.a.:

- D'approuver l'avis du jury et de sélectionner les projets suivants:
 - 15.000,00 € pour le projet "Festival l'éléphant dans l'Etang Noir" au nom de Jonas APERS
 - 1.500,00 € pour le projet "Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK" au nom de l'ASBL Rirbaucout
 - 6.000,00 € pour le projet "Etangs Noirs becomes Hockey" au nom de l'ASBL Growing by Hockey
 - 6.000,00 € pour le projet "Buurtplantevoisine II" au nom de Jonathan TEUNS
 - 3.500,00 € pour le projet "Regenfontein" au nom de Jonas APERS
 - 6.325,00 € pour le projet "Buurt.Plante.Voisine" au nom de l'ASBL Rirbaucout.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 24.10.2024 décidant e.a. :

- D'approuver l'avis du jury et de sélectionner les projets suivants :
 - 15.000,00 € pour le projet "Festival l'éléphant dans l'Etang Noir" au nom de Gerben VAN DEN ABBEELE
 - 2.000,00 € pour le projet "Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK" au nom de l'ASBL Rirbaucout
 - 6.626,00 € pour le projet "Etangs Noirs becomes Hockey" au nom de l'ASBL Growing by Hockey
 - 3.750,00 € pour le projet "CourKultuur" au nom d'Ultima Vez
 - 15.000,00 € pour le projet "Beyond Couscous" au nom de Cassonade ASBL

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 09.10.2025 décidant e.a.:

- D'approuver l'avis du jury et de sélectionner les projets suivants:
 - 14.450,00 € pour le projet "Festival l'éléphant dans l'Etang Noir" au nom de Jonas VAN APERS
 - 2.500,00 € pour le projet "Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK" au nom de l'ASBL Rirbaucout
 - 14.600,00 € pour le projet "Sauce Quartier" au nom de l'ASBL Cassonade
 - 13.950,00 € pour le projet "Zot à la Cantine de la Fonderie" au nom ASBL ZottePiste
 - 11.050,00 € pour le projet "Rattaplan" au nom de JES ASBL
 - 14.450,00 € pour le projet "Ilot de l'Eléphant" au nom de l'asbl Schouder
 - 4.000,00 € pour le projet "Propreté et Culture pour toustes" au nom de l'absl Marbel

Considérant le tableau récapitulatif des projets sélectionnés suivant :

Projet	Porteur	2022	2023	2024	2025
<i>Festival l'éléphant dans l'Etang Noir</i>	Jonas Apers	7.500 EUR	15.000 EUR	-	14.450 EUR
<i>Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK</i>	Jan Verheyden	7.500 EUR	-	-	-

Projet	Porteur	2022	2023	2024	2025
<i>PlanteVoisine - Buurtplant</i>	Jonathan Teuns	4.700 EUR	-	-	-
<i>Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK</i>	ASBL Rirbaucout	-	1.500 EUR	2.000 EUR	2.500 EUR
<i>Etangs Noirs becomes Hockey</i>	ASBL Growing by Hockey	-	6.000 EUR	6.626 EUR	-
<i>Buurtplantevoisine II</i>	Jonathan Teuns	-	6.000 EUR	-	-
<i>Regenfontein</i>	Jonas Apers	-	3.500 EUR	-	-
<i>Buurt.Plante.Voisine</i>	ASBL Rirbaucout	-	6.325 EUR	-	-
<i>Festival l'éléphant dans l'Etang Noir</i>	Gerben Van Den Abbeele	-	-	15.000 EUR	-
<i>CourKultuur</i>	Ultima Vez	-	-	3.750 EUR	-
<i>Beyond Couscous</i>	Cassonade	-	-	15.000 EUR	-
<i>Sauce Quartier</i>	Cassonade	-	-	-	14.600 EUR
<i>Zot à la Cantine de la Fonderie</i>	ZottePiste	-	-	-	13.950 EUR
<i>Rattaplan</i>	JES	-	-	-	11.050 EUR
<i>Ilot de l'Eléphant</i>	Schouder	-	-	-	14.450 EUR
<i>Propreté et Culture pour toustes</i>	Marbel	-	-	-	4.000 EUR

Considérant que ces dépenses sont couvertes à 100% par le subsidie "Contrat de Quartier Durable Étangs Noirs" ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver l'octroi des subsides "Contrat de Quartier Durable Étangs Noirs" aux associations partenaires sur base de la répartition annuelle suivante :

Projet	Porteur	2022	2023	2024	2025
<i>Festival l'éléphant dans l'Etang Noir</i>	Jonas Apers	7.500 EUR	15.000 EUR	-	14.450 EUR
<i>Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK</i>	Jan Verheyden	7.500 EUR	-	-	-
<i>PlanteVoisine - Buurtplant</i>	Jonathan Teuns	4.700 EUR	-	-	-
<i>Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK</i>	ASBL Rirbaucout	-	1.500 EUR	2.000 EUR	2.500 EUR

Projet	Porteur	2022	2023	2024	2025
<i>Etangs Noirs becomes Hockey</i>	<i>ASBL Growing by Hockey</i>	-	6.000 EUR	6.626 EUR	-
<i>Buurtplantevoisine II</i>	Jonathan Teuns	-	6.000 EUR	-	-
<i>Regenfontein</i>	Jonas Apers	-	3.500 EUR	-	-
<i>Buurt.Plante.Voisine</i>	<i>ASBL Rirbaucout</i>	-	6.325 EUR	-	-
<i>Festival l'éléphant dans l'Etang Noir</i>	Gerben Van Den Abbeele	-	-	15.000 EUR	-
<i>CourKultuur</i>	Ultima Vez	-	-	3.750 EUR	-
<i>Beyond Couscous</i>	Cassonade	-	-	15.000 EUR	-
<i>Sauce Quartier</i>	Cassonade	-	-	-	14.600 EUR
<i>Zot à la Cantine de la Fonderie</i>	<i>ZottePiste</i>	-	-	-	13.950 EUR
<i>Rattaplan</i>	JES	-	-	-	11.050 EUR
<i>Ilot de l'Eléphant</i>	Schouder	-	-	-	14.450 EUR
<i>Propreté et Culture pour toustes</i>	Marbel	-	-	-	4.000 EUR

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam

Wijkcontract Zwarte Vijvers - Acties 3.5 Projectoproep 'Conviviale wijk' en 3.6 Projectoproep 'Duurzame wijk' - Goedkeuring van de toekenning van subsidies.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) van 4 juni 1988 ;

Gezien de goedkeuring van het ontwerpprogramma van het Duurzaam Wijkcontract 'Zwarte Vijvers' en het milieueffectenrapport, alsook de bijlagen door PTArchitecten BVBA opgesteld, door de Raad in zijn zitting van 23 februari 2022 ;

Gezien de goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract 'Zwarte Vijvers' door de Brussels Hoofdstedelijke Regering op 23 juni 2022 ;

Overwegende dat het genoemde programma voorziet in de acties 3.5 Projectoproep 'Conviviale wijk' en 3.6 Projectoproep 'Duurzame wijk', waarvoor de projectdragers nog moeten worden aangewezen ;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 14.09.2022 waarin wordt beslist :

- *Enig artikel : De reglementen betreffende de acties 3.5 Projectoproep*

'Conviviale wijk' en 3.6 Projectoproep 'Duurzame wijk', bijgevoegd, in het kader van het Duurzaam Wijkcontract Zwarte Vijvers goed te keuren.

Gezien het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 1.12.2022 waarin onder meer wordt beslist :

- *Het advies van de jury goed te keuren en de volgende projecten te selecteren:*
 - *7.500,00 € voor het project "Festival l'éléphant dans l'Etang Noir", op naam van Jonas APERS*
 - *7.500,00 € voor het project "Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK", op naam van Jan VERHEYDEN*
 - *4.700,00 € voor het project "PlanteVoisine - Buurtplant", op naam van Jonathan TEUNS*

Gezien het besluit van het College van burgemeester en schepenen van 26.10.2023, waarin onder meer wordt beslist:

- *Het advies van de jury goed te keuren en de volgende projecten te selecteren:*
 - *15.000,00 € voor het project "Festival l'éléphant dans l'Etang Noir" op naam van Jonas APERS*
 - *1.500,00 € voor het project "Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK" op naam van de vzw Rirbaucout*
 - *6.000,00 € voor het project "Etangs Noirs becomes Hockey" op naam van van de vzw Growing by Hockey*
 - *6.000,00 € voor het project "Buurtplantevoisine II" op naam van van Jonathan TEUNS*
 - *3.500,00 € voor het project 'Regenfontein' op naam van Jonas APERS*
 - *6.325,00 € voor het project "Buurt.Plante. Voisine" op naam van de vzw Rirbaucout.*

Gezien het besluit van het College van burgemeester en schepenen van 24.10.2024, waarin onder meer wordt beslist:

- *Het advies van de jury goed te keuren en de volgende projecten te selecteren:*
 - *15.000,00 € voor het project "Festival l'éléphant dans l'Etang Noir" op naam van Gerben VAN DEN ABBEELE*
 - *2.000,00 € voor het project "Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK" op naam van de vzw Rirbaucout*
 - *6.626,00 € voor het project "Etangs Noirs becomes Hockey" op naam van de vzw Growing by Hockey*
 - *3.750,00 € voor het project 'CourKultuur' op naam van Ultima Vez*
 - *15.000,00 € voor het project "Beyond Couscous" op naam van Cassonade vzw*

Gezien het besluit van het College van burgemeester en schepenen van 99.10.2025, waarin onder meer wordt beslist:

- *Het advies van de jury goed te keuren en de volgende projecten te selecteren:*
 - *14.450,00 € voor het project "Festival l'éléphant dans l'Etang Noir" op naam van Jonas VAN APERS*
 - *2.500,00 € voor het project "Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK" op naam van de vzw Rirbaucout*
 - *14.600,00 € voor het project "Sauce Quartier" op naam van de vzw Cassonade*

- o 13.950,00 € voor het project "Zot à la Cantine de la Fonderie" op naam van de vzw ZottePiste
- o 11.050,00 € voor het project "Rattaplan" op naam van JES vzw
- o 14.450,00 € voor het project "Ilot de l'Eléphant" op naam van vzw Schouder
- o 4.000,00 € voor het project "Propreté et Culture pour toustes" op naam van vzw Marbel

Gezien het volgende overzicht van de geselecteerde projecten :

Project	Projectleider	2022	2023	2024	2025
<i>Festival l'éléphant dans l'Etang Noir</i>	Jonas Apers	7.500 EUR	15.000 EUR	-	14.450 EUR
<i>Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK</i>	Jan Verheyden	7.500 EUR	-	-	-
<i>PlanteVoisine - Buurtplant</i>	Jonathan Teuns	4.700 EUR	-	-	-
<i>Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK</i>	vzw Rirbaucout	-	1.500 EUR	2.000 EUR	2.500 EUR
<i>Etangs Noirs becomes Hockey</i>	vzw Growing by Hockey	-	6.000 EUR	6.626 EUR	-
<i>Buurtplantevoisine II</i>	Jonathan Teuns	-	6.000 EUR	-	-
<i>Regenfontein</i>	Jonas Apers	-	3.500 EUR	-	-
<i>Buurt.Plante.Voisine</i>	vzw Rirbaucout	-	6.325 EUR	-	-
<i>Festival l'éléphant dans l'Etang Noir</i>	Gerben Van Den Abbee	-	-	15.000 EUR	-
<i>CourKultuur</i>	Ultima Vez	-	-	3.750 EUR	-
<i>Beyond Couscous</i>	Cassonade	-	-	15.000 EUR	-
<i>Sauce Quartier</i>	Cassonade	-	-	-	14.600 EUR
<i>Zot à la Cantine de la Fonderie</i>	ZottePiste	-	-	-	13.950 EUR
<i>Rattaplan</i>	JES	-	-	-	11.050 EUR
<i>Ilot de l'Eléphant</i>	Schouder	-	-	-	14.450 EUR
<i>Propreté et Culture pour toustes</i>	Marbel	-	-	-	4.000 EUR

Overwegende dat deze uitgaven voor 100% worden gedekt door de subsidie „Duurzaam Wijkcontract Zwarte Vijvers“ ;

BESLUIT :

Enige artikel :

De toekenning van subsidies in het kader van het "Duurzaam Wijkcontract Zwarte Vijvers" aan de partnerverenigingen goed te keuren op basis van de volgende

jaarlijkse verdeling :

Project	Projectleider	2022	2023	2024	2025
<i>Festival l'éléphant dans l'Etang Noir</i>	Jonas Apers	7.500 EUR	15.000 EUR	-	14.450 EUR
<i>Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK</i>	Jan Verheyden	7.500 EUR	-	-	-
<i>PlanteVoisine - Buurtplant</i>	Jonathan Teuns	4.700 EUR	-	-	-
<i>Buurtatelier - Atelier de quartier CERAMIK</i>	vzw Rirbaucout	-	1.500 EUR	2.000 EUR	2.500 EUR
<i>Etangs Noirs becomes Hockey</i>	vzw Growing by Hockey	-	6.000 EUR	6.626 EUR	-
<i>Buurtplantevoisine II</i>	Jonathan Teuns	-	6.000 EUR	-	-
<i>Regenfontein</i>	Jonas Apers	-	3.500 EUR	-	-
<i>Buurt.Plante.Voisine</i>	vzw Rirbaucout	-	6.325 EUR	-	-
<i>Festival l'éléphant dans l'Etang Noir</i>	Gerben Van Den Abbeele	-	-	15.000 EUR	-
<i>CourKultuur</i>	Ultima Vez	-	-	3.750 EUR	-
<i>Beyond Couscous</i>	Cassonade	-	-	15.000 EUR	-
<i>Sauce Quartier</i>	Cassonade	-	-	-	14.600 EUR
<i>Zot à la Cantine de la Fonderie</i>	ZottePiste	-	-	-	13.950 EUR
<i>Rattaplan</i>	JES	-	-	-	11.050 EUR
<i>Ilot de l'Eléphant</i>	Schouder	-	-	-	14.450 EUR
<i>Propreté et Culture pour toustes</i>	Marbel	-	-	-	4.000 EUR

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0030 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Vente d'une maison d'habitation sise chaussée de Ninove, 100 - Modification du mode de vente - Report du 20/05/2026.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu sa décision en date du 25 septembre 2024 (012/25.09.2024/A/0012) :

Article 1 :

D'approuver la vente via une procédure de gré à gré, avec publicité préalable, de la maison d'habitation, propriété communale, située chaussée de Ninove, 100 (cadastrée sous la 3ème division, section B, parcelle 939/W d'une superficie de 166 m²) ;

Article 2 :

De fixer le prix minimum de la vente à 290.000 EUR ;

Vu l'avis du Comité d'Acquisition d'Immeubles Régionale (CAIR) en date du 18 avril 2024, estimant la valeur du bien à 290.000 EUR ;

Considérant que le bien a fait l'objet d'une procédure de vente de gré à gré, avec publicité préalable le 16 juin 2025, via les différents canaux ;

Considérant qu'aucune offre d'achat n'a été remise avant le terme du délai imparti, à savoir le 14 juillet 2025 ;

Considérant qu'une nouvelle publication a été faite en date du 26 août 2025 avec échéance au 30 septembre 2025;

Considérant qu'une seule offre d'achat datée du 02 septembre 2025, émise par la SRL BXL CONSULTING FINANCE IMMOBILIERE pour un montant de 220.000 EUR, a été reçue ;

Considérant que le montant de l'offre d'achat est inférieur à l'estimation du CAIR ;

Considérant que le soumissionnaire justifie son offre par les coûts importants liés à la mise en conformité et l'amélioration énergétique du bien (certificat PEB F (303 kWh/m²/an) à prévoir, travaux d'isolation, d'électricité, de chauffage, de menuiseries, de toiture nécessaires);

Considérant que la Commune s'est tournée vers le Fonds du Logement pour savoir s'il était intéressé à acheter le bien et que ce dernier a décliné ;

Considérant que la régularisation de la situation nécessiterait des travaux de réhabilitation trop coûteux pour l'administration communale et que dès lors ceux-ci n'ont pas été budgétisés ;

Considérant que la période de validité de l'estimation du CAIR étant dépassée, une nouvelle estimation a été requise ;

Vu l'actualisation de l'estimation en date du 16 janvier 2026 à 310.000 EUR ;

Considérant que le bien ne peut rester vide plus longtemps au regard de la crise du logement que connaît la région bruxelloise ;

Considérant que pour une meilleure optimisation, il y a lieu de revoir le mode de vente de gré à gré par voie de vente publique, conformément à la réglementation en vigueur, afin d'assurer transparence et équité entre les acquéreurs potentiels ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 05 mars 2026 ;

DECIDE

Article 1 :

De procéder à la vente publique, de la maison d'habitation située chaussée de Ninove, 100 (cadastrée sous la 3ème division, section B, parcelle 939/W d'une superficie de 166 m²) ;

Article 2 :

De fixer le prix de départ de la vente publique à 310.000 EUR ;

Article 3 :

De retirer le bien de la vente publique si le prix atteint est inférieur à l'estimation et, le cas échéant, de poursuivre la procédure par voie de gré à gré.

Article 4 :

D'affecter le produit de la vente à l'article budgétaire 9220/761-60 du budget communal extraordinaire.

De transmettre la présente délibération à l'Autorité de tutelle régionale.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

**Gemeentelijke eigendommen - Verkoop van een woning gelegen
Ninoofsesteenweg 100 - Wijziging van de verkoopwijze - Uitstel van 20/05/2026.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien zijn besluit van 25 september 2024 (012/25.09.2024/A/0012):

Artikel 1:

Goedkeuren met de verkoop via onderhandse procedure, met voorafgaande bekendmaking, van het woonhuis, gemeentelijk eigendom, gelegen Ninoofsesteenweg 100 (ingeschreven onder de 3de afdeling, sectie B, perceel 939/W met een oppervlakte van 166 m²) ;

Artikel 2:

De minimumverkoopprijs vast te stellen op 290.000 EUR;

Gezien het advies van het gewestelijk Aankoopcomité van 18 april 2024, waarin de waarde van het onroerend goed wordt geschat op 290.000 EUR;

Overwegende dat het onroerend goed het voorwerp uitmaakte van een onderhandse verkoopprocedure, met voorafgaande bekendmaking op 16 juni 2025 via de verschillende gemeenten;

Overwegende dat er binnen de gestelde termijn, namelijk 14 juli 2025, geen koopaanbod is ingediend;

Overwegende dat op 26 augustus 2025 een nieuwe publicatie is verschenen met een vervaldatum op 30 september 2025;

Overwegende dat er slechts één koopbod is ontvangen, gedateerd 2 september 2025, uitgebracht door SRL BXL CONSULTING FINANCE IMMOBILIERE voor een bedrag van 220.000 EUR;

Overwegende dat het bedrag van het koopbod lager is dan de schatting van het gewestelijk Aankoopcomité;

Overwegende dat de bieder zijn bod rechtvaardigt door de hoge kosten voor het in overeenstemming brengen en de energieverbetering van het onroerend goed (EPC-certificaat F (303 kWh/m²/jaar) te verbeteren, nodige werkzaamheden op het gebied van isolatie, elektriciteit, verwarming, schrijnwerk en dakbedekking);

Overwegende dat de gemeente zich tot het Woningfonds heeft gewend om te informeren of het geïnteresseerd was in de aankoop van het pand en dat het Woningfonds dit heeft afgewezen;

Overwegende dat het in orde brengen van de situatie renovatiewerkzaamheden zou vereisen die te duur zijn voor het gemeentebestuur en daarom niet in de begroting zijn opgenomen;

Overwegende dat de schatting van het gewestelijk Aankoopcomité zijn geldigheidsduur heeft overschreden en dat een nieuwe schatting nodig is;

Gezien de actualisering van de schatting op 16 januari 2026, waarbij de waarde van het pand op 310.000 EUR wordt geraamd;

Overwegende dat het pand gezien de huisvestingscrisis in het Brussels Gewest niet langer leeg mag blijven staan;

Overwegende dat het voor een betere optimalisatie wenselijk is om de onderhandse verkoop te herzien door middel van een openbare verkoop, in overeenstemming met de geldende regelgeving, om transparantie en gelijkheid tussen potentiële kopers te waarborgen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 maart 2026;

BESLUIT :

Artikel 1:

Over te gaan tot de openbare verkoop van de woning gelegen Ninoofsesteenweg 100 (gekadastraerd onder de 3e afdeling, sectie B, perceel 939/W met een oppervlakte van 166 m²;

Artikel 2:

De startprijs van de openbare verkoop vast te stellen op 310.000 EUR;

Artikel 3:

Het gemeentebestuur te machtigen om het onroerend goed uit de openbare verkoop te halen indien de bereikte prijs lager is dan de schatting en, in voorkomend geval, de procedure onderhands voort te zetten.

Artikel 4:

De opbrengst van de verkoop toe te wijzen aan begrotingsartikel 9220/761-60 van de buitengewone gemeentebegroting.

Deze beslissing door te geven aan de regionale toezichthoudende autoriteit.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0031

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Propriétés communales - Avenue De Roovere 9, 1080 Bruxelles - Location d'un
espace CASCO au rez-de-chaussée du bâtiment du Centre de Quartier
Pythagoras par la société « AZ Nova» - Convention de mise à disposition de local
- Report du 20/05/2026.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17 mars 2026 décidant de prendre acte de la proposition du jury de sélectionner Monsieur ANDICH Zakarija pour l'occupation de l'espace CASCO à destination HoReCa situé dans le bâtiment « Centre de Quartier Pythagoras » sis Avenue De Roovere 9, 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention de mise à disposition de local entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et Monsieur ANDICH Zakarija administrateur de la société « AZ Nova », dont le numéro d'entreprise est 1034.720.378 et dont l'adresse du siège social est Quai du Commerce 25, 1000 Bruxelles, pour une durée de 9 ans ;

Considérant qu'en vertu de cette convention de mise à disposition de local, le montant du loyer mensuel pour cette location peut être fixé à la somme de 1500,00 EUR et ce à partir du 01 juillet 2026 ;

Considérant qu'en vertu de cette convention de mise à disposition de local, Monsieur ANDICH Zakarija effectuera les travaux d'aménagement de l'espace CASCO à ses frais et fera installer en prenant à son nom les compteurs d'eau et d'électricité ;

Considérant que cette convention de mise à disposition de local a été soumis au service des Affaires juridiques ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 09 avril 2026 ;

D E C I D E :

Article 1 :

D'approuver le projet de bail commercial avec la société « AZ NOVA» (1034.720.378), pour l'occupation et l'aménagement de l'espace CASCO à destination HoReCa situé dans le bâtiment « Centre de Quartier Pythagoras » sis Avenue De Roovere 9, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, pour une durée de 9 ans et ce à partir du 01 juillet 2026 ;

Article 2 :

De fixer le montant mensuel du loyer à la somme de 1500,00 EUR ;

Article 3 :

D'inscrire les recettes à l'article 9220/163-01 (1500,00 EUR loyer) du budget ordinaire 2026.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - De Rooverelaan 9, 1080 Brussel - Verhuur van een CASCO-ruimte op de begane grond van het gebouw van het Wijkcentrum Pythagoras door de vennootschap „AZ Nova“ - Overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van de ruimte - Uitstel van 20/05/2026.**

DE RAAD,

Gezien de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het besluit van het College van burgemeester en schepenen van 17 maart 2026, waarin wordt besloten kennis te nemen van het voorstel van de jury om de heer ANDICH Zakarija te selecteren voor de exploitatie van de CASCO-ruimte bestemd voor horeca, gelegen in het gebouw „Wijkcentrum Pythagoras“ aan de De Rooverelaan 9, 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat het derhalve wenselijk is een overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van lokalen te sluiten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de heer ANDICH Zakarija, bestuurder van de vennootschap „AZ Nova“, met ondernemingsnummer 1034.720.378 en met maatschappelijke zetel te Handelskaai 25, 1000 Brussel, voor een duur van 9 jaar;

Overwegende dat krachtens deze overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van ruimten de maandelijkse huurprijs voor deze huur met ingang van 1 juli 2026 kan worden vastgesteld op een bedrag van 1500,00 EUR;

Overwegende dat de heer ANDICH Zakarija krachtens deze overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van ruimten op eigen kosten de inrichtingswerkzaamheden van de CASCO-ruimte zal uitvoeren en de water- en elektriciteitsmeters op zijn naam zal laten installeren;

Overwegende dat deze overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van lokalen is voorgelegd aan de dienst Juridische Zaken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 april 2026;

BESLUIT:

Artikel 1 :

De ontwerp-huurovereenkomst met de vennootschap „AZ NOVA“ (1034.720.378), voor het gebruik en de inrichting van de casco-ruimte bestemd voor horeca, gelegen in het gebouw "Centre de Quartier Pythagoras" gezeten De Rooverelaan 9, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren voor een duur van 9 jaar, met ingang van 1 juli 2026;

Artikel 2 :

De maandelijkse huurprijs vast te stellen op 1500,00 EUR;

Artikel 3 :

De inkomsten op te nemen onder post 9220/163-01 (1500,00 EUR huur) van de gewone begroting 2026.

Dit besluit wordt toegezonden aan de toezichthoudende autoriteit overeenkomstig artikel 7 van het besluit van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht

op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0032

Direction Prévention

Bibliothèque néerlandophone « De Boekenmolen » - Accord de principe pour l'approbation de la convention relative à la déclaration de la rémunération pour droit de prêt public via Cultuurconnect.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 8 mars 2024 relatif à la culture supralocale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement flamand du 26 avril 2024 portant exécution du décret du 8 mars 2024 relatif à la culture supralocale ;

Vu l'Arrêté royal du 13 décembre 2012 relatif au droit de prêt public ;

Vu la lettre du Département Culture, Jeunesse & Médias en date du 29 octobre 2025, informant l'administration communale que le Gouvernement flamand ne prendra plus en charge, à partir du 1er janvier 2026, le calcul centralisé et le paiement de la rémunération pour droit de prêt des bibliothèques publiques ;

Vu que cette lettre a été remise au secrétaire communal lors de la réunion de concertation avec le bourgmestre, les échevins et les services culturels le 18 novembre 2025 (économies potentielles pour l'année 2026) ;

Vu la disposition prévoyant que la responsabilité financière, administrative et juridique de la déclaration annuelle et du paiement à la société de gestion représentative désignée par la loi (Reprobel) incombe désormais aux autorités locales ;

Vu le projet de convention proposé pour la déclaration centralisée auprès de Reprobel ainsi que pour le calcul et le paiement centralisés de la rémunération pour droit de prêt public par Cultuurconnect, dont le siège est établi à 9000 Gand, Miriam Makebaplein 1 ;

Considérant que Cultuurconnect collecte les données relatives aux collections et aux prêts des bibliothèques publiques néerlandophones de la commune, calcule la redevance due par la bibliothèque néerlandophone communale au titre du droit de prêt public et transmet ces données à Reprobel ;

Considérant que chaque bibliothèque bruxelloise et flamande peut adhérer à cette convention ;

Considérant que cette convention est conclue initialement jusqu'au 31 décembre 2027 et est ensuite résiliable annuellement ;

Considérant qu'une déclaration centralisée via Cultuurconnect est de nature à réduire considérablement la charge de travail du personnel de la bibliothèque ;

Considérant que si les bibliothèques publiques qui déclarent et paient la redevance de prêt public via Cultuurconnect représentent ensemble au moins 10 % de la collection

globale ou des prêts globaux de l'ensemble des institutions publiques de prêt de la Communauté flamande, une réduction de 5 % sera accordée sur le montant dû ;

Considérant que le montant à calculer annuellement est inscrit au budget à l'article 7671/124-02 ;

Considérant que — à titre d'exemple du montant en jeu — la déclaration 2026 (avec 2024 comme année de référence) porte sur un montant estimé à 3 231,03 € ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'adhérer à la déclaration centralisée de la redevance de prêt public pour Reprobel via Cultuurconnect, établie à 9000 Gand, Miriam Makebaplein 1.

La présente décision sera transmise au service des finances ainsi qu'à la bibliothèque publique « De Boekenmolen ».

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Directie Preventie

Nederlandstalige bibliotheek De Boekenmolen - Principesakkoord goedkeuring overeenkomst aangifte vergoeding voor openbaar leenrecht via Cultuurconnect.

DE RAAD,

Gelet op het Bovenlokaalcultuurdecreet van 8 maart 2024;

Gelet op het Besluit van de Vlaamse regering van 26 april 2024 over het Bovenlokaalcultuurdecreet van 8 maart 2024;

Gelet op het Koninklijk Besluit d.d. 13 december 2012 betreffende Openbaar Leenrecht;

Gelet op de brief van het Departement Cultuur, Jeugd & Media d.d. 29/10/2025, waarin het gemeentebestuur op de hoogte wordt gebracht dat de Vlaamse overheid vanaf 1 januari 2026 de centrale berekening en betaling van de leenvergoeding voor de openbare bibliotheken niet meer op zich neemt;

Gelet dat de brief overhandigd is aan de gemeentesecretaris tijdens het overleg met de burgemeester en de schepenen op 18/11/2025 en de culturele diensten (mogelijke besparingen voor het jaar 2026);

Gelet op de bepaling dat de financiële, administratieve en juridische verantwoordelijkheid voor de jaarlijkse aangifte bij en betaling aan de krachtens de Wet aangestelde representatieve beheersvennootschap (Reprobel) voortaan bij de lokale besturen ligt;

Gelet op de door voorgestelde overeenkomst voor de centrale aangifte bij Reprobel en centrale berekening en betaling van de openbare leenvergoeding door Cultuurconnect, Miriam Makebaplein 1, Miriam 9000 Gent;

Overwegende dat Cultuurconnect de collectie- en uitleengegevens van de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheken verzamelt, de door de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek verschuldigde vergoeding voor openbaar leenrecht berekent en deze gegevens doorgeeft aan Reprobel;

Overwegende dat elke Brusselse en Vlaamse bibliotheek kan aansluiten op deze overeenkomst;

Overwegende dat deze overeenkomst initieel loopt t.e.m. 31 december 2027 en nadien jaarlijks opzegbaar is;

Overwegende dat een centrale aangifte via Cultuurconnect de werklast voor het bibliotheekpersoneel aanzienlijk kan verminderen;

Overwegende dat, indien de openbare bibliotheken die de vergoeding voor openbaar leenrecht aangeven en betalen via Cultuurconnect samen minstens 10% van de globale collectie of van de globale uitleningen van alle openbare uitleeninstellingen in de Vlaamse Gemeenschap vertegenwoordigen, een vermindering van 5% op het verschuldigde bedrag zal worden toegekend;

Overwegende dat het jaarlijks te berekenen bedrag begroot wordt op het artikel 7671/124-02;

Overwegende dat -bij wijze van voorbeeld over welk bedrag het gaat- de aangifte 2026 (met referentiejaar 2024) het geraamde bedrag van €3231,03 betreft;

Besluit :

Enig artikel:

Toe te treden tot de gecentraliseerde aangifte van de openbare leenvergoeding voor Reprobel via Cultuurconnect, Miriam Makebaplein 1, 9000 Gent.

Onderhavige beslissing zal overgemaakt worden aan de dienst financiën en O.B. De Boekenmolen

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0033

Direction Prévention

Jeunesse - Processus de réinstauration du Conseil des jeunes - Cadre général - Report du 20/05/2026.

LE CONSEIL,

Vu la déclaration générale portant sur les politiques de jeunesse pour la mandature 2024-2030, il est prévu l'organisation et la mise en place d'un Conseil des jeunes.

Considérant la volonté de faire du Service jeunesse un service de première ligne qui agit sur le terrain en collaboration avec les organisations de jeunesse, de cohésion sociale, de culture, d'enseignement et de prévention ;

Considérant que le Service jeunesse, dans ses missions, poursuivra son soutien aux groupes de jeunes dans la réalisation de leurs projets (associatifs, citoyens, sportifs et/ou culturels).

Considérant que le Service jeunesse mènera une analyse concertée avec tous les acteurs susmentionnés pour mieux comprendre leurs besoins et attentes ;

Considérant que cette analyse s'est nourrie des expériences précédemment et tenant compte des évaluations et des actions qui ont pu être menées ;

Considérant qu'un soutien au Conseil des jeunes sera mis en place en lui attribuant un budget participatif celui-ci faisant partie intégrante des budgets initiaux du service, pour encourager ses initiatives et projets, ce conseil doit être un véritable outil d'expression et de participation citoyenne, travaillant en étroite collaboration avec les maisons de jeunes, maisons de quartier, associations et acteurs culturels pour valoriser des projets et actions.

Considérant après analyse des modalités ci-dessous permettant la réinstauration du Conseil des jeunes ;

Considérant la note élaborant les contours de l'organisation, en incluant les aspects liés à la temporalité opérationnelle, rédigée comme suit:

1. Etapes préalables

- L'appel à candidature pour le Conseil des jeunes sera précédé d'une courte consultation en ligne. Celle-ci aura pour but de récolter des données permettant de mesurer les centres d'intérêt du public cible.
- Cette approche participative permettra de puiser de l'inspiration dans les éléments prioritaires et les points d'attention qui orienteront la réflexion, les premières orientations ainsi que les sujets abordés ou construire les projets par le futur conseil des jeunes et ses éventuelles commissions ;
- Cette consultation renforcera la promotion pour la constitution d'un nouveau Conseil de jeunes et ainsi mobiliser les futur•e•s candidat•e•s.
- La consultation en ligne servira également de support à une rencontre associant le secteur associatif et des jeunes (qui seront invités lors la consultation en ligne) en vue d'échanges et d'approfondissement de la réflexion. Les anciens membres des conseils précédents seront associés à un moment spécifique du processus.
- La consultation aura lieu durant le premier trimestre 2026. Un traitement des résultats sera assuré et une communication sera faite.

2. Public Cible et Conditions d'éligibilité

- Age : 15 à 23 ans.
- Parité : l'objectif tendra à une parité parfaite (c.à.d. 50/50) du point de vue du genre.
- Représentativité territoriale : effective du point de vue territorial. (Lieux de résidence subdivisés en 4 quartiers : Centre, Maritime, Zone sud-ouest, Karreveld)
- Désignation : tirage au sort.
- Bilinguisme : une attention permanente portera sur le bilinguisme.
- Résident•e•s molenbeekoï•e•s

3. Nombre de membres :

- 45 représentant•e•s, à l'image du nombre de personnes siégeant au conseil communal. Du point de vue fonctionnel, les membres se réuniront en plénière et/ou en commissions thématiques suivants les intérêts spécifiques de chaque membre impliqué.
- Une réserve pourrait être constituée pour assurer le nombre de 45 membres. Il pourrait faire appel aux candidat•e•s non-repris•e•s au sort lors de la première désignation.
- Exercice de mandat : à titre gratuit

4. Durée et déroulement du mandat :

- La durée du mandat est de deux ans et six mois maximum. Le Service jeunesse en assure l'accompagnement méthodologique.
- La première année est dévolue à la formation du groupe, son organisation, éventuellement la mise en place des commissions, etc...
- En fin de première année, un rapport d'activités sera présenté au Conseil communal par le conseil des jeunes. Il fera l'état des lieux des initiatives développées et ses perspectives.
- La seconde année sera organisée autour de la réalisation d'un projet collectif qui a une portée locale et/ou supra-locale, en fonction des thématiques retenues et des formations travaillées la première année. Celui-ci sera soumis à l'approbation du Collège qui assurera via le service jeunesse (accompagnement méthodologique,

budget participatif, mise à disposition d'infrastructures, ...).

- En fin de mandat, le Conseil présentera le résultat de son projet collectif au conseil communal.
- Afin de permettre l'avènement d'un nouveau conseil des jeunes, un temps d'évaluation est organisé dans un délai maximal de 6 mois après la deuxième année de mandat.
- Les membres du Conseil des jeunes devront adhérer à un règlement d'ordre intérieur, proposé par le Collège, dans lequel seront intégrés des éléments internes de fonctionnement, des règles déontologiques et éthiques.
- L'appel à candidatures sera lancé courant deuxième trimestre 2026. Les débuts des travaux du conseil seront précédés d'un moment officiel d'installation de l'organe devant le conseil communal.

DECIDE :

Article 1

D'approuver la note "Processus de réinstauration du Conseil des jeunes"

Article 2

D'autoriser la création de supports spécifiques (tels que logo, une page Instagram, un site Internet, ...) en lien avec la démarche et afin de s'assurer une meilleure promotion de la dynamique participative escomptée, en prenant en charge les frais y afférents

La présente sera transmise aux services de la communication, des finances et de l'imprimerie.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Directie Preventie

Jeugd - Procedure voor de herinvoering van de Jeugdraad - Algemeen kader - Uitstel van 20/05/2026.

DE RAAD,

Gezien de algemene verklaring inzake het jeugdbeleid voor de ambtstermijn 2024-2030, is voorzien in de organisatie en oprichting van een Jeugdraad.

Overwegende dat de Jeugddienst een eerstelijnsdienst moet worden die in het veld actief is in samenwerking met organisaties op het gebied van jeugd, sociale cohesie, cultuur, onderwijs en preventie;

Overwegende dat de Jeugddienst, in het kader van zijn taken, zijn steun aan jongerengroepen bij de uitvoering van hun projecten (verenigings-, burger-, sport-en/of culturele projecten) zal voortzetten.

Overwegende dat de Jeugddienst een gezamenlijke analyse zal uitvoeren met alle bovengenoemde actoren om hun behoeften en verwachtingen beter te begrijpen;

Overwegende dat deze analyse is gebaseerd op eerdere ervaringen en rekening houdt met de evaluaties en de maatregelen die zijn genomen;

Overwegende dat er steun aan de Jeugdraad zal worden verleend door deze een participatief budget toe te kennen dat integraal deel uitmaakt van de oorspronkelijke begrotingen van de dienst, teneinde de initiatieven en projecten ervan aan te moedigen; deze raad moet een echt instrument voor burgerparticipatie en meningsuiting zijn, dat nauw samenwerkt met jeugthuizen, wijkthuizen, verenigingen en culturele actoren om projecten en acties te valoriseren.

Overwegende dat na analyse van de onderstaande modaliteiten de Jeugdraad opnieuw kan worden ingesteld;

Overwegende de nota waarin de contouren van de organisatie worden uitgewerkt, met inbegrip van de aspecten met betrekking tot de operationele tijdsduur, als volgt opgesteld:

1. Voorbereidende stappen

- De oproep tot kandidaatstelling voor de Jeugdraad wordt voorafgegaan door een korte online-raadpleging. Deze heeft tot doel gegevens te verzamelen waarmee de interesses van de doelgroep in kaart kunnen worden gebracht.
- Deze participatieve aanpak zal het mogelijk maken om inspiratie te putten uit de prioriteiten en aandachtspunten die richting zullen geven aan de reflectie, de eerste beleidslijnen en de behandelde onderwerpen, of om projecten op te zetten door de toekomstige Jeugdraad en zijn eventuele commissies;
- Deze raadpleging zal de promotie voor de oprichting van een nieuwe Jeugdraad versterken en zo toekomstige kandidaten mobiliseren.
- De online raadpleging zal ook dienen als basis voor een bijeenkomst waarbij de verenigingssector en jongeren (die tijdens de online raadpleging zullen worden uitgenodigd) samenkomen om van gedachten te wisselen en de discussie te verdiepen. Voormalige leden van eerdere raden zullen op een specifiek moment in het proces worden betrokken.
- De raadpleging vindt plaats in het eerste kwartaal van 2026. De resultaten zullen worden verwerkt en er zal hierover worden gecommuniceerd.

2. Doelgroep en toelatingsvoorwaarden

- Leeftijd: 15 tot 23 jaar.
- Gendergelijkheid: er wordt gestreefd naar volledige gendergelijkheid (d.w.z. 50/50).
- Territoriale vertegenwoordiging: effectief vanuit territoriaal oogpunt. (Woonplaatsen onderverdeeld in 4 wijken: Centrum, Maritiem, Zuidwest, Karreveld)
- Selectie: loting.
- Tweektaligheid: er zal voortdurend aandacht worden besteed aan tweetaligheid.
- Inwoners van Molenbeek

3. Aantal leden:

- 45 vertegenwoordigers, net als het aantal leden van de gemeenteraad. Functioneel gezien zullen de leden bijeenkomen in de plenaire vergadering en/of in thematische commissies, afhankelijk van de specifieke belangen van elk betrokken lid.
- Er zou een reserve kunnen worden aangelegd om het aantal van 45 leden te garanderen. Hierbij zou een beroep kunnen worden gedaan op kandidaten die bij de eerste benoeming niet door de loting zijn geselecteerd.
- Uitoefening van het mandaat: op vrijwillige basis

4. Duur en verloop van het mandaat:

- De duur van het mandaat bedraagt maximaal twee jaar en zes maanden. De Jeugddienst zorgt voor de methodologische begeleiding.
- Het eerste jaar is gewijd aan de vorming van de groep, de organisatie ervan, eventueel de oprichting van commissies, enz.
- Aan het einde van het eerste jaar zal de jeugdraad een activiteitenverslag voorleggen aan de gemeenteraad. Daarin wordt een stand van zaken gegeven van de ontwikkelde initiatieven en de vooruitzichten.
- Het tweede jaar zal worden georganiseerd rond de uitvoering van een

collectief project met een lokale en/of bovenlokale reikwijdte, afhankelijk van de gekozen thema's en de opleidingen die in het eerste jaar zijn gevolgd. Dit project zal ter goedkeuring worden voorgelegd aan het College, dat via de Jeugddienst (methodologische begeleiding, participatief budget, terbeschikkingstelling van infrastructuur, ...) de nodige ondersteuning zal bieden.

- Aan het einde van de ambtstermijn zal de Raad de resultaten van zijn gezamenlijke project aan de gemeenteraad voorleggen.
- Om de vorming van een nieuwe Jeugdraad mogelijk te maken, wordt er uiterlijk zes maanden na het tweede jaar van de ambtstermijn een evaluatiemoment georganiseerd.
- De leden van de Jeugdraad moeten zich houden aan een huishoudelijk reglement, voorgesteld door het College, waarin interne werkingselementen, deontologische en ethische regels zijn opgenomen.
- De oproep tot kandidaatstelling zal in de loop van het tweede kwartaal van 2026 worden gelanceerd. Voorafgaand aan de start van de werkzaamheden van de raad zal er een officieel moment plaatsvinden waarop het orgaan voor de gemeenteraad wordt geïnstalleerd.

BESLUIT:

Artikel 1

De nota "Procedure voor de heroprichting van de Jeugdraad" goed te keuren

Artikel 2

De creatie van specifiek materiaal (zoals een logo, een Instagram-pagina, een website, ...) in verband met het initiatief toe te staan, teneinde een betere promotie van de beoogde participatieve dynamiek te waarborgen, waarbij de daarmee gepaard gaande kosten worden gedragen

Dit document wordt doorgestuurd naar de afdelingen Communicatie, Financiën en de Drukkerij.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

17.06.2026/A/0034

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse Enseignement francophone - Approbation du projet d'école - Ecole 13.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote en début de séance, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour ;

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'article 67 § 1er du Décret du 24 juillet 1997 précité dispose que :
« Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

- 1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs;
- 2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;
- 3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;
- 4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.

Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.

Dans l'enseignement fondamental, le projet d'établissement établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre l'élève, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire et le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical. [...] » ;

Vu la circulaire 9541 du 4 juillet 2025 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2025-2026 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son projet éducatif et son projet pédagogique. Chaque école élabore quant à elle son projet d'établissement » ;

;

Considérant que ce nouveau projet est l'aboutissement d'une démarche participative impliquant les différents intervenants de l'école ;

Considérant que le nouveau projet d'école a été approuvé par le Conseil de Participation de l'école n°13 en sa séance du 18 février 2025 une première fois et que sa mise à jour a été validée lors du Conseil de Participation de juin 2026.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le nouveau projet d'école de l'Ecole fondamentale francophone n°13 – *L'Ecole Qui Bouge*, approuvé en Conseil de Participation de l'école, en sa séance du 18 février 2025 et de juin 2026 ;

Article 2 :

De joindre un exemplaire de ce projet d'école à la présente.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd Franstalig onderwijs - Goedkeuring van de schoolprojecten nr. 13.

DE RAAD,

Na de toelating van de hoogdringendheid bij stemming aan het begin van de zitting, wordt dit punt, dat niet op de agenda stond;

Gelet op het Decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren die nodig zijn om deze te verwezenlijken;

Gelet op het opvoedkundig en pedagogisch project van het Inrichtend Bestuur van Sint-Jans-Molenbeek; Overwegende dat artikel 67, §1 van voormeld Decreet van 24 juli 1997 bepaalt dat: "Het schoolproject bepaalt het geheel van pedagogische

keuzes en bijzondere concrete acties die het onderwijsteam van de instelling wenst uit te voeren in samenwerking met alle actoren en partners bedoeld in artikel 69, §2, om de opvoedkundige en pedagogische projecten van het inrichtend bestuur te verwezenlijken. Het schoolproject wordt uitgewerkt rekening houdend met: 1° de leerlingen die in de instelling zijn ingeschreven, hun culturele en sociale kenmerken, hun behoeften en hun mogelijkheden in het proces van het verwerven van competenties en kennis; 2° de verwachtingen van de leerlingen en hun ouders inzake beroepsprojecten en verdere studies; 3° de sociale, culturele en economische omgeving van de school; 4° de natuurlijke omgeving, de wijk, de stad of het dorp waarin de school gevestigd is. Wanneer het gaat om een instelling voor gewoon onderwijs, bepaalt het schoolproject de pedagogische keuzes en de prioritaire acties die worden uitgevoerd om de integratie van leerlingen met specifieke behoeften te bevorderen, na voorafgaand overleg met het basisoverlegcomité voor de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de lokale paritaire commissie voor de officiële onderwijsinstellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of de lokale overleginstanties, of bij gebrek daaraan de vakbondsafvaardigingen voor de vrije onderwijsinstellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Het schoolproject is een instrument om de algemene en bijzondere doelstellingen van het decreet evenals de vereiste competenties en kennis te bereiken. In het basisonderwijs bepaalt het schoolproject de wijze waarop de communicatie wordt bevorderd tussen de leerling, de personen belast met het ouderlijk gezag of die juridisch of feitelijk de voogdij uitoefenen over de minderjarige die aan de leerplicht onderworpen is, en het onderwijzend personeel, het opvoedkundig hulp personeel en het psychologisch, sociaal en paramedisch personeel. [...]”;

Gelet op omzendbrief 9541 van 4 juli 2025 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs voor het schooljaar 2025-2026;

Overwegende dat de voormelde omzendbrief bepaalt dat “met inachtneming van de doelstellingen van het Missiedecreet, elk inrichtend bestuur zijn opvoedkundig project en pedagogisch project bepaalt. Elke school werkt op haar beurt haar schoolproject uit”; Overwegende dat dit nieuwe project het resultaat is van een participatieve aanpak waarbij de verschillende betrokkenen van de school werden betrokken;

Overwegende dat het nieuwe schoolproject een eerste keer werd goedgekeurd door de Participatieraad van school nr. 13 tijdens de zitting van 18 februari 2025 en dat de actualisering ervan werd gevalideerd tijdens de Participatieraad van juni 2026.

BESLIST:

Artikel 1:

Het nieuwe schoolproject van de Franstalige basisschool nr. 13 – L’Ecole Qui Bouge, goedgekeurd door de Participatieraad van de school tijdens de zitting van 18 februari 2025 en juni 2026, goed te keuren;

Artikel 2:

Een exemplaar van dit schoolproject als bijlage bij deze beslissing te voegen.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

17.06.2026/A/0035

**Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Enseignement francophone - Modification du R.O.I. des écoles et du règlement
de travail cadre de l’enseignement fondamental ordinaire - Adaptation de
l’horaire hebdomadaire.**

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote en début de séance, ce point ne figurant pas à

l'ordre du jour ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Considérant que la Fédération Wallonie-Bruxelles compte rendre obligatoire l'ajout d'une 29^e période dans l'horaire hebdomadaire des élèves (horaire de 28 périodes actuellement) ;

Considérant que l'intégration de cette 29^e période devait être rendue obligatoire il y a 2 années scolaires déjà, mais le pouvoir subsidiant a postposé cette mise en application ;

Considérant que la mise en application de cette 29^e période est prévue pour la rentrée 2027-2028 ;

Considérant toutefois que le groupe de travail a mis en évidence d'autres éléments de l'horaire qui devaient être modifiés ;

Considérant que le groupe de travail est constitué d'un membre de la Cellule Pédagogique, d'un membre de l'Instruction Publique et d'une délégation de directions (maternelles et primaires) ;

Considérant donc que le nouvel horaire ne porte que sur ces « autres » adaptations et n'intègre donc pas encore la 29^e période, celle-ci n'étant pas encore obligatoire par la FWB ;

Considérant que le projet de nouvel horaire :

a été validé à l'unanimité par les directions, en ayant consulté parallèlement leurs équipes ;

a été validé par la CoPaLoc, en séance du 18 mai 2026 et par échanges de mails ;

Considérant que les 3 syndicats-enseignement ont également sondé leurs affiliés ;

Considérant que l'horaire actuel et le futur nouvel horaire sont repris en pièces jointes ;

Considérant que les principales modifications portent sur :

un début de journée décalé de 10 minutes ;

le retrait du temps de récréation de l'après-midi, qui n'est appliqué nulle part.

Considérant que l'approbation de ce nouvel horaire doit impérativement avoir lieu lors du Conseil du mois de juin 2026, afin de pouvoir être d'application dès la rentrée 2026-2027 ;

Considérant qu'une fois le nouvel horaire validé, une communication sera faite aux parents et aux membres du personnel, avant la fin de l'année scolaire en cours, afin que les parents et les membres du personnel soient avertis des modifications.

DECIDE :

Article unique :

De valider le nouvel horaire hebdomadaire, dont les documents sont repris en pièces jointes.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalige onderwijs - Wijziging van het schoolreglement (R.O.I.) van de scholen en van het kaderarbeidsreglement van het gewoon basisonderwijs - Aanpassing van het wekelijkse uurrooster.

DE RAAD,

Na de toelating van de hoogdringendheid bij stemming aan het begin van de zitting, wordt dit punt, dat niet op de agenda stond;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren om deze te verwezenlijken;

Overwegende dat de Federatie Wallonië-Brussel de toevoeging van een 29ste lesuur in het wekelijkse uurrooster van de leerlingen verplicht wil maken

(momenteel bedraagt het uurrooster 28 lesuren);
Overwegende dat de invoering van dit 29ste lesuur reeds twee schooljaren geleden verplicht had moeten worden, maar dat de subsidiërende overheid de toepassing ervan heeft uitgesteld; Overwegende dat de invoering van dit 29ste lesuur voorzien is voor het schooljaar 2027-2028;
Overwegende echter dat de werkgroep andere elementen van het uurrooster heeft vastgesteld die eveneens aangepast moesten worden; Overwegende dat de werkgroep bestaat uit een lid van de Pedagogische Cel, een lid van het Openbaar Onderwijs en een delegatie van directies (kleuter- en lagere scholen);
Overwegende bijgevolg dat het nieuwe uurrooster enkel betrekking heeft op deze "andere" aanpassingen en dus nog geen rekening houdt met het 29ste lesuur, aangezien dit nog niet verplicht is opgelegd door de FWB;
Overwegende dat het ontwerp van het nieuwe uurrooster: • unaniem werd goedgekeurd door de directies, na gelijktijdig overleg met hun teams; • werd goedgekeurd door de CoPaLoc tijdens de vergadering van 18 mei 2026 en via e-mailuitwisselingen; Overwegende dat de drie onderwijsvakbonden eveneens hun leden hebben geraadpleegd;
Overwegende dat het huidige uurrooster en het toekomstige nieuwe uurrooster als bijlagen zijn opgenomen;
Overwegende dat de belangrijkste wijzigingen betrekking hebben op: • een met 10 minuten verschoven begin van de schooldag; • het schrappen van de namiddagpauze, die nergens wordt toegepast.
Overwegende dat de goedkeuring van dit nieuwe uurrooster noodzakelijkerwijs moet plaatsvinden tijdens de Raadszitting van juni 2026, zodat het vanaf de start van het schooljaar 2026-2027 van toepassing kan zijn;
Overwegende dat, zodra het nieuwe uurrooster is goedgekeurd, vóór het einde van het lopende schooljaar een mededeling zal worden gedaan aan de ouders en de personeelsleden, zodat zij op de hoogte worden gebracht van de wijzigingen.

BESLUIT :

Enig artikel :

Het nieuwe wekelijkse uurrooster goed te keuren, waarvan de documenten als bijlagen zijn opgenomen.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Catherine Moureaux entre en séance / treedt in zitting.

Hind Addi entre en séance / treedt in zitting.

Didier-Charles Van Merris entre en séance / treedt in zitting.

Khalid El Jaidi El Qazouy entre en séance / treedt in zitting.

17.06.2026/A/0036

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Question orale déposée par Madame Garcia Fernandez, Conseillère communale MR, relative aux bénévoles en contact avec les mineurs dans les écoles.- report du 20/05/2026

Mesdames et Messieurs les membres du Collège communal,

À la page 23 du dernier Molenbeek Info, il est fait la promotion de l'initiative des « Aidants Bénévoles Scolaires », ouverte à toute personne de plus de 18 ans souhaitant apporter son aide dans les écoles.

L'initiative paraît positive et généreuse sur le principe. Toutefois, elle soulève aussi des questions importantes en matière de sécurité et de protection des enfants.

Le texte indique qu'« il suffit d'avoir 18 ans » et que chacun peut s'engager, sans qualification particulière.

Or, lorsqu'il s'agit d'activités en contact direct avec des mineurs dans le cadre scolaire, il est essentiel de prévoir des garanties sérieuses afin d'éviter tout risque d'abus, d'influence malsaine ou de comportements inappropriés.

Dès lors, ma question est la suivante :

Quels sont les mécanismes de contrôle et de sélection prévus pour les personnes qui interviennent dans les écoles via ce dispositif ?

La production d'un extrait de casier judiciaire modèle 2 destiné aux activités en contact avec des mineurs est-elle obligatoire ?

Une vérification, un encadrement ou une formation minimale sont-ils prévus avant toute intervention auprès des enfants ?

Enfin, quelles mesures concrètes la commune et les écoles partenaires mettent-elles en place pour garantir la sécurité physique, psychologique et morale des élèves ?

Il est indispensable que la volonté d'ouvrir l'école à des bénévoles s'accompagne de garanties strictes afin que seuls des citoyens réellement bienveillants et dignes de confiance puissent intervenir auprès des enfants.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door mevrouw Garcia
Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende de vrijwilligers in contact met
minderjarigen in de scholen.- uitstel van 20/05/2026**

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0037 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Question orale déposée par Madame Garcia Fernandez,
Conseillère communale MR, relative à l'absence de désignation d'un
représentant de Molenbeek au sein de la Société Coopérative Intercommunale de
Crémation.- report du 20/05/2026**

Mesdames, Messieurs les membres du collège,

En parcourant les annexes du Moniteur belge relatives à la Société Coopérative Intercommunale de Crémation, publiées en août 2025, on découvre que toutes les communes associées ont procédé à la désignation ou au renouvellement de leurs représentants... sauf Molenbeek-Saint-Jean, pour laquelle il est indiqué noir sur blanc :

« pas reçu de désignation ».

C'est tout de même interpellant.

Parce qu'au-delà du caractère administratif, cette intercommunale prend des décisions concrètes : gestion du crématorium, investissements, tarifs, orientations budgétaires et qualité du service rendu aux familles. Autrement dit, lorsqu'une commune ne désigne personne, elle choisit de ne pas avoir de voix autour de la table.

Ma question est donc simple :

Comment le Collège explique-t-il que Molenbeek ait été absente de cette désignation officielle alors que les autres communes ont, elles, rempli leurs obligations ?

S'agit-il : d'un oubli, d'un dysfonctionnement administratif, d'un manque d'intérêt pour cette intercommunale, ou plus simplement d'un Collège trop désorganisé pour assurer correctement la représentation de la commune ?

Merci pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door mevrouw Garcia Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende het uitblijven van de aanstelling van een vertegenwoordiger van Molenbeek binnen de Intercommunale Coöperatieve Vennootschap voor Crematie.- uitstel van 20/05/2026**

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0038 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Zibouh, Conseiller**

communal TFA, relative à l'impact social de la politique de stationnement à Molenbeek-Saint-Jean.- report du 20/05/2026

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, chers collègues,

« 10 euros et 58 centimes. »

C'est par ce chiffre, précis et implacable, que je souhaite ouvrir mon intervention. Ce n'est pas le prix d'un luxe, c'est le montant qu'un citoyen doit désormais déboursier pour seulement deux heures de stationnement afin de rendre visite à ses parents ici, à Molenbeek.

Je me fais aujourd'hui l'écho fidèle d'une interpellation citoyenne reçue sur les réseaux sociaux. Ce citoyen, dont je rapporte ici les mots sans qu'ils ne soient les miens, exprime un sentiment de rupture profonde. Il décrit une majorité — je cite — « **PS-PTB-MAMA** » qui, selon ses termes, semble plus prompte à donner des leçons de justice sociale qu'à gérer les problèmes concrets de ceux qu'il appelle les « vrais Molenbeekois ».

Il affirme que les citoyens qui travaillent et qui ont grandi dans nos quartiers ont l'impression d'être devenus des « **vaches à lait** ». Plus inquiétant encore, il souligne que toute critique de cette gestion est systématiquement balayée par des qualificatifs de « **populiste** », de « **réac** » ou de « **pro MR** », alors qu'il ne s'agit pour lui que de simple bon sens et de respect pour le portefeuille des familles.

Une commune ne peut se gérer uniquement par des postures morales ; elle doit se gérer en respectant le lien social et la réalité financière de ses administrés. Dès lors, je vous adresse les questions suivantes :

- **Prise en compte des critiques** : Comptez-vous prendre en considération ces retours directs des citoyens pour trouver des solutions qui ne pénalisent plus les visites familiales ?
- **Révision tarifaire** : La majorité est-elle prête à revoir ses positions concernant ces tarifs de stationnement que certains de nos habitants jugent absurdes et déconnectés de la réalité ?
- **Évolution de la position** : Au-delà des slogans, quelles mesures concrètes comptez-vous prendre pour que les Molenbeekois ne se sentent plus punis lorsqu'ils circulent ou reçoivent leurs proches dans leur propre commune ?

Je vous remercie.

Hamza Zibouh

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door de heer Zibouh,
Gemeenteraadslid TFA, betreffende de sociale impact van het parkeerbeleid in
Sint-Jans-Molenbeek.- uitstel van 20/05/2026**

De Raad neemt kennis.

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative à la révision globale des services de téléphonie mobile pris en charge par l'Administration communale.- report du 20/05/2026

Il a récemment été communiqué aux membres du personnel communal bénéficiant d'un abonnement GSM pris en charge par la Commune qu'une révision globale des services de téléphonie mobile allait être menée, avec suspension annoncée des abonnements existants et introduction d'une procédure de réactivation sur base d'une demande motivée.

Cette décision suscite de nombreuses interrogations au sein du personnel concerné, notamment concernant les critères retenus pour maintenir ou supprimer certains abonnements professionnels, alors que plusieurs agents doivent rester joignables dans le cadre de leurs fonctions, y compris en dehors des heures de service.

Dès lors, le Collège peut-il préciser les motivations de cette réforme, les critères objectifs qui seront appliqués pour l'octroi ou le maintien des abonnements GSM professionnels, ainsi que les garanties prévues afin d'assurer un traitement équitable des demandes introduites par les agents ?

Merci pour vos réponses.

Didier Milis

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door de heer Milis, MR-Gemeenteraadslid, betreffende de globale herziening van de mobiele telefoniediensten ten laste van het Gemeentebestuur.- uitstel van 20/05/2026

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative à l'exemplarité du Collège en période de contraintes budgétaires.

Madame la Bourgmestre,

Alors que vous avez déclaré que la commune pourrait rencontrer des difficultés à assurer le paiement des salaires dès le mois de septembre, que des licenciements sont envisagés et que les travailleurs pourraient voir leur prime de fin d'année réduite, quelles mesures d'exemplarité et d'économies le Collège entend-il appliquer à ses propres dépenses de fonctionnement ?

Pouvez-vous notamment préciser :

- Le coût annuel des dépenses liées aux véhicules de fonction et notamment au leasing de votre véhicule de fonction
- Les frais de représentation

- Les fournitures destinées au Collège,
- Les économies qui pourraient être réalisées dans ces postes budgétaires avant de demander des efforts supplémentaires au personnel communal ?

Le Collège est-il prêt à réduire ou suspendre certaines de ces dépenses tant que la situation financière de la commune demeure préoccupante ?

Didier Millis Chef de groupe MR.

Conseiller communal.

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door de heer Milis,
gemeenteraadslid MR, betreffende de voorbeeldfunctie van het College in tijden
van budgettaire beperkingen.**

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0041 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Chehade, Conseiller
communal MR, en soutien au peuple libanais.- report du 20/05/2026**

Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean

Considérant :

les événements dramatiques et les conflits qui touchent actuellement le Liban ;

les nombreuses victimes civiles, les déplacés et les souffrances humaines causées par la guerre ;

les liens humains, culturels et historiques existants entre la Belgique, Bruxelles et la communauté libanaise ;

les valeurs de solidarité, de paix et de respect des peuples défendues par la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Le Conseil communal demande :

Que le drapeau libanais soit hissé temporairement sur le bâtiment de la maison communale comme symbole de solidarité avec le peuple libanais ;

Qu'un message officiel de soutien, de paix et de solidarité soit publié par la commune à destination du peuple libanais et de toutes les victimes civiles de la guerre ;

Que la commune réaffirme son attachement aux valeurs de paix, de dialogue entre les

peuples et de protection des populations civiles.

Message proposé :

« La commune de Molenbeek-Saint-Jean exprime son soutien et sa solidarité envers le peuple libanais face aux souffrances causées par la guerre. Nos pensées vont aux victimes civiles, aux familles touchées et à tous ceux qui aspirent à la paix, à la sécurité et à la dignité humaine. »

Le point est retiré de l'ordre du jour en l'absence de Monsieur Chehade.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de heer Chehade,
Gemeenteraadslid MR, ter ondersteuning van het Libanese volk.- uitstel van
20/05/2026

Het punt wordt van de dagorde gehaald wegens de afwezigheid van Mijnheer Chehade.

17.06.2026/A/0042 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par les groupes PTB, PS et MAMA pour
la préservation de repas scolaires complets, gratuits, sains et durables pour les
enfants de Molenbeek.- report du 20/05/2026

LE CONSEIL,

Considérant que suite au succès croissant d'appels à projets "repas complets gratuits" initiés à partir de 2018 dans les écoles fondamentales les plus précaires de Wallonie et Bruxelles, un décret a été voté le 19 octobre 2023^[1] permettant une politique plus structurelle de financement de repas complets, gratuits, sains et durables dans les écoles fondamentales ordinaires relevant de l'encadrement différencié, et les écoles fondamentales spécialisées ; que ce projet permettait aux écoles accueillant les enfants les plus défavorisés de leur permettre de bénéficier, sans frais à charge de leurs parents, de repas de qualité, variés et équilibrés chaque jour d'école ; qu'en 2025-2026, 429 implantations scolaires étaient entrées dans le dispositif^[2] ;

Considérant que ce décret a été adopté dans un contexte d'accroissement de la pauvreté des familles ayant de graves répercussions sur la précarité alimentaire touchant leurs enfants, et qu'il faisait mention d'études établissant que "24% des parents éprouvent des difficultés à nourrir leurs enfants" ^[3] ;

Considérant que 13,9 % des enfants belges de 6 à 11 ans sont en situation de privation matérielle sévère, qu'un parent sur 5 d'enfants de 3 à 9 ans n'a pas les moyens d'offrir une alimentation saine et équilibrée à ses enfant^[4] ; qu'en 2026 en Wallonie, une mère sur sept se prive parfois de manger à sa faim pour que son enfant puisse s'alimenter^[5] ;

Considérant l'impact d'une alimentation scolaire saine sur la santé et le bien-être des enfants, tant en termes de santé mentale (gestion des émotions, capacités de concentration) que physique (réduction de l'obésité, acquisition d'habitudes alimentaires plus saines) ;

Considérant que Sciensano a publié en juin 2025 les résultats d'une enquête alimentaire montrant qu'en Belgique, l'alimentation des enfants n'est pas en adéquation avec les recommandations en vigueur^[6] ;

Considérant par ailleurs l'impact essentiel d'une alimentation scolaire de qualité et accessible sur les conditions d'apprentissage des enfants ; le décret expliquant que *“les enfants qui n'ont pas accès à une alimentation suffisante et saine, n'ont pas l'énergie nécessaire pour se concentrer pendant les heures de cours”* ; le décret rapportant qu' *“il est constaté sur le terrain par des professeurs de la Communauté française que des enfants s'endorment en classe notamment car ils ne sont pas suffisamment bien nourris”* ; le décret rappelant que *“la nutrition modifie les performances scolaires pendant les années formatrices et peut altérer le mode de vie d'un enfant. Ce manque d'énergie pour apprendre et étudier se fait évidemment ressentir sur les résultats scolaires des élèves issus de familles précarisées en Communauté française”*^[7] ;

Considérant que la qualité nutritionnelle de l'alimentation fournie au travers de ce dispositif permettait non seulement aux enfants concernés de ne plus apprendre le ventre vide, mais aussi de recevoir une alimentation saine, équilibrée, diversifiée et de qualité ;

Considérant que ces projets, organisés dans les écoles accueillant les publics les plus défavorisés, étaient à même d'amener une réponse ciblée et efficace ;

Considérant que le dispositif passe par une production locale de l'alimentation fournie aux élèves, ce qui permet par ailleurs un soutien et des débouchés importants à nos agriculteurs wallons engagés dans des pratiques respectueuses de l'environnement et qui renforcent la résilience de nos territoires ; que les denrées sont transformées dans des légumeries, et les repas sont préparés par des cuisines de collectivités - autant de structures pourvoyeuses d'emplois locaux ; que par là, le dispositif est également bénéfique pour le développement territorial de nos régions ;

Considérant qu'une étude menée par le HIVA - KULeuven pour le compte de la Fondation Roi Baudouin a mis en évidence l'impact social du décret repas scolaires chauds, gratuits, sains et durables, ce dispositif permettant de réduire l'insécurité alimentaire des enfants, de renforcer leur bien-être, de développer le savoir-vivre dans les écoles, et d'améliorer la concentration des élèves^[8] ;

Considérant les récentes déclarations à ce sujet de Valérie Glatigny, Ministre de l'Éducation, assumant que *“l'égalité des chances passe évidemment par la gratuité des repas”* et le soulignant comme l'un des éléments ressortant de l'étude HIVA - KULeuven^[9] ;

Considérant que ce décret a été abrogé par un décret programme du 17 décembre 2025^[10], que le budget de 21,4 millions € affecté à cette politique a été supprimé, qu'en contrepartie de cette suppression, la possibilité a été ouverte aux écoles d'utiliser les moyens de fonctionnement complémentaires de l'encadrement différencié pour financer des repas “sains et durables” qui ne doivent plus être nécessairement ni complets ni gratuits, mais que les 8,2 millions € qui ont été ajoutés à ces moyens de fonctionnement complémentaires de l'encadrement différencié^[11], dont 760 établissements scolaires sont bénéficiaires, ne permettent pas d'assurer la viabilité des projets existants^[12] ;

Considérant que le décret a également voté des mesures transitoires mettant fin anticipativement aux projets dans lesquels des écoles s'étaient engagées pour une durée de 5 années^[13] ;

Considérant de ce fait que les repas scolaires organisés jusqu'ici dans ces écoles sont en danger ;

Considérant que l'article 24 de la Convention internationale relative aux droits de l'Enfant reconnaît "*le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible*" ce qui implique la lutte contre "*la malnutrition*" et "*la fourniture d'aliments nutritifs*" ; et que son article 27 reconnaît à tout enfant le droit "*à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social*" et qu'il énonce que les Etats "*adoptent les mesures appropriées [pour] mettre en oeuvre ce droit (...) et offrent, en cas de besoin, une assistance matérielle et des programmes d'appui, notamment en ce qui concerne l'alimentation*"^[14] ;

Considérant que l'article 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne reconnaît que "*les enfants ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être*" et que "*l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale*" dans tous les actes relatifs aux enfants^[15] ;

Considérant que l'article 17 de la Charte sociale européenne révisée engage les Etats à assurer aux enfants et aux adolescents "*les soins, l'assistance, l'éducation et la formation dont ils ont besoin, notamment en prévoyant la création ou le maintien d'institutions ou de services adéquats et suffisants à cette fin*"^[16] ;

Considérant que l'article 7 de la Garantie européenne pour l'enfance, dans laquelle s'est engagée la Belgique, fait de la fourniture d'au moins repas sain par jour d'école à tous les enfants dans le besoin, c'est-à-dire tous les enfants exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale, un de ses objectifs phares^[17] ;

Considérant que la Fédération Wallonie-Bruxelles a inscrit le projet de cantines scolaires permettant l'offre de repas gratuits de qualité nutritionnel à base de produit locaux dans des écoles fondamentales spécialisées ou de l'encadrement différencié comme la réalisation communautaire française de cet engagement européen^[18], que le projet "repas complets gratuits, sains et durables" a ainsi été inscrit tant dans le plan d'action national que les rapports bisannuels de suivi de la mise en œuvre de cette Garantie, que le vote du décret permettant une extension du dispositif est rapporté dans le rapport biennal 2024 de suivi de l'implémentation de la Garantie^[19] ;

Considérant que de très nombreuses organisations ont multiplié les inquiétudes et prises de position suite au définancement de la politique d'alimentation scolaire ; en ce compris la Ligue des familles, Ecole à table, le Délégué général aux droits de l'enfant, la FAPEO, l'UFAPEC, le MOC, les organisations syndicales des personnels de l'enseignement, les réseaux et associations de lutte contre la pauvreté, la Société scientifique de médecine générale, la Mutualité chrétienne^[20], Solidaris, la Fédération des maisons médicales^[21] ;

Considérant les inquiétudes formulées par une centaine de directions d'écoles concernées par le biais de diverses prises de positions publiques^{[22][23]} ;

Considérant que les inquiétudes et prises de position se sont également multipliées chez nos agriculteurs wallons et dans le secteur de la production alimentaire saine à destination des écoles avec des interventions de la FUGEA, de l'Union Nationale des Agriculteurs bio de Wallonie, des ceintures alimentaires, de FIAN Belgium, mais aussi d'opérateurs économiques de la transformation alimentaire et des cuisines collectives^[24] ;

Considérant que la ville de Molenbeek est impliquée dans ce projet avec 9 implantations scolaires,

Pour ces motifs, le Conseil communal de Molenbeek:

1. **Exprime** son opposition à la décision de la Fédération Wallonie-Bruxelles de supprimer le décret "repas complets, gratuits, sains et durables" à destination des écoles les plus défavorisées et de définancer cette politique
2. **Réaffirme** l'importance d'une alimentation scolaire de qualité qui soit concrètement accessible aux enfants sans discrimination, et donc a fortiori de l'organisation d'une offre de repas complets gratuits, sains et durables dans les écoles concernées
3. **S'inquiète** de l'absence de concertation menée dans le cadre de cette décision, laquelle a été menée sans vérification auprès des écoles ou des Pouvoirs organisateurs de la viabilité, pour les projets de repas scolaires, des économies décidées
4. **Souligne** que les écoles concernées n'ont été averties qu'en avril d'une décision esquissée en octobre et votée en décembre,
5. **Rappelle** que les projets de repas scolaires nécessitent des investissements parfois conséquents et se déploient sur le temps long,
6. **Exhorte** le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'assurer, pour la rentrée scolaire prochaine, la viabilité des projets existants, dans les 429 écoles bénéficiaires, et a fortiori, d'assurer que les projets dans lesquels les écoles avaient été engagées pour 5 ans puissent se poursuivre jusqu'à leur terme,
7. **Appelle** le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le gouvernement wallon et le gouvernement bruxellois à concerter tous les acteurs pertinents, afin de construire une véritable politique d'alimentation scolaire qui veille à ce que tous les élèves aient un accès réel à des repas scolaires de qualité.
8. **Charge** Madame la Bourgmestre de transmettre la présente motion à Madame la Ministre-Présidente Elisabeth Degryse, aux Ministres concernés, au Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et aux chefs de groupe parlementaires.

Adopté par le Conseil communal de Molenbeek le (date).

[1] http://www.galilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=51691

[2] <https://iodda.be/public/annexes/9113/document/fr>

[3] <https://archive.pfwb.be/1000000020d605d>

[4] https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/view/ilc_chmd01?category=livcon.ilc.ilc_md.ilc_chmd

[5] <https://isadf.iweps.be/index.php?action=indicateur&indicateur=07&type=1&droit=02>

[6] <https://www.sciensano.be/fr/biblio/enquete-de-consommation-alimentaire-2022-2023-rapport-de-synthese-sur-la-consommation-alimentaire-et>

[7] <https://archive.pfwb.be/1000000020d605d>

[8] <https://kbs-frb.be/fr/couts-et-avantages-des-repas-scolaires-chauds-sains-et-durable>

- [9] <https://archive.pfwb.be/100000020df056>
- [10] http://www.galilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=53841
- [11] https://budget-finances.cfwb.be/fileadmin/sites/dgbf/uploads/documents/budget_comptabilite/ressources/budgets/2026/Budget_des_depenses_2026_-_Initial.pdf
- [12] <https://liguedesfamilles.be/article/les-repas-scolaires-de-55-300-enfants-en-situation-de-pauvrete-en-danger>
- [13] http://www.galilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=53841
- [14] <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-child>
- [15] https://www.europarl.europa.eu/charter/pdf/text_fr.pdf
- [16] <https://rm.coe.int/168007cf94>
- [17] <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32021H1004#PP2Contents>
- [18] <https://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=25530&langId=fr>
- [19] <https://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=27547&langId=fr>
- [20] <https://www.lesoir.be/717207/article/2025-12-16/supprimer-les-repas-scolaires-gratuits-serait-une-erreur-durable-pour-la-sante>
- [21] <https://liguedesfamilles.be/storage/43365/2026-03-13-Faire-de-l'alimentation-scolaire-une-r%C3%A9elle-priorit%C3%A9.pdf>
- [22] <https://www.rtb.be/article/les-repas-scolaires-complets-offerts-aux-enfants-les-plus-precaires-de-federation-wallonie-bruxelles-en-danger-les-directions-s-expriment-11649669>
- [23] <https://www.lavenir.net/actu/belgique/politique/2026/04/15/fin-des-repas-gratuits-dans-lenseignement-differencie-un-retour-en-arriere-insupportable-estiment-les-ecoles-signataires-dune-lettre-ouverte-XAOT2ZAICZFKLGKHHV4OKDL75M/>
- [24] <https://liguedesfamilles.be/storage/43365/2026-03-13-Faire-de-l'alimentation-scolaire-une-r%C3%A9elle-priorit%C3%A9.pdf>

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de fracties PTB, PS en MAMA
voor het behoud van volledige, gratis, gezonde en duurzame schoolmaaltijden
voor de kinderen van Molenbeek.- uitstel van 20/05/2026

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Olivier Mahy quitte la séance / verlaat de zitting.
Hakim Aissati quitte la séance / verlaat de zitting.
Asma Boutaarourt quitte la séance / verlaat de zitting.
Arno Vervaet quitte la séance / verlaat de zitting.

17.06.2026/A/0043 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Adahchour, Conseiller
communal TFA, relative à la contribution volontaire des mandataires
communaux dans le cadre des efforts budgétaires de la Commune.

Le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean décide,

Considérant que :
- la situation financière de la Commune impose aujourd'hui la recherche de nouvelles

marges budgétaires ;

- des mesures d'économies sont envisagées ou annoncées, notamment au sein de l'administration communale ;
- ces mesures pourraient avoir un impact sur l'emploi, les primes, les avantages sociaux ou les conditions de travail du personnel communal ;
- les agents communaux assurent quotidiennement des missions essentielles au service de la population molenbeekoise ;
- l'effort budgétaire ne devrait pas reposer exclusivement sur les travailleurs de la Commune ;
- plusieurs formations politiques appliquent déjà des mécanismes de rétrocession des rémunérations ou indemnités de leurs mandataires au profit de leur organisation politique ;
- dans le contexte budgétaire actuel, il apparaît légitime d'examiner si ces moyens pourraient, sur une base volontaire, bénéficier directement à la collectivité molenbeekoise ;
- le Conseil communal ne dispose pas de la compétence lui permettant d'imposer une réduction des indemnités des mandataires ou une rétrocession obligatoire ;
- rien n'empêche toutefois les mandataires et les formations politiques de contribuer volontairement à l'effort collectif ;
- un tel geste constituerait un signal fort de solidarité envers le personnel communal et l'ensemble des citoyens de Molenbeek-Saint-Jean ;

Décide :

Article 1 :

Le Conseil communal décide de confier à la commission Finances - Administration du personnel, l'examen de pistes de contributions volontaires des mandataires communaux susceptibles de soutenir les finances de la commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2 :

La commission est chargée :

- d'examiner les différentes formes de contributions volontaires pouvant être envisagées ;
- d'évaluer leurs faisabilités juridiques et financières ;
- d'évaluer les montants potentiellement mobilisables ;
- d'estimer les montants potentiellement mobilisables ;
- de formuler le cas échéant des recommandations au Conseil communal.

Article 3 :

La commission transmettra ses conclusions au Conseil communal dans ses travaux ordinaires.

Article 4 :

La commission aura lieu entre le conseil d'août et celui de septembre.

Les amendements déposés en séances sont approuvés à l'unanimité.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de heer Adahchour,

Gemeenteraadslid TFA, betreffende de vrijwillige bijdrage van de gemeentelijke mandatarissen in het kader van de budgettaire inspanningen van de gemeente.

De tijdens de zitting ingediende amendementen zijn met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting.

17.06.2026/A/0044

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Motion déposée par le groupe MR, relative à la priorité à la préservation de l'emploi au sein de l'administration communale.

Le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean,

Vu

- La Nouvelle Loi Communale, notamment ses dispositions relatives aux compétences du Conseil en matière d'organisation des services et de contrôle de la gestion communale ;

- Le règlement général du personnel communal ;
- les dispositions budgétaires applicables aux communes bruxelloises et les obligations de bonne gestion financière ;

Considérant

- Que la Bourgmestre a indiqué que la commune pourrait ne plus être en mesure d'assurer le paiement des rémunérations du personnel à partir du mois de septembre ;

- Que des dizaines d'agents communaux seraient menacés de licenciement pour raisons budgétaires ;

- Qu'une partie de la prime de fin d'année pourrait ne pas être versée, au détriment des travailleurs concernés ;

- Que les agents statutaires et contractuels assurent les missions essentielles du service public communal et que leur maintien constitue une priorité ;

- Qu'il appartient au Conseil communal de veiller à une utilisation rigoureuse et responsable des deniers publics ;

- Que les dépenses liées aux cabinets politiques ne relèvent pas directement des missions fondamentales de l'administration communale ;

- Qu'il serait contraire aux principes de bonne gouvernance de réduire les effectifs des services administratifs et opérationnels tout en maintenant inchangés les effectifs des cabinets ;

- Que les efforts budgétaires doivent être répartis selon un principe de priorité accordé à la préservation des services à la population et de l'emploi administratif ;

Décide :

Article 1

De demander au Collège que toute mesure de réduction des dépenses de personnel soit appliquée en priorité aux effectifs des cabinets politiques avant d'envisager des suppressions de postes au sein des services administratifs et opérationnels de la commune.

Article 2

De demander au Collège de procéder à une réévaluation immédiate des effectifs et des moyens affectés aux cabinets politiques afin d'identifier les économies permettant de préserver l'emploi des travailleurs communaux.

Article 3

D'instaurer un moratoire immédiat sur tout nouvel engagement de collaborateurs au sein des cabinets politiques.

Article 4

De maintenir ce moratoire tant que subsiste un risque de licenciement pour raisons budgétaires au sein de l'administration communale ou une remise en cause des droits acquis des travailleurs, notamment en matière de prime de fin d'année.

Article 5

De demander au Collège de présenter au Conseil communal un état détaillé des effectifs des cabinets, de leur coût budgétaire et des économies susceptibles d'être réalisées afin de préserver les emplois au sein des services communaux.

Article 6

De charger le Collège de mettre en œuvre la présente motion et d'en assurer le suivi auprès du Conseil.

Le point est rejeté.

31 votants : 7 votes positifs, 24 votes négatifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de MR-fractie, betreffende de prioriteit voor het behoud van de werkgelegenheid binnen het gemeentebestuur.

Het punt wordt verworpen.

31 stemmers : 7 positieve stemmen, 24 negatieve stemmen.

17.06.2026/A/0045

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez, Conseillère communale MR, relative à la suppression de la ligne R29.- report du 20/05/2026

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Une décision importante en matière de mobilité est en train de passer presque inaperçue et pourtant, elle aura un impact direct sur le quotidien de nombreux Molenbeekois.

La ligne R29 de De Lijn ne traversera bientôt plus le centre de Sint-Jans-Molenbeek. Concrètement, cela signifie une perte de liaison directe avec Dilbeek pour de nombreux habitants.

Une question se pose immédiatement, quelle a été la réaction de notre commune ?

Selon De Lijn, les autorités locales avaient la possibilité d'introduire des remarques, des objections, voire de demander des adaptations.

La commune de Molenbeek l'a-t-elle fait ?

Si oui, lesquelles ?

Si non, pourquoi ?

À ce jour, aucune communication claire n'a été faite.

Aucune explication.

Aucune prise de position publique.

Et pourtant, les enjeux sont connus.

Oui, il y a des problèmes :

– des bus bloqués dans la circulation

– des tensions et des questions de sécurité sur certains tronçons

Mais précisément. c'est dans ces situations que l'on attend une commune qu'elle défende ses habitants. Pas qu'elle reste silencieuse pendant que des lignes disparaissent.

Ce n'est d'ailleurs pas un cas isolé.

La ligne de nuit N62, qui reliait auparavant Anderlecht (Erasme), traversait Molenbeek et allait jusqu'à l'aéroport, a déjà été raccourcie pour partir uniquement de Rogier.

Une ligne pourtant essentielle pour l'accès à l'emploi de publics plus fragiles.

Là aussi, la réaction politique a été pour le moins discrète.

Dès lors, mes questions sont les suivantes :

- La commune a-t-elle officiellement réagi au projet de modification de la ligne R29 ?

- Quelles démarches concrètes ont été entreprises auprès de De Lijn ?

- Une évaluation de l'impact pour les habitants a-t-elle été réalisée ?

- Quelles solutions alternatives sont envisagées pour maintenir l'accessibilité vers Dilbeek ?

- Enfin, comment le Collège compte-t-il éviter que ce type de décision se reproduise sans débat public ?

Molenbeek fait déjà face à des défis importants en matière de mobilité et d'accès à l'emploi.

Accepter silencieusement la suppression de liaisons ne peut pas être une réponse politique.

Les problèmes existent, personne ne les nie, mais ils doivent être résolus, pas servir de prétexte à un recul du service public.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria García Fernandez

Cheffe de file MR

Conseillère communale

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia

Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende de afschaffing van lijn R29.-

uitstel van 20/05/2026

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez,
Conseillère communale MR, relative à l'absence de budget communal.- report du
20/05/2026

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Nous sommes aujourd'hui au mois de mai... et toujours aucun budget communal présenté à ce conseil.

Ce retard n'est pas anodin. Il est même profondément préoccupant.

Le budget est l'acte politique central d'une majorité.

Ne pas être en mesure de le présenter après plusieurs mois d'exercice pose une question simple, où est le cap ?

En attendant, la commune fonctionne sous le régime des douzièmes provisoires.

Autrement dit, on gère au mois le mois, sans vision, sans projection, sans débat démocratique réel sur les priorités. Ce n'est pas une manière saine de gérer une commune.

Les douzièmes provisoires sont censés être une solution exceptionnelle, temporaire, pour faire face à un retard limité. Aujourd'hui, ils deviennent un mode de gestion prolongé. Cela traduit soit une incapacité à trancher, soit des désaccords internes, soit un manque de préparation. Dans tous les cas, ce n'est pas rassurant.

Pendant ce temps, les services tournent au ralenti, les projets sont bloqués ou reportés, et les citoyens n'ont aucune visibilité sur les choix qui les concernent directement.

Cette situation pose aussi une question de respect du conseil communal.

Nous sommes censés débattre, amender, voter un budget. Aujourd'hui, nous sommes tenus à l'écart des décisions structurantes, alors même que la commune continue à engager des dépenses.

Dès lors, mes questions sont simples :

- Pourquoi, au mois de mai, la majorité n'est-elle toujours pas en mesure de présenter un budget ?
- Combien de temps la commune compte-t-elle encore fonctionner sous douzièmes provisoires ?
- Quelles sont les conséquences concrètes de cette situation sur les services communaux et les projets en cours ?
- Et surtout, quand ce conseil sera-t-il enfin en mesure de débattre d'un budget clair, cohérent et assumé politiquement ?

Gouverner, c'est prévoir. Aujourd'hui, ce que nous voyons, c'est une gestion au jour le jour, sans cap lisible.

Merci pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia
Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende het ontbreken van een
gemeentebegroting.- uitstel van 20/05/2026**

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0047 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez,
Conseillère communale MR, relative au dîner de printemps des seniors.- report
du 20/05/2026**

Monsieur l'Échevin,

Je souhaite vous interpellier concernant votre décision relative à l'organisation de l'événement de printemps destiné aux seniors.

Vous avez en effet fait le choix de remplacer le traditionnel dîner, comprenant apéritif, plat, dessert et café, par un simple goûter, limité à une part de tarte accompagnée d'un café ou d'un thé.

Cette décision constitue une réduction importante de la qualité de l'activité proposée. Pourtant, le montant de la participation demandée reste inchangé, fixé à 5 euros.

Dans le même temps, il apparaît que de nombreux pensionnés, notamment dans le quartier de Semence Park Village, n'ont pas reçu d'invitation. Cette situation soulève un problème évident d'accès à l'information et d'égalité de traitement.

Dès lors, je souhaite vous poser les questions suivantes :

- Quelles sont les raisons précises qui ont motivé cette réduction de l'offre ?
- Comment justifiez-vous le maintien du tarif malgré une prestation nettement diminuée ?
- Comment expliquez-vous que certains seniors n'aient pas été informés de cet événement ?
- Quelles mesures comptez-vous prendre pour garantir, à l'avenir, une organisation équitable et transparente ?
- Pouvez-vous assurer que cette décision ne s'inscrit pas dans une logique plus large de réduction des activités destinées aux seniors ?

Au vu de ces éléments, cette situation donne le sentiment d'un recul dans l'attention portée à nos aînés, ainsi que d'une gestion pour le moins discutable.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria García Fernandez

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia
Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende het lentediner voor senioren.-**

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0048 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris,
Conseiller communal MR, relative au parc des Muses.- report du 20/05/2026

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite vous interpellier au sujet de la situation actuelle du Parc des Muses, qui suscite depuis plusieurs années des inquiétudes croissantes parmi les riverains.

Ce parc, qui devrait constituer un espace de détente et de convivialité au cœur d'un quartier densément peuplé, fait aujourd'hui l'objet de nombreuses plaintes. Les habitants dénoncent une dégradation progressive de l'état général du site, marquée notamment par un manque d'entretien et des infrastructures vieillissantes. Ces constats ont d'ailleurs été relayés dans la presse locale, où il est fait état d'une demande claire des riverains pour un parc plus propre et plus sûr.

Au-delà de cette situation générale, plusieurs problèmes concrets et persistants méritent une attention particulière.

La question des clôtures est régulièrement soulevée. Plusieurs riverains signalent qu'elles sont, à certains endroits, dégradées ou inefficaces, et que leur remplacement est attendu depuis plus d'un an. Cette défaillance a des conséquences directes sur l'accessibilité du parc.

En effet, malgré les heures de fermeture, le parc resterait facilement accessible en raison de ces défauts. Cette situation favoriserait des intrusions en dehors des heures autorisées et, selon de nombreux témoignages, permettrait l'installation d'activités illégales, notamment du trafic de stupéfiants.

Dans ce contexte, je souhaiterais vous poser les questions suivantes :

La commune a-t-elle connaissance de ces intrusions dans le parc en dehors des heures d'ouverture, ainsi que des activités qui y seraient liées ? Des constats ont-ils été établis par les services compétents ?

Quel est l'état actuel des clôtures du parc et pour quelles raisons leur remplacement ou leur réparation accuse-t-il un retard aussi important ? Un calendrier précis d'intervention peut-il être communiqué ?

Quelles mesures immédiates la commune entend-elle prendre afin de garantir le respect des heures de fermeture et de rétablir un niveau de sécurité acceptable pour les usagers et les riverains ?

Enfin, dans le cadre du projet de réaménagement du parc, comment ces problématiques concrètes seront-elles prises en compte afin d'éviter qu'elles ne perdurent ou ne se reproduisent ?

La situation actuelle contribue à un sentiment d'abandon et d'insécurité qui n'est pas acceptable pour un espace public de proximité. Il apparaît dès lors essentiel de rétablir des conditions d'usage normales, sûres et respectueuses pour l'ensemble des habitants.

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Van Merris

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris,
Gemeenteraadslid MR, betreffende het Muzenpark.- uitstel van 20/05/2026

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0049

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris,
Conseiller communal MR, relative au parc Albert.- report du 20/05/2026

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite vous interpellier concernant la situation du Parc Albert, qui pose aujourd'hui de réelles difficultés aux habitants du quartier.

Ce parc, qui devrait être un espace de détente et de convivialité, est de plus en plus perçu comme un lieu de nuisances et d'insécurité.

Plusieurs riverains nous signalent en effet que le parc, non clôturé, reste accessible en permanence. Cette situation entraîne des occupations nocturnes régulières, avec des rassemblements et des fêtes qui se prolongent tard dans la nuit, voire jusqu'au petit matin, au détriment de la tranquillité des habitants.

Au-delà des nuisances sonores, ces occupations donnent également lieu à des tensions et à des incidents.

Ces préoccupations ne relèvent pas uniquement d'un ressenti. Elles s'inscrivent dans un contexte plus large, puisque la presse a déjà relayé des faits graves survenus dans ce parc. Plusieurs bagarres y ont éclaté sur plusieurs jours, nécessitant l'intervention de la police et conduisant à plusieurs interpellations.

Ce type d'événements contribue à renforcer un sentiment d'insécurité chez les riverains et pose la question de la gestion de cet espace public.

Dans ce contexte, je souhaiterais vous poser les questions suivantes :

La commune a-t-elle connaissance des nuisances nocturnes régulières signalées par les riverains, notamment liées à des rassemblements et fêtes tardives dans le parc ?

Quelles mesures sont actuellement mises en place pour prévenir les troubles à l'ordre

public et éviter les violences, comme celles qui ont déjà été constatées dans ce parc ?

La configuration actuelle du parc, ouverte en permanence et sans contrôle d'accès, est-elle encore adaptée à la situation du quartier ?

Des solutions sont-elles envisagées pour mieux encadrer les usages du parc, notamment en soirée et durant la nuit ?

Une présence renforcée des services de prévention ou de police est-elle prévue afin de sécuriser les lieux et de rassurer les habitants ?

La situation actuelle interroge sur la capacité à garantir un usage apaisé et respectueux de cet espace public. Il apparaît dès lors nécessaire d'apporter des réponses concrètes afin de rétablir la tranquillité et la sécurité dans et autour du parc.

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Van Merris

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris,
Gemeenteraadslid MR, betreffende het Albertpark.- uitstel van 20/05/2026**

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0050 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez,
Conseillère communale MR, relative au site BAT.- report du 20/05/2026**

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite revenir sur le site BAT, un dossier important pour notre commune depuis de nombreuses années.

Ce site est régulièrement présenté comme un projet structurant, notamment via les développements portés avec citydev.brussels.

Mais aujourd'hui, sur le terrain, la situation reste difficile à lire.

Pendant une longue période, ce site a connu différentes occupations, révélatrices à la fois, de la pression sociale que connaît notre Région, et du manque d'anticipation dans la gestion de ce type de lieux en attente de reconversion.

Cela pose une double responsabilité publique, garantir des conditions humaines dignes, et éviter que des sites stratégiques restent durablement dans l'incertitude.

Par ailleurs, il reste aujourd'hui beaucoup de flou autour du projet lui-même.

Pour les habitants du quartier, il est difficile de savoir:

- où en est concrètement le projet,
- si le chantier a réellement commencé,
- et surtout quand des avancées visibles auront lieu.

Or, pendant ce temps :

- les besoins en logement sont bien réels,
- les attentes des riverains sont fortes,
- et ce site reste en grande partie en transition.

Dès lors, je souhaite vous poser les questions suivantes :

- 1) Pouvez-vous nous préciser l'état exact d'avancement du projet sur le site BAT ?
- 2) Le chantier a-t-il effectivement démarré, et sur quelles parties du site ?
- 3) Quel est aujourd'hui le calendrier actualisé des travaux ?
- 4) Comment la commune a-t-elle encadré les occupations passées du site, et quelles leçons en ont été tirées pour l'avenir ?
- 5) Enfin, quelles garanties pouvez-vous donner quant à une concrétisation effective de ce projet, dans des délais raisonnables et au bénéfice des habitants de Molenbeek.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia
Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende BAT site.- uitstel van 20/05/2026

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0051 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez,
Conseillère communale MR, relative à Bruxelles 2030 : état des lieux et
perspectives. - report du 20/05/2026

Je souhaite revenir sur le projet «Bruxelles 2030 », et plus particulièrement sur la situation actuelle de cette initiative portée autour de Molenbeek. Aujourd'hui, chacun le sait, la candidature n'a pas été retenue dans le cadre de la sélection européenne. C'est un fait. Mais dans le même temps, on nous explique que la dynamique doit se poursuivre, que les projets doivent continuer, et que l'investissement engagé doit s'inscrire dans la durée. Dès lors, une question simple se pose : quel est aujourd'hui le cadre précis de cette continuité ? Depuis plusieurs années, des moyens publics ont été mobilisés pour soutenir cette candidature. Des équipes ont été mises en place, des actions ont été financées, des événements ont été organisés. Pourtant, à ce stade, il est très difficile d'obtenir une vision claire et consolidée des moyens réellement engagés. C'est pourquoi je pose une première question très concrète : quel est le coût total du projet «Bruxelles 2030 » depuis son lancement, et quelle part concerne spécifiquement Molenbeek ? Deuxième élément, on évoque la poursuite des projets. Très bien, mais cela suppose un cadre, des priorités, et des objectifs mesurables. Quels projets sont aujourd'hui maintenus ? Avec quels budgets ? Et selon quels critères d'évaluation ? Existe-t-il un bilan structuré, indépendant, permettant d'identifier ce qui a fonctionné, ce qui doit être ajusté, et ce qui doit éventuellement être arrêté ? Enfin, au-delà des intentions, se pose une question de méthode. Comment garantir que la poursuite de cette dynamique repose sur une stratégie claire, transparente et évaluée,

et non sur une prolongation automatique de dispositifs existants ? Parce qu'au fond, l'enjeu n'est pas de remettre en cause les ambitions culturelles ou les dynamiques locales, elles sont évidemment importantes, mais bien de s'assurer que chaque euro public engagé répond à des objectifs précis, mesurables, et utiles pour les habitants.

Je vous remercie.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia
Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende Brussel 2030: stand van zaken en
perspectieven.- uitstel van 20/05/2026**

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0052 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris,
Conseiller communal MR, relative aux logements dans le quartier Beekkant.-
report du 20/05/2026**

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite attirer votre attention sur la situation préoccupante des habitants autour de Beekkant, notamment dans les tours du boulevard Edmond Machtens et rues aux alentours.

Aujourd'hui, des dizaines de familles vivent encore dans des logements marqués par l'insalubrité, avec la présence d'amiante, des problèmes d'humidité, et des conditions de vie qui ne sont tout simplement pas dignes.

Ces habitants attendent depuis des années des solutions concrètes. Pourtant, les relogements restent très limités, et certains se voient annoncer des délais qui vont jusqu'à 2030. Pendant ce temps, ils continuent à vivre dans des logements dangereux pour leur santé.

Par ailleurs, plusieurs bâtiments sont amenés à être vidés, voire démolis, ce qui signifie que de nombreuses familles supplémentaires devront être relogées. Mais une question essentielle se pose, où iront-elles ?

Nous sommes face à une situation où :

- les logements sont dégradés,
- les relogements sont insuffisants,
- et les perspectives restent floues pour les habitants.

Dès lors, mes questions sont les suivantes :

- 1) Quelles mesures urgentes sont prises pour garantir la sécurité et la santé des habitants encore présents dans ces immeubles ?
- 2) Quel est le calendrier précis de relogement pour l'ensemble des familles concernées

?

3) Combien de logements sont réellement disponibles aujourd'hui pour faire face à ces relogements ?

4) enfin, quelles garanties pouvez-vous donner que ces habitants ne seront pas laissés dans l'attente pendant encore plusieurs années ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Van Merris

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris,
Gemeenteraadslid MR, betreffende de woningen in de Beekantwijk.- uitstel van
20/05/2026

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0053 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller
communal MR, relative au projet Lion City.- report du 20/05/2026

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite vous interpellier au sujet du projet LionCity, développé sur le site de l'ancien siège de Delhaize à Molenbeek-Saint-Jean.

Comme vous le savez, ce projet, piloté notamment par citydev.brussels, représente un enjeu majeur pour notre commune. Il prévoit la création d'un nouveau quartier mixte, combinant logements, activités économiques, commerces et espaces publics.

Aujourd'hui, le site est occupé dans le cadre d'une phase transitoire qui accueille différentes initiatives associatives, culturelles et économiques. Si cette occupation temporaire permet de faire vivre le site, elle suscite aussi des questions légitimes quant à la suite du projet.

Dès lors, je souhaiterais savoir où en est concrètement la mise en œuvre de la première phase, dite LionCity I.

Le calendrier des travaux est-il aujourd'hui confirmé ? Dispose-t-on d'une date claire pour le début effectif du chantier ?

Par ailleurs, pouvez-vous préciser la durée prévue de cette phase transitoire et nous indiquer s'il existe un risque de prolongation, notamment en cas de retards administratifs ou techniques ?

Je souhaiterais également obtenir des précisions concernant le volet logement. Quelle sera la répartition entre logements sociaux, logements moyens et logements privés ? Combien de logements seront réalisés dans la première phase, et dans quels délais les premières livraisons sont-elles envisagées ?

Un projet de cette ampleur aura nécessairement un impact important sur le quartier. Quelles mesures sont prévues afin de limiter les nuisances liées au chantier ? Comment les questions de mobilité et d'accessibilité seront-elles prises en compte ? Et une concertation avec les riverains est-elle prévue ou déjà organisée ?

Enfin, j'aimerais que vous puissiez clarifier le rôle de la commune dans ce dossier. Quelle est sa capacité d'influence réelle, et comment s'organise la coordination avec les autorités régionales et les autres projets en cours à proximité ?

Au vu de l'importance de ce projet pour l'avenir de Molenbeek-Saint-Jean, il est essentiel que nous disposions d'une information claire, transparente et actualisée.

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Milis

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis,
Gemeenteraadslid MR, betreffende het project Lion City.- uitstel van 20/05/2026

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0054 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative au nouveau centre de quartier Pythagoras.- report du 20/05/2026

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite vous interpeller au sujet du nouveau Centre de quartier Pythagoras, récemment inauguré à Molenbeek-Saint-Jean, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable autour du Parc de l'Ouest.

Ce projet, attendu de longue date, répond à un réel besoin dans un quartier marqué par un manque d'infrastructures collectives. Il a été présenté comme un équipement polyvalent destiné à accueillir des activités sociales, sportives, éducatives, ainsi que des associations locales. Nous ne pouvons que saluer cette ambition.

Cependant, plusieurs questions importantes se posent aujourd'hui quant à l'occupation concrète des locaux.

En effet, durant les années précédentes, le site a déjà fait l'objet d'une occupation temporaire, impliquant des associations et des habitants du quartier. Cette phase avait notamment pour objectif de tester des usages, d'identifier les besoins et d'inscrire le projet dans une dynamique participative.

Or, à ce jour, il apparaît que les modalités d'attribution des locaux ne sont communiquées que tardivement, après la fin des travaux et même après l'inauguration du bâtiment.

Cela soulève plusieurs préoccupations.

D'une part, comment expliquer que les associations du quartier, pourtant déjà mobilisées en amont, n'aient pas eu de visibilité plus tôt sur les conditions d'accès à ces espaces ?

D'autre part, quels sont précisément les critères retenus pour l'attribution des locaux ? Un appel a-t-il été lancé de manière transparente et accessible à l'ensemble du tissu associatif local ?

Par ailleurs, les associations qui ont participé à l'occupation temporaire bénéficieront-elles d'une forme de continuité ou de priorité dans l'attribution des espaces ? Ou bien repart-on aujourd'hui de zéro, au risque de perdre la dynamique construite ces dernières années ?

Enfin, ce décalage dans le calendrier interroge : pourquoi attendre la fin du chantier pour structurer l'occupation d'un lieu dont la vocation était pourtant clairement définie dès le départ ? Cela ne risque-t-il pas d'entraîner une sous-utilisation temporaire du bâtiment, voire un sentiment d'incompréhension parmi les acteurs locaux ?

Au-delà de ces questions, c'est bien la cohérence entre participation citoyenne, planification publique et mise en œuvre concrète qui est ici en jeu.

Je vous remercie dès lors de bien vouloir apporter des clarifications sur 1) les modalités d'attribution des locaux,
2) le calendrier précis de mise à disposition,
3) les garanties offertes au tissu associatif local pour un accès équitable et transparent.

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Milis.

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis,
Gemeenteraadslid MR, betreffende het nieuwe wijkcentrum Pythagoras.- uitstel
van 20/05/2026

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0055 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia Fernandez,
Conseillère communale MR, relative aux nuisances et problèmes de sécurité
autour du Batopin et du commerce de pizzas situé à proximité du Boulevard
Mettewie 42/50.- report du 20/05/2026

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite attirer l'attention du Collège sur la situation devenue extrêmement

préoccupante autour du Batopin et du commerce de pizzas situé à proximité, dans un quartier densément peuplé où vivent des centaines de familles.

Les habitants dénoncent depuis des mois, des nuisances sonores importantes liées au stationnement sauvage de personnes se rendant au Batopin, à toute heure du jour et de la nuit, la présence récurrente de personnes alcoolisées dans le local ou à ses abords

un manque manifeste de propreté sur le parking ;

- mais également de nouvelles nuisances liées au commerce de pizzas : stationnement anarchique des clients et livreurs, terrasse particulièrement bruyante en soirée et gestion problématique des déchets et poubelles.

Ces problèmes ne concernent pas quelques riverains isolés. Ils impactent directement un immeuble de 325 appartements, soit environ 750 habitants : des familles, des enfants, des personnes âgées, des travailleurs qui subissent quotidiennement du bruit, des incivilités et une dégradation évidente de leur cadre de vie.

Aujourd'hui, les habitants ont le sentiment d'être abandonnés et de devoir supporter seuls les conséquences d'un espace qui semble échapper à tout contrôle.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes au Collège :

- 1) Le Collège a-t-il connaissance des nombreuses plaintes et signalements concernant ce site ?
- 2) Combien de contrôles de police ou de constats administratifs ont-ils été réalisés au cours des derniers mois ?
- 3) Des contrôles spécifiques ont-ils été effectués concernant, le stationnement sauvage, les nuisances sonores, la consommation d'alcool, et la gestion des déchets ?
- 4) Le commerce concerné respecte-t-il l'ensemble des conditions liées à son exploitation et à sa terrasse ?
- 5) j'y Quelles mesures concrètes et rapides le Collège compte-t-il prendre pour rendre enfin un cadre de vie acceptable aux centaines d'habitants du quartier ?

Parce qu'aujourd'hui, ce ne sont pas seulement des nuisances ponctuelles dont on parle, mais bien d'une dégradation continue de la qualité de vie de près de 750 habitants qui demandent simplement de pouvoir vivre normalement chez eux.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Garcia Fernandez,
Gemeenteraadslid MR, betreffende de overlast en veiligheidsproblemen rond de
Batopin-geldautomaat en de pizzazaak in de nabijheid van de Mettewielaan
42/50.- uitstel van 20/05/2026

Het punt is van de agenda afgehaald en omgezet in een schriftelijke vraag.

17.06.2026/A/0056 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Sagon, Conseillère
communale ECOLO GROEN, relative à la propreté, à la communication et aux
choix stratégiques de l'administration communale.- report du 20/05/2026

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon,
Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over netheid, communicatie en strategische
keuzes van het gemeentebestuur.- uitstel van 20/05/2026

Geachte burgemeester, voorzitter, schepenen en collega's,

Molenbeek is vuil. Het is moeilijk om het anders te formuleren. Maar Molenbeekenaars verdienen beter.

Het is positief om te zien dat de bevoegde schepenen initiatieven neemt, zoals het pilootproject rond netheid in de Brunfautwijk. Daarbij wordt gedurende drie maanden extra geïnvesteerd in die buurt, met intensievere schoonmaakacties en versterkte controles. Er wordt ook steeds meer ingezet op lokale netheidsambassadeurs om bewoners te sensibiliseren en — laten we eerlijk zijn — mee recht te trekken wat het gemeentebestuur zelf niet opgelost krijgt.

Vandaag hadden wij graag enkele vragen gesteld over recente concrete projecten, maar ook over de strategische keuzes die u maakt in de aanpak van overlast en vervuiling.

Fix My Street

Eerst een opvolgingsvraag: bestaat er ondertussen een correcte koppeling tussen Fix My Street en de Molenbeekse netheidsdiensten, zoals Ecolo-Groen tijdens de gemeenteraad van januari vroeg? Kunnen inwoners ervan uitgaan dat wanneer zij een probleem melden via Fix My Street — zeker in het weekend of buiten de openingsuren van het gemeentelijk groen nummer — dit ook effectief snel wordt opgevolgd?

Strategische aanpak

In het verleden beschikte Molenbeek over een lokaal netheidsplan 2020-2025, waarin de gemeente werd opgedeeld in drie zones, telkens met specifieke maatregelen afgestemd op de lokale uitdagingen en problematieken.

Dat plan bevatte ook zeer nuttige data. Zo werd in 2020 in totaal 3.285 ton afval afkomstig van publieke vuilnisbakken, sluikestort en illegale dumpingen opgehaald door de netheidsdienst — goed voor 33,5 kilogram per inwoner. Op het vlak van handhaving stelde de cel Incivilitéiten datzelfde jaar 3.090 inbreuken op de netheidsregels vast. Daaruit volgden 532 pv's en uiteindelijk 132 effectieve boetes.

Het systematisch bijhouden en actualiseren van die gegevens om vooruitgang of achteruitgang te bepalen is natuurlijk van groot belang, zeker in een context waarin de gemeente met beperkte middelen werkt. Data moeten helpen bepalen waar de noden het hoogst zijn en waar middelen dus prioritair ingezet moeten worden.

In dat opzicht is het positief dat er vandaag wordt gewerkt met een pilootproject in de Brunfautwijk. Maar in het netheidsplan 2020-2025 kwam die wijk echt niet naar voren als de zone met de grootste problematiek rond afval en sluikestort. Dat betekent uiteraard niet dat de situatie ondertussen niet veranderd kan zijn, maar net daarom is actuele data zo belangrijk.

Kortom: is het de bedoeling om een geactualiseerde versie met publiekelijk beschikbare data van dit lokale netheidsplan op te maken?

Ondersteuning van netheidsambassadeurs

Wat betreft die netheidsambassadeurs, een initiatief waarop u duidelijk sterk wil inzetten, hoe zorgt u ervoor dat lokale initiatieven ondersteund worden (denk maar aan de groep rond Square des libérateurs/Bevrijderssquare Content)? En hoe worden ze afgestemd op de acties van Bruxelles-Propreté, zoals "Wake Up Clean Up"? Hoe verhouden beide initiatieven zich precies tegenover elkaar?

Taalgebruik van de netheidsdiensten

Tot slot willen we het hebben over iets wat eigenlijk vanzelfsprekend zou moeten zijn: correcte communicatie in beide officiële talen. Idealiter communiceert de gemeente zelfs in meerdere talen, maar minstens correct in het Frans en het Nederlands.

Zo zagen we in de Brunfautwijk een brochure verschijnen waarbij de Franse titel "Déchets acceptés" in het Nederlands vertaald werd als "Geweigerd afval".

Ook de video ter aankondiging van het mobiele recypark op het gemeenteplein op 29 april, verspreid door de PTB, bestond enkel in het Frans. En dan stellen wij ons finaal ook de vraag waarom die communicatie via een partijpolitiek filmpje verliep, en niet via de officiële gemeentelijke kanalen zoals de website of sociale media van de gemeente?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Hilde Sagon

De Raad neemt kennis.

17.06.2026/A/0057

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Sagon, Conseillère communale ECOLO GROEN, relative à la sécurité, la visibilité et le respect de la communauté LGBTQIA+ à Molenbeek.- report du 20/05/2026

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon,
Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over veiligheid, zichtbaarheid en respect
voor de LGBTQIA+-gemeenschap in Molenbeek.- uitstel van 20/05/2026**

Geachte burgemeester, voorzitter, schepenen en collega's,

Vorige week werd voor het eerst in Sint-Jans-Molenbeek een mooi evenement georganiseerd rond het hijsen van de Rainbow Flag. Dat was een sterk moment van verbinding, dankzij de bevoegde schepen, gevolgd door een drink in het gemeentehuis. Had het regenboogvoetpad aan het gemeentehuis ook nog een nieuwe verlaag gekregen voor de gelegenheid, dan was het helemaal af geweest.

Want de queer gemeenschap heeft onze steun hard nodig.

Dat begint al in het onderwijs, ook in onze Molenbeekse gemeentescholen. Voor leerlingen en leerkrachten is het heel moeilijk om eerlijk voor hun seksuele geaardheid of genderidentiteit uit te komen, en sociale media en polarisatie maken de situatie nog moeilijker. Tegelijk bestaan er ook goede voorbeelden van scholen die werken rond respect en verdraagzaamheid. Daarbij kunnen ook religieuze figuren, zoals imams, een positieve rol spelen door duidelijk op te roepen tot respect voor iedereen.

En dan heb je het probleem van verbale en fysieke agressie in onze Molenbeekse straten voor wie er anders uitziet. De verhalen zijn helaas talrijk. Zo liepen er vorige week dansers - verkleed voor de Zinneke Parade - van Graaf van Vlaanderen naar Ultima Vez wandelden. Onderweg werden ze uitgescholden en geslagen met opmerkingen als: "Pas de pédés dans nos rues." Ook het verhaal van Jamal heeft veel mensen geraakt. Hij werd in december vorig jaar in het metrostation Beekkant zwaar mishandeld door drie jongemannen, waarbij niemand tussenkwam om te helpen. Een event dat vrienden dachten te organiseren ter gelegenheid van de Pride op het Molenbeeks gemeenteplein, bleek trouwens niet mogelijk wegens een inschatting van de politie als te onveilig.

Het thema van de Pride dit jaar luidt: "When Times Get Darker, We Shine Brighter." Een krachtige en verbindende boodschap, meer dan ooit nodig in een wereld waar de rechten van LGBTQIA+-personen steeds vaker onder druk staan. Laat ons er als gemeente mee voor zorgen dat zij kunnen blijven schitteren.

Daarom heb ik volgende vragen:

1. Wanneer zal het regenboogvoetpad opnieuw geschilderd worden? Kan dit voortaan een jaarlijks automatisme worden in de weken voor de Pride, zodat het voetpad er telkens mooi en verzorgd bij ligt?
2. Hoe wil het gemeentebestuur verdere polarisatie in onze scholen aanpakken, zodat queer leerkrachten en leerlingen zich veilig en welkom voelen?
3. Hoe zal de burgemeester bij de politie blijven aandringen op het belang van veiligheid voor LGBTQIA+-personen in onze gemeente en dit echt als prioriteit aanbrengen ook?
4. Kunnen wij op jullie rekenen om binnen jullie respectievelijke partijen er mee voor te vechten om het huwelijk voor iedereen te verankeren in de Belgische grondwet? Want rechten zijn pas echt beschermd als ze niet afhangen van de politieke waan van de dag.

Ik dank u.

Hilde Sagon

Het punt wordt verdaagd.

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par madame Sagon, conseillère communale ECOLO GROEN, concernant les îlots de chaleur et l'avenir de la place communale de Molenbeek : temps pour l'action.

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon, Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, betreffende hitte-eilanden en de toekomst van het Molenbeeks Gemeenteplein: tijd voor actie.

Geachte burgemeester, geachte voorzitter, geachte schepenen van mobiliteit en openbare werken, geachte schepenen van klimaat, geachte collega's-gemeenteraadsleden,

Mei 2026 was opnieuw uitzonderlijk warm, met recordtemperaturen. In Molenbeek zijn er verschillende wijken waar die hitte nog harder toeslaat, zoals Historisch Molenbeek, Weststation, Hertogin en de Maritiemwijk. Dat zijn dichtbebouwde wijken waar het stedelijk hitte-eilandeffect sterk speelt. Brulocalis wees er onlangs nog op dat de temperatuur in het centrum van het gewest meer dan 10 graden hoger kan liggen dan in de buitenwijken.

Het Molenbeeks Klimaatactieplan maakt van deze wijken terecht een prioriteit. Want extreme hitte is niet zomaar een ongemak. Ze vormt een ernstig risico voor de gezondheid van onze inwoners, vooral voor ouderen, kinderen, zieken, mensen die buiten werken en bewoners van slecht geïsoleerde woningen. Dit is niet alleen een klimaatuitdaging, maar ook een kwestie van volksgezondheid en sociale rechtvaardigheid.

En als we het over hitte-eilanden hebben, dan kunnen we niet om het Gemeenteplein heen. Een centraal en symbolisch dossier is moeilijk te vinden: een grote betonvlakte in het hart van Molenbeek, met vier kleine boompjes die nauwelijks schaduw bieden of water kunnen opnemen, en enkele kapotte minispeelfonteintjes.

Op warme dagen is dit zowat het laatste plein waar je vrijwillig blijft hangen, laat staan dat het bijdraagt aan de verkoeling van de omliggende wijk.

Na de interpellatie van Ecolo Groen in april 2025 heeft u positief ingezet op het beperken van parking op het Gemeenteplein en we zijn u daarvoor erkentelijk. Maar nu is het tijd voor die volgende stap: Wanneer maken we van het Gemeenteplein een plek waar mensen ook buiten de marktdagen graag verblijven? Met mooie overschaduwde terrassen, echte ontharding en waterinfiltratie en speelmogelijkheden voor kinderen?

Mijn vragen:

Mevrouw Raïss,

- In april 2025 verwees u naar een studie die net besteld was over de toekomst van het Gemeenteplein. Wat zijn de resultaten van die studie? Wanneer worden die voorgesteld aan de gemeenteraad en aan de inwoners? Hoe sluit die aan bij de studie over Molendijk?
- U gaf toen ook aan dat er op korte termijn extra bomen zouden worden geplant. Zijn die bomen ondertussen geplant? Zo niet, wanneer mogen de

inwoners die verwachten?

- En wat van de mobiliteitssituatie in het algemeen gelinkt aan die gemeenteplein. Zal dit ook deel uitmaken van de studie? En meer fundamenteel: is het niet tijd om de ambitie hoger te leggen en te onderzoeken hoe het ganse Gemeenteplein volledig autovrij (behalve voor leveringen) kan worden gemaakt? Als we van dit plein echt een aangename, groene, verkoelende maar ook verkeersveilige ontmoetingsplek willen maken?

Mevrouw de Burgemeester,

- U was afwezig bij eerdere discussies over dit thema, ook aangaande het Molenbeeks Klimaatactieplan. Hoe kijkt u vandaag naar de uitvoering van dat plan, en meer specifiek naar de aanpak van het hitte-eilandeffect?
- Heeft u intussen samengezeten met het team dat het Klimaatactieplan opvolgt om samen de prioriteiten te herbekijken en dit dossier duidelijk bovenaan de agenda te zetten?

Ik dank u.

Het punt wordt verdaagd.

17.06.2026/A/0059

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation introduite par Madame Sagon, Conseillère communale ECOLO GROEN, concernant les manquements dans les prestations de services, l'organisation interne et la communication politique : (partie 1) accessibilité des services par téléphone ou par e-mail.**

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon, Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over gebrekkige dienstverlening, interne organisatie en politieke communicatie: (deel 1) bereikbaarheid van de diensten per telefoon of mail.**

Geachte burgemeester, geachte voorzitter, geachte schepenen en geachte collega's-gemeenteraadsleden,

Bij het schrijven van deze interpellatie over goed bestuur was het moeilijk om te kiezen over welke dossiers we vragen zouden stellen. Niet omdat er geen inspanningen worden geleverd — wij erkennen dat die er zijn — maar omdat er zich desondanks nog steeds heel veel situaties voordoen waarvan men zich afvraagt hoe ze überhaupt mogelijk zijn.

Daarbij bespreken we graag eerst de plotse **blokkering vorige maand**, van de ene dag op de andere, van alle **professionele telefoonnummers** van medewerkers van de Molenbeekse administratie. We spraken erover op de vorige gemeenteraad, maar tot op vandaag is dit nog niet opgelost. Burgers krijgen nog steeds de melding: "*The number you have dialed is not in use.*" Andere inwoners melden dan weer dat e-mails aan bepaalde diensten niet aankomen wegens een **overvolle mailbox**, zo bij de dienst signalisatie bijvoorbeeld.

Bereikbaarheid is nochtans een essentieel onderdeel van een goede dienstverlening.

Het lijkt ons bijzonder moeilijk om de continuïteit van de gemeentelijke diensten te garanderen wanneer gsm-nummers zonder voorafgaande communicatie worden gedeactiveerd, waarbij overvolle mailboxen niet toelaten om een mail uit te sturen en veel Molenbekenaars vandaag al moeilijkheden ondervinden om de juiste diensten te bereiken.

Onze vragen:

- Wat is de huidige stand van zaken met betrekking tot de professionele telefoons en telefoonnummers van de gemeentelijke medewerkers?
- Wanneer zal dit probleem definitief opgelost zijn?
- Zullen medewerkers opnieuw hun oorspronkelijke telefoonnummers krijgen zodat burgers hen kunnen blijven bereiken?
- Hoe zit het met die overvolle mailboxen, meer specifiek bij de dienst signalisatie?
- Hoe gaat u in het algemeen meer inzetten op bereikbaarheid als essentieel onderdeel van een goede dienstverlening?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Het punt wordt verdaagd.

17.06.2026/A/0060

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation introduite par Madame Sagon, Conseillère communale ECOLO GROEN, concernant les manquements dans les prestations de services, l'organisation interne et la communication politique : (partie 2) accessibilité des services même en cas de canicule persistante et législation linguistique.

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon, Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over gebrekkige dienstverlening, interne organisatie en politieke communicatie: (deel 2) bereikbaarheid van de diensten zelfs bij aanhoudende hitte en taalwetgeving.

Geachte burgemeester, geachte voorzitter, geachte schepenen en geachte collega's-gemeenteraadsleden,

Bij het schrijven van deze interpellatie over goed bestuur was het moeilijk om te kiezen over welke dossiers we vragen zouden stellen. Niet omdat er geen inspanningen worden geleverd — wij erkennen dat die er zijn — maar omdat er zich desondanks nog steeds heel veel situaties voordoen waarvan men zich afvraagt hoe ze überhaupt mogelijk zijn.

Zo willen we ook ingaan op de **sluiting van de gemeentediensten naar aanleiding van de hitte** eind mei. Op woensdagvoormiddag 27 mei wordt via Facebook aangekondigd dat de bevolkingsdienst diezelfde namiddag gesloten zal zijn. Even later verdwijnt dat bericht en wordt het vervangen door een mededeling dat alle gemeentelijke diensten gesloten zijn wegens de hitte de komende drie dagen, met in

het Nederlands de incorrecte vermelding "in de middag" voor wat in het Frans "l'après-midi" is. Wederom een incorrect vertaling, niet onverwacht als we recent konden lezen in de pers dat in Molenbeek maar 3 procent van alle aanwervingen de **taalwetgeving** respecteren.

Ondertussen bij die sluiting wegens hitte volgde er geen verdere precisering over wat de alternatieven zijn voor burgers, waarom de medewerkers van het OCMW met de hitte toch moeten doorwerken en toch ook wel de vraag hoe het mogelijk is dat het recente gebouw van de bevolkingsdienst in de Sint-Mariastraat in de winter niet voldoende verwarmd kan worden en in de zomer niet voldoende gekoeld?

- Waarom kon er niet een vroegere inschatting van de hitte gemaakt worden zodat een eerdere aankondiging van de namiddagsluiting mogelijk was?
- Waarom werd dit aangekondigd voor alle diensten en dus ook voor mensen die in gebouwen werken waar het redelijkerwijze koeler kan blijven?
- Waarom moesten medewerkers van het OCMW wel blijven werken?
- Welke maatregelen werden genomen om de dienstverlening aan burgers te garanderen, bijvoorbeeld voor wie in de namiddag een afspraak had of dringend een document nodig had?
- Hoe zit het met dat recente gebouw in de Sint-Mariastraat? In januari moesten we nog interpellieren over de gebrekkige verwarming en nu worden we geconfronteerd met oververhitting in de lente?
- Waarom slaagt Molenbeek er niet in om beter de taalwetgeving te respecteren bij aanwervingen ook? Dat is blijkbaar een uitdaging voor alle Brusselse gemeentes, maar als in Schaarbeek – de primus van het gewest – nog 33 procent van de aanwervingen in orde is, spreken we in Molenbeek van 3 procent, bij de allerlaatsten van het gewest. Kan dit niet beter?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Het punt wordt verdaagd.

17.06.2026/A/0061

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation introduite par Madame Sagon, Conseillère communale ECOLO GROEN, concernant les manquements dans les prestations de services, l'organisation interne et la communication politique : (partie 3) droits démocratiques et exercice du mandat des conseillers communaux.

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon, Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over gebrekkige dienstverlening, interne organisatie en politieke communicatie: (deel 3) democratische rechten en mandaatuitoefening van gemeenteraadsleden.

Geachte burgemeester, geachte voorzitter, geachte schepenen en geachte collega's-gemeenteraadsleden,

Bij het schrijven van deze interpellatie over goed bestuur was het moeilijk om te

kiezen over welke dossiers we vragen zouden stellen. Niet omdat er geen inspanningen worden geleverd — wij erkennen dat die er zijn — maar omdat er zich desondanks nog steeds heel veel situaties voordoen waarvan men zich afvraagt hoe ze überhaupt mogelijk zijn.

We willen het ook hebben over de **democratische rechten van gemeenteraadsleden**, die met momenten toch echt in vraag worden gesteld door deze meerderheid. Zo werden alle gemeenteraadsleden per mail geïnformeerd over een wel zeer rigide interpretatie van het bezoekrecht, terwijl daarvoor geen “*machtiging*” van het College vereist is. Daarnaast worden gemeenteraadsleden systematisch zeer laat uitgenodigd voor gemeentelijke evenementen, waardoor het voor raadsleden met een voltijdse job in de praktijk vaak moeilijk is om hieraan deel te nemen. In veel gevallen worden uitnodigingen slechts 24 tot 48 uur op voorhand verstuurd, wat een volwaardige uitoefening van het mandaat bemoeilijkt.

Ook aangaande de begroting blijven belangrijke vragen onbeantwoord. De afwezigheid van de schepen van Financiën gedurende meerdere gemeenteraden roept vragen op. Bovendien vernemen wij via de pers dat er op 24 juni een buitengewone gemeenteraad zal plaatsvinden, terwijl de gemeenteraad zelf hierover nauwelijks of niet wordt geïnformeerd.

Mijn vragen:

- Hoe moeten we de “machtiging” van het college, waarover we per e-mail werden geïnformeerd in verband met ons bezoekrecht aan gemeentelijke instellingen, precies interpreteren?
- Het lijkt logisch dat er vooraf een afspraak wordt gemaakt voor dergelijke bezoeken, maar is het echt noodzakelijk dat dit via het college verloopt, wat leidt tot aanzienlijke vertraging? Waarom kan dit niet rechtstreeks via de gemeentesecretaris worden geregeld?
- Geldt deze wel zeer rigide procedure ook voor bezoeken aan vzw's die in gemeentelijke gebouwen zijn gehuisvest? Indien ja, op welke basis?
- Is het mogelijk om gemeenteraadsleden vroeger uit te nodigen voor gemeentelijke evenementen, zodat een aanwezigheid beter mogelijk is?
- Kan de gemeenteraad naar de toekomst toe geïnformeerd worden indien schepenen een langere tijd afwezig zijn?
- Kan de gemeenteraad naar de toekomst toe geïnformeerd worden indien er bijzondere gemeenteraden worden georganiseerd, zeker indien de pers al wel op de hoogte wordt gesteld?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Het punt wordt verdaagd.

17.06.2026/A/0062

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation introduite par Madame Sagon, Conseillère communale ECOLO GROEN, concernant les manquements dans les prestations de services, l'organisation interne et la communication politique : (partie 4) réactions de soutien incompréhensibles de membres de la majorité dans le dossier du Foyer Anderlechtois et bonne gouvernance.

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon,
Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over gebrekkige dienstverlening, interne
organisatie en politieke communicatie: (deel 4) onbegrijpelijke steunreacties van
meerderheidsleden in het dossier rond de Anderlechtse Haard en goed bestuur.**

Geachte burgemeester, geachte voorzitter, geachte schepenen en geachte collega's-gemeenteraadsleden,

Bij het schrijven van deze interpellatie over goed bestuur was het moeilijk om te kiezen over welke dossiers we vragen zouden stellen. Niet omdat er geen inspanningen worden geleverd — wij erkennen dat die er zijn — maar omdat er zich desondanks nog steeds heel veel situaties voordoen waarvan men zich afvraagt hoe ze überhaupt mogelijk zijn.

Maar het finale dossier dat ons echt over de streep trok om deze en andere interpellaties rond het thema van goed bestuur te schrijven betreft de reactie van verschillende leden uit deze meerderheid aangaande het recent schandaal in de **Anderlechtse Haard**. Uit eerdere discussies weten wij deze gemeente nog enorm veel werk heeft op het vlak van interne controle en risicobeheer. In plaats van dan de nodige terughoudendheid aan de dag te leggen bij zo'n dossier, lezen we publieke statements van leden van deze meerderheid als *"Laten we op kritiek reageren met feiten. Laten we op aanvallen reageren met waardigheid. Laten we op het rumoer reageren met de kracht van het veld. Nu meer dan ooit: steun voor Lotfi Mostefa."* Of wordt er gesproken over een *"mise à mort médiatique"* van een individu die zeker niet preventief een stap moet opzij zetten. Wij stellen ons de vraag wat de meerderheid hoopte te bereiken met dergelijke communicatie. Welk signaal geeft een gemeentebestuur wanneer het zich op die manier uitsprekt in een dossier waar ernstige vragen worden gesteld over bestuur, integriteit en belangenvermenging?

Mijn vragen:

- Hebben de leden van de meerderheid de reportage van Pano over de Anderlechtse Haard en zijn voorzitter Mr. Mostefa bekeken alvorens publiekelijk standpunten in te nemen?
- Vindt deze meerderheid getuigenissen van 17 bewoners, 20 werknemers en 20 ex-werknemers - die spreken van inzetten van medewerkers bij de verkiezingscampagne, het rechtstreeks contacteren van bewoners met oog op electorale steun en persoonlijke betrokkenheid van de heer Mostefa bij het toewijzen van woningen en mutaties van woningen - onvoldoende ernstig om de nodige terughoudendheid aan de dag te leggen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Het punt wordt verdaagd.

Levée de la séance à 20:00
Opheffing van de zitting om 20:00

Secrétaire f.f.,
Wvd. Secretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Marijke Aelbrecht

Hassan Rahali